

Documents du Sénat :

3-1492 - 2005/2006 :

- N° 1 : Projet évoqué par le Sénat.

- N° 2 : Amendements.

- N°s 3 à 7 : Rapports.

- N° 8 : Décision de ne pas amender.

Annales du Sénat : 23 décembre 2005.*Stukken van de Senaat :*

3-1492 - 2005/2006 :

- Nr. 1 : Ontwerp geëvoceerd door de Senaat.

- Nr. 2 : Amendementen.

- Nrs. 3 tot 7 : Verslagen.

- Nr. 8 : Beslissing om niet te amenderen.

Handelingen van de Senaat : 23 december 2005.SERVICE PUBLIC FEDERAL
CHANCELLERIE DU PREMIER MINISTRE

F. 2005 — 3701

[C — 2005/21183]

27 DECEMBRE 2005. — Loi portant des dispositions diverses (1)

ALBERT II, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Les Chambres ont adopté en Nous sanctionnons ce qui suit :

TITRE I^{er}. — *Disposition générale***Article 1^{er}.** La présente loi règle une matière visée à l'article 78 de la Constitution.TITRE II. — *Justice*Chapitre I^{er}. — *Modification de certaines dispositions du Code judiciaire***Art. 2.** A l'article 1409, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, du Code judiciaire, les mots « ainsi que le pécule de vacances payé en vertu de la législation relative aux vacances annuelles, » sont introduits entre les mots « sous l'autorité d'une autre personne, » et les mots « peuvent être cédées ou saisies sans limitation ».**Art. 3.** L'article 1410, § 1^{er}, 6°, du même Code est abrogé.**Art. 4.** Il est inséré dans le même Code un article 1411*bis* libellé comme suit :« Art. 1411*bis*. § 1^{er}. Les restrictions et exclusions prévues aux articles 1409, 1409*bis* et 1410 sont également d'application si les montants visés par ces articles sont crédités sur un compte à vue ouvert auprès d'un établissement de crédit visé à l'article 1^{er} de la loi du 22 mars 1993 relative au statut et au contrôle des établissements de crédit.§ 2. Le débiteur peut prouver par toutes voies de droit que des montants insaisissables et incessibles en vertu des articles 1409, 1409*bis* et 1410 ont été crédités sur un compte à vue qui a fait l'objet d'une saisie ou d'une cession.Les montants versés par l'employeur du débiteur sur un compte à vue de celui-ci sont, jusqu'à preuve du contraire, réputés partiellement insaisissables ou incessibles conformément à l'article 1409, § 1^{er}. Cette présomption ne vaut que dans les rapports entre le débiteur et ses créanciers.§ 3. Le Roi détermine, par arrêté délibéré en Conseil des Ministres, les modalités qui permettent d'indiquer un code particulier en regard des montants visés aux articles 1409, 1409*bis* et 1410 au moment de l'inscription de ces montants au crédit du compte à vue. Ce code particulier est mentionné sur l'extrait du compte à vue.

Cette dernière obligation ne s'applique pas aux inscriptions au crédit d'un compte à vue faisant suite à un versement en espèces, sauf dans les cas et selon les modalités déterminées par le Roi.

§ 4. Le donneur d'ordre d'un paiement sur un compte à vue d'un montant visé aux articles 1409 et 1410, §§ 1^{er}, 2° à 8°, et 2, communique le code visé au § 3 à son organisme financier, qui le communique à son tour à l'établissement de crédit auprès duquel ce compte à vue est ouvert.

§ 5. Le donneur d'ordre visé au § 4 qui néglige d'attribuer un code particulier ou qui néglige de communiquer ce code à son organisme financier, dont il est question au § 4, est puni d'une amende de 200 euros à 5.000 euros.

L'alinéa précédent ne s'applique pas aux donneurs d'ordre de sommes visées aux articles 1409*bis* et 1410, § 1^{er}, 1°.FEDERALE OVERHEIDSDIENST
KANSELARIJ VAN DE EERSTE MINISTER

N. 2005 — 3701

[C — 2005/21183]

27 DECEMBER 2005. — Wet houdende diverse bepalingen (1)

ALBERT II, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

De Kamers hebben aangenomen en Wij bekrachtigen hetgeen volgt :

TITEL I. — *Algemene bepaling***Artikel 1.** Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 78 van de Grondwet.TITEL II. — *Justitie*HOOFDSTUK I. — *Wijziging van sommige bepalingen van het Gerechtelijk Wetboek***Art. 2.** In artikel 1409, § 1, eerste lid, van het Gerechtelijk Wetboek worden de woorden « en het vakantiegeld betaald krachtens de wetgeving op de jaarlijkse vakantie » ingevoegd tussen de woorden « verrichten buiten een arbeidsovereenkomst » en de woorden « kunnen onbeperkt overgedragen of in beslag genomen worden ».**Art. 3.** Artikel 1410, § 1, 6°, van hetzelfde Wetboek wordt opgeheven.**Art. 4.** In hetzelfde Wetboek wordt een artikel 1411*bis* ingevoegd, luidende :« Art. 1411*bis*. § 1. De beperkingen en uitsluitingen waarin de artikelen 1409, 1409*bis* en 1410 voorzien, zijn eveneens van toepassing op de in die artikelen bedoelde bedragen indien ze worden gecrediteerd op een zichtrekening, geopend bij een kredietinstelling als bedoeld in artikel 1 van de wet van 22 maart 1993 op het statuut van en het toezicht op de kredietinstellingen.§ 2. De schuldenaar mag met alle wettelijke middelen bewijzen dat overeenkomstig de artikelen 1409, 1409*bis* en 1410 niet voor beslag of overdracht vatbare bedragen gecrediteerd werden op een zichtrekening die het voorwerp uitmaakt van beslag of overdracht.

Bedragen die de werkgever van de schuldenaar stort op een zichtrekening van de schuldenaar worden vermoed, tot anders bewezen is, gedeeltelijk onvatbaar te zijn voor beslag of overdracht overeenkomstig artikel 1409, § 1. Dit vermoeden geldt alleen bij de verhoudingen tussen de schuldenaar en zijn schuldeisers.

§ 3. De Koning bepaalt, bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad, de nadere regels die het mogelijk maken een bijzondere code bij de in de artikelen 1409, 1409*bis* en 1410 bedoelde bedragen te vermelden op het ogenblik waarop deze bedragen ingeschreven worden op de creditzijde van de zichtrekening. Deze bijzondere code wordt vermeld op het uittreksel van de zichtrekening.

Deze laatste verplichting geldt niet voor inschrijvingen op de creditzijde van de zichtrekening ten gevolge van een storting in contanten, behalve in de door de Koning bepaalde gevallen en volgens de door Hem vastgelegde nadere regels.

§ 4. De opdrachtgever van de betaling op een zichtrekening van een bedrag als bedoeld in de artikelen 1409 en 1410, §§ 1, 2° tot 8°, en 2, deelt de in § 3 bedoelde code mee aan zijn financiële instelling, die hem op haar beurt meedeelt aan de kredietinstelling waarbij die zichtrekening aangehouden wordt.

§ 5. De opdrachtgever van een betaling bedoeld in § 4, die verzuimt een bijzondere code toe te kennen of die verzuimt deze mee te delen aan zijn financiële instelling waarvan sprake in § 4, wordt gestraft met geldboete van 200 euro tot 5.000 euro.

Het vorige lid is niet van toepassing op de opdrachtgevers van de bedragen als bedoeld bij de artikelen 1409*bis* en 1410, § 1, 1°.

Le donneur d'ordre qui attribue frauduleusement un code particulier à des montants autres que ceux visés aux articles 1409, 1409bis ou 1410 est puni d'une amende de 200 euros à 5.000 euros.

Les dispositions du livre I^{er} du Code pénal, y compris celles du chapitre VII et l'article 85 sont applicables aux infractions visées au présent article.

§ 6. Le donneur d'ordre qui attribue frauduleusement un code particulier à des montants autres que ceux visés aux articles 1409, 1409bis ou 1410, cité à cette fin devant le juge des saisies, peut être déclaré débiteur, en tout ou en partie, des causes de la saisie ou de la cession, ainsi que des frais de celle-ci, sans préjudice des dommages et intérêts envers la partie s'il y a lieu. »

Art. 5. Il est inséré dans le même Code un article 1411ter libellé comme suit :

« Art. 1411ter. § 1^{er}. En cas de saisie ou de cession des montants visés à l'article 1411bis, § 1^{er}, les restrictions et les exclusions visées aux articles 1409, 1409bis et 1410 sont d'application durant une période de trente jours à dater de l'inscription de ces sommes au crédit du compte à vue.

Néanmoins, lorsque des sommes protégées font l'objet d'un versement global sur un compte à vue alors qu'elles se rapportent à une durée supérieure à un mois, la protection est d'application durant une période correspondante, à dater de l'inscription de ces sommes au crédit du compte à vue. Pour l'application du présent alinéa, un mois compte trente jours.

§ 2. Le calcul de la partie du solde insaisissable ou incessible du compte à vue se fait au prorata du nombre de jours restants de la période visée au § 1^{er} depuis l'inscription des montants insaisissables ou incessibles au crédit du compte à vue.

§ 3. L'article 1411 ne s'applique pas aux cas visés au présent article. »

Art. 6. Il est inséré dans le même Code un article 1411quater libellé comme suit :

« Art. 1411quater. § 1^{er}. En cas de saisie sur un compte à vue, l'établissement de crédit communique dans la déclaration visée à l'article 1452 une liste des montants munis d'un code crédités au cours de la période de trente jours qui précède la date de la saisie.

En cas de cession d'une somme créditée sur un compte à vue, l'établissement de crédit communique par lettre recommandée à la poste à l'huissier, au cessionnaire ou au créancier, dans les quinze jours de la réception de la modification de celle-ci, le solde du compte ainsi qu'une liste des montants munis d'un code crédités au cours de la période de trente jours qui précède la date de la cession et la date à laquelle ces montants munis d'un code ont été crédités.

§ 2. 1. Si la saisie ou la cession est signifiée par un huissier, celui-ci établit le décompte visé à l'article 1411ter, § 2.

A peine de nullité de la saisie ou de la cession, l'huissier envoie ce décompte au débiteur par lettre recommandée à la poste avec accusé de réception dans les huit jours de la notification de la déclaration visée au § 1^{er}.

A peine de nullité de la saisie ou de la cession, il envoie une copie du décompte à l'établissement de crédit par lettre recommandée à la poste avec accusé de réception dans les huit jours de la notification de la déclaration visée au § 1^{er}. Après réception de la copie par l'établissement de crédit, le débiteur peut disposer librement des montants insaisissables ou incessibles qui sont mentionnés dans le décompte.

2. Si la saisie ou la cession n'a pas été signifiée par un huissier, le cessionnaire ou le créancier établit le décompte visé à l'article 1411ter, § 2.

A peine de nullité de la saisie ou de la cession, il envoie ce décompte au débiteur par lettre recommandée à la poste avec accusé de réception dans les huit jours de la notification de la déclaration visée au § 1^{er}.

A peine de nullité de la saisie ou de la cession, il envoie une copie du décompte à l'établissement de crédit par lettre recommandée à la poste avec accusé de réception dans les huit jours de la notification de la déclaration visée au § 1^{er}. Après réception de la copie par l'établissement de crédit, le débiteur peut disposer librement des montants insaisissables ou incessibles qui sont mentionnés dans le décompte.

De opdrachtgever van een betaling die frauduleus een bijzondere code toekent aan andere bedragen dan die bedoeld in de artikelen 1409, 1409bis of 1410, wordt gestraft met geldboete van 200 euro tot 5.000 euro.

De bepalingen van boek I van het Strafwetboek, met inbegrip van hoofdstuk VII en artikel 85, zijn van toepassing op de in dit artikel bedoelde inbreuken.

§ 6. De opdrachtgever van een betaling die frauduleus een bijzondere code toekent aan andere bedragen dan die bedoeld in de artikelen 1409, 1409bis of 1410, en die daartoe voor de beslagrechter wordt opgeroepen, kan geheel of ten dele schuldenaar worden verklaard van de oorzaken en de kosten van het beslag of de overdracht, onverminderd schadevergoeding ten aanzien van de partij, indien daartoe grond bestaat. »

Art. 5. In hetzelfde Wetboek wordt een artikel 1411ter ingevoegd, luidende :

« Art. 1411ter. § 1. In geval van beslag of overdracht van de in artikel 1411bis, § 1, bedoelde bedragen, gelden de beperkingen en uitsluitingen waarin de artikelen 1409, 1409bis en 1410 voorzien gedurende een periode van dertig dagen vanaf de inschrijving van deze bedragen op de creditzijde van de zichtrekening.

Wanneer niettemin de beschermde sommen het voorwerp zijn van een globale storting op een zichtrekening, terwijl ze betrekking hebben op een duur van meer dan één maand, is de bescherming van toepassing gedurende een overeenstemmende periode, vanaf de datum van inschrijving op de creditzijde van de zichtrekening. Voor de toepassing van dit lid telt een maand dertig dagen.

§ 2. De berekening van het niet voor beslag of overdracht vatbare gedeelte van het saldo op de zichtrekening gebeurt naar evenredigheid van de dagen van de in § 1 bedoelde periode die overblijven sinds de inschrijving van de niet voor beslag of overdracht vatbare bedragen op de creditzijde van de zichtrekening.

§ 3. Artikel 1411 wordt niet toegepast op de gevallen bedoeld in dit artikel. »

Art. 6. In hetzelfde Wetboek wordt een artikel 1411quater ingevoegd, luidende :

« Art. 1411quater. § 1. In geval van beslag op een zichtrekening, deelt de kredietinstelling in de in artikel 1452 bedoelde verklaring een lijst mee van de bedragen voorzien van een code die gecrediteerd zijn tijdens de periode van dertig dagen die aan de datum van het beslag voorafgaat.

In geval van overdracht van een bedrag dat op een zichtrekening gecrediteerd is, deelt de kredietinstelling bij ter post aangetekende brief aan de gerechtsdeurwaarder, de overnemer of de schuldeiser, binnen vijftien dagen vanaf de ontvangst van de kennisgeving de overdracht, het saldo op de zichtrekening mee evenals een lijst van de bedragen voorzien van een code die gecrediteerd zijn tijdens de periode van dertig dagen die de datum van de overdracht voorafgaat alsook de datum waarop die bedragen voorzien van een code gecrediteerd werden.

§ 2. 1. Indien het beslag of de overdracht werd betekend door een gerechtsdeurwaarder maakt deze de in artikel 1411ter, § 2, omschreven berekening.

Op straffe van nietigheid van het beslag of van de overdracht verstuurt de gerechtsdeurwaarder deze berekening aan de schuldenaar bij een ter post aangetekende brief met bericht van ontvangst, binnen acht dagen na de kennisgeving van de verklaring bedoeld in § 1.

Op straffe van nietigheid van het beslag of van de overdracht verstuurt hij een kopie van de berekening aan de kredietinstelling bij een ter post aangetekende brief met bericht van ontvangst, binnen acht dagen na de kennisgeving van de verklaring bedoeld in § 1. Na ontvangst ervan door de kredietinstelling kan de schuldenaar vrij beschikken over de in de berekening vermelde bedragen die niet vatbaar zijn voor beslag of overdracht.

2. Indien het beslag of de overdracht niet werd betekend door een gerechtsdeurwaarder, maakt de overnemer of de schuldeiser de in artikel 1411ter, § 2, omschreven berekening.

Op straffe van nietigheid van het beslag of van de overdracht verstuurt hij deze berekening aan de schuldenaar bij een ter post aangetekende brief met bericht van ontvangst binnen acht dagen na de kennisgeving van de verklaring bedoeld in § 1.

Op straffe van nietigheid van het beslag of van de overdracht verstuurt hij een kopie van de berekening aan de kredietinstelling bij een ter post aangetekende brief met bericht van ontvangst binnen acht dagen na de kennisgeving van de verklaring bedoeld in § 1. Na ontvangst ervan door de kredietinstelling kan de schuldenaar vrij beschikken over de in de berekening vermelde bedragen die niet vatbaar zijn voor beslag of overdracht.

3. A peine de nullité de la saisie ou de la cession, la lettre recommandée à la poste avec accusé de réception envoyée au débiteur est accompagnée d'un formulaire de réponse dont le Roi détermine le modèle.

4. A peine de déchéance, le débiteur communique à l'expéditeur, par lettre recommandée à la poste avec accusé de réception, ses observations au moyen du formulaire de réponse dans les huit jours à dater de la présentation, à son domicile, de la lettre recommandée à la poste avec accusé de réception.

5. A peine de déchéance, l'huissier, le créancier ou le cessionnaire dépose au greffe du juge des saisies, dans les cinq jours à dater de la présentation, à l'adresse mentionnée sur le formulaire de réponse, de la lettre recommandée à la poste avec accusé de réception, contenant les observations du débiteur, une copie du décompte et du formulaire de réponse standardisé avec les observations du débiteur.

Le juge des saisies fixe le jour et l'heure pour l'examen et le règlement des difficultés, le créancier ou le cessionnaire et le débiteur préalablement entendus ou convoqués.

Le greffier convoque les parties et prévient, le cas échéant, l'huissier instrumentant.

Le juge des saisies statue toutes affaires cessantes, tant en présence qu'en l'absence des parties.

Son ordonnance n'est susceptible ni d'opposition ni d'appel. »

Art. 7. A l'article 1452, alinéa 2, du même Code, il est ajouté un point 4, rédigé comme suit :

« 4° Le cas échéant, les montants munis d'un code qui ont été inscrits au crédit d'un compte à vue et la date de leur inscription s'ils l'ont été au cours des trente jours qui précèdent à la date de la saisie. »

CHAPITRE II. — *Modification de la loi du 12 avril 1965 concernant la protection de la rémunération des travailleurs*

Art. 8. À l'article 5, § 6, de la loi du 12 avril 1965 concernant la protection de la rémunération des travailleurs, les mots « d'office » sont remplacés par les mots «, à la demande du travailleur, ».

CHAPITRE III. — *Abrogation de la loi du 14 juin 2004 relative à l'insaisissabilité et à l'incessibilité des montants prévus aux articles 1409, 1409bis et 1410 du Code judiciaire lorsque ces montants sont crédités sur un compte à vue*

Art. 9. La loi du 14 juin 2004 relative à l'insaisissabilité et à l'incessibilité des montants prévus aux articles 1409, 1409bis et 1410 du Code judiciaire lorsque ces montants sont crédités sur un compte à vue, modifiée par la loi du 20 juillet 2005, est abrogée.

CHAPITRE IV. — *Modification de l'article 44/1 de la loi du 5 août 1992 sur la fonction de la police*

Art. 10. L'article 44/1 de la loi du 5 août 1992 sur la fonction de la police, inséré par la loi du 7 décembre 1992 et modifié par les lois de 2 avril 2001, 26 avril 2002 et 3 mai 2003, est complété par l'alinéa suivant :

« Le Roi détermine quelles sont les données et informations qui peuvent également être communiquées à LA POSTE, sans préjudice de l'application de l'article 13, § 3, de la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques, en vue du traitement administratif des perceptions immédiates, par un arrêté délibéré en Conseil des Ministres qui en fixe les modalités après avis de la Commission de la protection de la vie privée. »

CHAPITRE V. — *Entrée en vigueur*

Art. 11. A l'exception du présent article et des articles 2, 3, 9 et 10, le Roi fixe la date d'entrée en vigueur des dispositions du présent titre, laquelle a lieu au plus tard le 1^{er} janvier 2007.

TITRE III. — *Protection de la Consommation et Economie*

CHAPITRE I^{er}. — *Modifications de la loi du 9 février 1994 relative à la sécurité des produits et des services*

Art. 12. Article 3 de la loi du 9 février 1994 relative à la sécurité des produits et des services, modifié par la loi du 18 décembre 2002, est complété comme suit :

« 7° normes internationales. »

3. Op straffe van nietigheid van het beslag of van de overdracht wordt bij de ter post aangetekende brief met bericht van ontvangst aan de schuldenaar, een antwoordformulier gevoegd waarvan de Koning het model bepaalt.

4. Op straffe van verval deelt de schuldenaar, binnen acht dagen vanaf de aanbieding aan zijn woonplaats van de ter post aangetekende brief met bericht van ontvangst, zijn opmerkingen op het antwoordformulier mee aan de afzender bij ter post aangetekende brief met bericht van ontvangst.

5. Op straffe van verval legt de gerechtsdeurwaarder, de schuldeiser of de overnemer, binnen vijf dagen vanaf de aanbieding aan het op het antwoordformulier vermelde adres van de ter post aangetekende brief met bericht van ontvangst die de opmerkingen van de schuldenaar bevat, ter griffie van de beslagrechter een afschrift van de berekening en van het gestandaardiseerd antwoordformulier met de opmerkingen van de schuldenaar neer.

De beslagrechter bepaalt dag en uur van het onderzoek en de regeling van de moeilijkheden, na de schuldeiser of de overnemer en de schuldenaar te hebben gehoord of opgeroepen.

De griffier roept de partijen op en verwittigt, in voorkomend geval, de instrumenterende gerechtsdeurwaarder.

De beslagrechter doet uitspraak bij voorrang boven alle andere zaken, zowel in aanwezigheid als bij ontstentenis van de partijen.

Zijn beschikking is niet vatbaar voor verzet of hoger beroep. »

Art. 7. Artikel 1452, tweede lid, van hetzelfde Wetboek wordt aangevuld met een punt 4, luidende :

« 4° In voorkomend geval, de bedragen voorzien van een code die op de creditzijde van een zichtrekening ingeschreven werden en de datum van de inschrijving ervan indien deze gebeurde tijdens de dertig dagen die de datum van het beslag voorafgaan. »

HOOFDSTUK II. — *Wijziging van de wet van 12 april 1965 betreffende de bescherming van het loon der werknemers*

Art. 8. In artikel 5, § 6, van de wet van 12 april 1965 betreffende de bescherming van het loon der werknemers, worden de woorden « van rechtswege » vervangen door de woorden « op verzoek van de werknemer ».

HOOFDSTUK III. — *Opheffing van de wet van 14 juni 2004 betreffende de onvatbaarheid voor beslag en de onoverdraagbaarheid van de bedragen waarvan sprake is in de artikelen 1409, 1409bis en 1410 van het Gerechtelijk Wetboek wanneer die bedragen op een zichtrekening gecrediteerd zijn*

Art. 9. De wet van 14 juni 2004 betreffende de onvatbaarheid voor beslag en de onoverdraagbaarheid van de bedragen waarvan sprake is in de artikelen 1409, 1409bis en 1410 van het Gerechtelijk Wetboek wanneer die bedragen op een zichtrekening gecrediteerd zijn, gewijzigd bij de wet van 20 juli 2005, wordt opgeheven.

HOOFDSTUK IV. — *Wijziging van artikel 44/1 van de wet van 5 augustus 1992 op het politieambt*

Art. 10. Artikel 44/1 van de wet van 5 augustus 1992 op het politieambt, ingevoegd bij wet van 7 december 1998 en gewijzigd bij wetten van 2 april 2001, 26 april 2002 en 3 mei 2003, wordt aangevuld met het volgende lid :

« De Koning bepaalt de gegevens en informatie die eveneens mogen worden meegedeeld aan DE POST, onverminderd de toepassing van artikel 13, § 3, van de wet van 21 maart 1991 betreffende de hervorming van sommige economische overheidsbedrijven, met het oog op de administratieve behandeling van de onmiddellijke inningen, bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad dat de modaliteiten van deze gegevensoverdracht bepaalt na advies van de Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer. »

HOOFDSTUK V. — *Inwerkingtreding*

Art. 11. Met uitzondering van dit artikel en van de artikelen 2, 3, 9 en 10, treden de bepalingen van deze titel in werking op een door de Koning te bepalen datum en uiterlijk op 1 januari 2007.

TITEL III. — *Consumentenzaken en Economie*

HOOFDSTUK I. — *Wijzigingen van de wet van 9 februari 1994 betreffende de veiligheid van producten en diensten*

Art. 12. Artikel 3 van de wet van 9 februari 1994 betreffende de veiligheid van producten en diensten, gewijzigd bij de wet van 18 december 2002, wordt aangevuld als volgt :

« 7° internationale normen. »

Art. 13. Dans l'article 6, troisième alinéa, de la même loi, modifié par la loi du 4 avril 2001, les mots « Lorsqu'un produit » sont remplacés par les mots « Tant qu'un produit ».

Art. 14. L'article 7, § 2, de la même loi, est complété par l'alinéa suivant :

« Ces mesures comprennent entre autres :

— l'indication, par le biais du produit ou de son emballage, de l'identité et des coordonnées du producteur ainsi que la référence du produit ou, le cas échéant, du lot de produits auquel il appartient, sauf dans les cas où l'omission de cette indication est justifiée;

— dans tous les cas où cela est approprié, la réalisation d'essais par sondage sur les produits commercialisés, l'examen des réclamations et, le cas échéant, la tenue d'un registre de réclamations ainsi que l'information des distributeurs par le producteur sur le suivi de ces produits. »

CHAPITRE II. — Assurances

Section 1^{re}. — Entreprises d'assurances

Art. 15. A l'article 2, § 3, 4^o, de la loi du 9 juillet 1975 relative au contrôle des entreprises d'assurance, modifié par l'arrêté royal du 28 avril 2003 et la loi du 20 juillet 2005, les mots « pour les personnes visées à l'article 54 précité » sont supprimés.

Art. 16. L'article 15 produit ses effets le 1^{er} janvier 2004.

Section 2. — Produits d'assurances

Art. 17. L'article 9bis, § 1^{er}, de la loi du 21 novembre 1989 relative à l'assurance obligatoire de la responsabilité en matière de véhicules automoteurs, inséré par la loi du 2 août 2002, est complété par un second alinéa, rédigé comme suit :

« Le Bureau n'est pas considéré comme un intermédiaire d'assurances au sens de la loi du 27 mars 1995 relative à l'intermédiation en assurances et à la distribution d'assurances. »

Art. 18. L'article 68-9, § 1^{er}, de la loi du 25 juin 1992 sur le contrat d'assurance terrestre, inséré par la loi du 21 mai 2003 et modifié par la loi du 17 septembre 2005, est complété par l'alinéa suivant :

« Le Bureau n'est pas considéré comme un intermédiaire d'assurances au sens de la loi du 27 mars 1995 relative à l'intermédiation en assurances et à la distribution d'assurances. »

CHAPITRE III. — Propriété Intellectuelle

Section 1^{re}. — Modifications

de la loi du 28 mars 1984 sur les brevets d'invention

Art. 19. Dans l'article 60 de la loi du 28 mars 1984 sur les brevets d'invention, modifié par la loi du 12 juin 2001 et la loi du 28 avril 2005, il est inséré un § 2bis, rédigé comme suit :

« § 2bis. Le Roi prend les mesures qui, en matière d'accès à la profession de mandataire agréé et d'exercice de cette activité professionnelle, sont nécessaires à l'exécution des obligations résultant du Traité instituant la Communauté économique européenne ou des dispositions édictées en vertu de ce Traité et qui sont relatives aux exigences de diplôme, certificat ou autres titres. »

Section 2. — Confirmation de l'arrêté royal du 17 septembre 2005 modifiant l'arrêté royal du 24 octobre 1988 relatif à la composition et au fonctionnement de la Commission d'agrément des mandataires en matière de brevets d'invention et à l'inscription et la radiation du registre des mandataires agréés en matière de brevets d'invention

Art. 20. L'arrêté royal du 17 septembre 2005 modifiant l'arrêté royal du 24 octobre 1988 relatif à la composition et au fonctionnement de la Commission d'agrément des mandataires en matière de brevets d'invention et à l'inscription et la radiation du registre des mandataires agréés en matière de brevets d'invention, est confirmé avec effet à la date de son entrée en vigueur.

CHAPITRE IV. — Crédit à la consommation

Art. 21. Dans l'article 77, § 2, alinéa 1^{er}, 1^o, de la loi du 12 juin 1991 relative au crédit à la consommation, modifié par l'arrêté royal du 4 avril 2003, les mots «, s'il s'agit de sociétés, » sont insérés entre les mots « de société commerciale » et les mots « ou sous forme de personne morale ».

Art. 13. In artikel 6, derde lid, van dezelfde wet, gewijzigd bij de wet van 4 april 2001, worden de woorden « Als een product » vervangen door de woorden « Zolang een product ».

Art. 14. Artikel 7, § 2, van dezelfde wet wordt aangevuld met het volgende lid :

« Tot deze maatregelen behoren onder andere :

— de vermelding, op het product of op de verpakking ervan, van de identiteit en de contactinformatie van de producent alsmede de referentie van het product of, in voorkomend geval, van de partij waartoe het product behoort, tenzij weglating van die vermelding gerechtvaardigd is;

— in alle gevallen waarin dat toepasselijk is, het uitvoeren van steekproeven op de in de handel gebrachte producten, het onderzoek van de klachten en, in voorkomend geval, het bijhouden van een klachtenregister en het inlichten van de distributeurs door de producent over de bewaking van de producten. »

HOOFDSTUK II. — Verzekeringen

Afdeling 1. — Verzekeringsondernemingen

Art. 15. In artikel 2, § 3, 4^o, van de wet van 9 juli 1975 betreffende de controle der verzekeringsondernemingen, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 28 april 2003 en de wet van 20 juli 2005, worden de woorden « voor de personen bedoeld in voormeld artikel 54 » geschrapt.

Art. 16. Artikel 15 heeft uitwerking met ingang van 1 januari 2004.

Afdeling 2. — Verzekeringsproducten

Art. 17. Artikel 9bis, § 1, van de wet van 21 november 1989 betreffende de verplichte aansprakelijkheidsverzekering inzake motorrijtuigen, ingevoegd bij de wet van 2 augustus 2002, wordt aangevuld met een tweede lid, luidende :

« Het Bureau wordt niet beschouwd als een verzekeringstussenpersoon in de zin van de wet van 27 maart 1995 betreffende de verzekeringbemiddeling en de distributie van verzekeringen. »

Art. 18. Artikel 68-9, § 1, van de wet van 25 juni 1992 betreffende de landverzekeringsovereenkomst, ingevoegd bij de wet van 21 mei 2003 en gewijzigd bij de wet van 17 september 2005, wordt aangevuld met het volgende lid :

« Het Bureau wordt niet beschouwd als een verzekeringstussenpersoon in de zin van de wet van 27 maart 1995 betreffende de verzekeringbemiddeling en de distributie van verzekeringen. »

HOOFDSTUK III. — Intellectuele Eigendom

Afdeling 1. — Wijzigingen van de wet van 28 maart 1984 op de uitvindingsoctrooien

Art. 19. In artikel 60 van de wet van 28 maart 1984 op de uitvindingsoctrooien, gewijzigd bij de wet van 12 juni 2001 en de wet van 28 april 2005, wordt een § 2bis ingevoegd, luidende :

« § 2bis. De Koning neemt de maatregelen die, inzake toegang tot het beroep van erkende gemachtigde en uitoefening van deze beroepsactiviteit, nodig zijn voor de uitvoering van de verplichtingen die voortvloeien uit het Verdrag tot oprichting van de Europese Economische Gemeenschap of uit de bepalingen uitgevaardigd krachtens dit Verdrag en die betrekking hebben op de vereisten inzake diploma's, getuigenschappen en andere titels. »

Afdeling 2. — Bekrachtiging van het koninklijk besluit van 17 september 2005 tot wijziging van het koninklijk besluit van 24 oktober 1988 betreffende de samenstelling en werking van de Commissie tot erkenning van de gemachtigden inzake uitvindingsoctrooien en de inschrijving en doorhaling in het register van de erkende gemachtigden inzake uitvindingsoctrooien

Art. 20. Het koninklijk besluit van 17 september 2005 tot wijziging van het koninklijk besluit van 24 oktober 1988 betreffende de samenstelling en werking van de Commissie tot erkenning van de gemachtigden inzake uitvindingsoctrooien en de inschrijving en doorhaling in het register van de erkende gemachtigden inzake uitvindingsoctrooien, wordt bekrachtigd met ingang van de datum van zijn inwerkingtreding.

HOOFDSTUK IV. — Consumentkrediet

Art. 21. In artikel 77, § 2, eerste lid, 1^o, van de wet van 12 juni 1991 op het consumentkrediet, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 4 april 2003, worden de woorden «, wanneer het om een vennootschap gaat, » ingevoegd tussen de woorden « van een handelsvennootschap » en de woorden « of als rechtspersoon ».

TITRE IV. — Intégration sociale. — Modification de la loi du 8 juillet 1976 organique des C.P.A.S.

Art. 22. L'article 57, § 2, alinéa 2, de la loi du 8 juillet 1976 organique des centres publics d'action sociale, remplacé par la loi du 22 décembre 2003 et partiellement annulé par l'arrêt n° 131/2005 de la Cour d'arbitrage, est remplacé par l'alinéa suivant :

« Dans le cas visé sous 2°, l'aide sociale est limitée à l'aide matérielle indispensable pour le développement de l'enfant et est exclusivement octroyée dans un centre fédéral d'accueil conformément aux conditions et modalités fixées par le Roi. La présence dans le centre d'accueil des parents ou personnes qui exercent effectivement l'autorité parentale est garantie. »

TITRE V. — Poste et Télécommunications

CHAPITRE I^{er}. — IBPT

Art. 23. A l'article 161 de la loi du 13 juin 2005 relative aux communications électroniques, les mots « ou qui ont fait une notification conformément à l'article 90 de la même loi du 21 mars 1991 » sont insérés entre les mots « entreprises publiques économiques, » et « sont réputées ».

Art. 24. L'article 162 de la même loi est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 162. Les obligations imposées aux opérateurs disposant d'une puissance significative sur le marché par ou en vertu de la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques, ainsi que les obligations imposées par ou en vertu de l'article 105bis, alinéas 7 et 9, de la même loi, tel qu'il était libellé avant son abrogation par la loi du 13 juin 2005, sont maintenues jusqu'au moment où, au terme de l'analyse du marché pertinent dans lequel elles s'inscrivent, l'Institut rend une décision concernant chacune de celles-ci conformément aux articles 54 à 56. »

CHAPITRE II. — Communications électroniques

Art. 25. A l'article 110, § 4, de la même loi, les mots « avec au maximum 5 numéros, » sont insérés après le mot « abonné ».

CHAPITRE III. — LA POSTE

Art. 26. L'article 3, § 4, alinéa 2, de la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques, est abrogé.

Art. 27. L'article 144ter, § 3, de la même loi est remplacé par la disposition suivante :

« § 3. Les tarifs appliqués par La Poste pour les services postaux universels ci-dessous évoluent selon une formule fixée par arrêté royal délibéré en Conseil des Ministres, sur avis de l'Institut :

— les services postaux universels repris dans un panier des petits utilisateurs, fixé par l'arrêté royal susmentionné, fournis au tarif du courrier égrené;

— les services postaux réservés, à l'exception du courrier transfrontalier entrant, énumérés à l'article 144octies, quel que soit le régime tarifaire appliqué.

En cas de modification des tarifs des services susmentionnés, tous les documents concernant le calcul du prix de revient sont communiqués à l'Institut. »

Art. 28. Dans l'article 144decies de la même loi les mots « et La Poste » sont insérés entre les mots « 1.240.000 EUR » et les mots « sont obligées de contribuer ».

Art. 29. A l'article 144undecies, § 1^{er}, de la même loi sont apportées les modifications suivantes :

1° l'alinéa 1^{er} est remplacé par l'alinéa suivant : « L'Institut contrôle chaque année les coûts du service universel calculés par le prestataire du service universel. »;

2° au troisième alinéa, « ce calcul » est remplacé par « les tâches énumérées au premier alinéa »;

3° au quatrième alinéa, « le calcul » est remplacé par « les tâches énumérées au premier alinéa »;

4° au sixième alinéa, « permettre le calcul des coûts du service postal universel restant » est remplacé par « permettre le contrôle du calcul des coûts du service universel ».

TITEL IV. — Maatschappelijke Integratie. — Wijziging van de organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de O.C.M.W.'s

Art. 22. Artikel 57, § 2, tweede lid, van de organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn, vervangen bij de wet van 22 december 2003 en gedeeltelijk vernietigd bij arrest nr 131/2005 van het Arbitragehof, wordt vervangen als volgt :

« In het geval bedoeld in 2°, wordt de maatschappelijke hulp beperkt tot de materiële hulp die onontbeerlijk is voor de ontwikkeling van het kind en wordt uitsluitend verstrekt in een federaal opvangcentrum overeenkomstig de voorwaarden en nadere regels bepaald door de Koning. De aanwezigheid in het opvangcentrum van de ouders of van de personen die het ouderlijk gezag over het kind daadwerkelijk uitoefenen, wordt gewaarborgd. »

TITEL V. — Post en Telecommunicatie

HOOFDSTUK I. — BIPT

Art. 23. In artikel 161 van de wet van 13 juni 2005 betreffende de elektronische communicatie, worden de woorden « of die een aangifte hebben gedaan overeenkomstig artikel 90 van dezelfde wet van 21 maart 1991 » ingevoegd tussen de woorden « overheidsbedrijven, » en « worden ».

Art. 24. Artikel 162 van dezelfde wet wordt vervangen als volgt :

« Art. 162. De verplichtingen die aan de operatoren met een sterke machtspositie worden opgelegd door of krachtens de wet van 21 maart 1991 betreffende de hervorming van sommige economische overheidsbedrijven, alsmede de verplichtingen die worden opgelegd door of krachtens artikel 105bis, lid 7 en lid 9, van diezelfde wet, zoals het luidde voordat het werd opgeheven bij de wet van 13 juni 2005, worden gehandhaafd totdat, na afloop van de relevante marktanalyse waarin ze passen, het Instituut een besluit neemt met betrekking tot elkeen daarvan, overeenkomstig de artikelen 54 tot 56. »

HOOFDSTUK II. — Elektronische communicatie

Art. 25. In artikel 110, § 4, van dezelfde wet, worden na het woord « abonnee » de volgende woorden ingevoegd « , met maximum 5 nummers, ».

HOOFDSTUK III. — DE POST

Art. 26. Artikel 3, § 4, tweede lid, van de wet van 21 maart 1991 betreffende de hervorming van sommige economische overheidsbedrijven, wordt opgeheven.

Art. 27. Artikel 144ter, § 3, van dezelfde wet wordt vervangen als volgt :

« § 3. De door De Post gehanteerde tarieven voor volgende universele postdiensten evolueren volgens een formule bepaald bij een koninklijk besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad, na advies van het Instituut :

— de universele postdiensten opgenomen in een kleingebruikerpakket bepaald bij voormeld koninklijk besluit, geleverd aan het stukposttarief;

— de voorbehouden postdiensten met uitzondering van de binnenkomende grensoverschrijdende post opgesomd in artikel 144octies, ongeacht het gebruikte tariefair regime.

In geval van wijziging van de tarieven van voornoemde diensten, worden alle documenten met betrekking tot de kostprijsberekening megedeeld aan het Instituut. »

Art. 28. In artikel 144decies van dezelfde wet worden de woorden « en De Post » ingevoegd tussen de woorden « 1.240.000 euro » en de woorden « verplicht bij te dragen ».

Art. 29. In artikel 144undecies, § 1, van dezelfde wet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° het eerste lid wordt vervangen als volgt : « Het Instituut controleert jaarlijks de kosten van de universele dienst die berekend werden door de leverancier van de universele dienst. »;

2° in het derde lid worden de woorden « die berekening » vervangen door de woorden « de taken opgesomd in het eerste lid »;

3° in het vierde lid worden de woorden « de berekening » vervangen door de woorden « de taken opgesomd in het eerste lid »;

4° in het zesde lid worden de woorden « de berekening mogelijk te maken van de kosten van de resterende universele postdienst » vervangen door de woorden « de controle van de berekening van de kosten van de universele dienst ».

Art. 30. L'article 26 entre en vigueur le 24 septembre 2005.

CHAPITRE IV. — *Service de médiation pour les télécommunications*

Art. 31. Dans l'article 43bis de la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques, inséré par la loi du 19 décembre 1997 et modifié par la loi du 13 juin 2005, sont apportées les modifications suivantes :

1° Le § 5 est complété d'un deuxième et d'un troisième alinéa rédigés comme suit :

« Après l'expiration du délai visé à l'alinéa précédent, le service de médiation envoie un rappel à l'entreprise concernée. Celle-ci dispose d'un délai de vingt jours ouvrables pour tout de même motiver sa décision au cas où elle ne suivrait pas la recommandation visée au § 3, 3°. La décision motivée est envoyée au plaignant et au service de médiation.

Par le non-respect des délais visés aux alinéas précédents, l'entreprise concernée s'engage à exécuter la recommandation pour ce qui est de l'intervention spécifique et personnelle au plaignant concerné. »

2° Il est ajouté un § 6 rédigé comme suit :

« § 6. Si la plainte d'un consommateur est déclarée recevable par le service de médiation, la procédure de perception est suspendue par l'opérateur pour une période maximale de quatre mois à partir du jour de l'introduction de la plainte auprès du service de médiation ou jusqu'à ce que le service de médiation formule une recommandation ou jusqu'à ce qu'on se mette d'accord sur un règlement transactionnel. »

TITRE VI. — Simplification administrative
Réduction des délais de conservation et archivage électronique

Art. 32. A l'article 60 du Code de la Taxe sur la valeur ajoutée, modifié par les lois du 28 décembre 1992 et du 28 janvier 2004, sont apportées les modifications suivantes :

1° au § 1^{er}, alinéa 1^{er}, les mots « pendant dix ans » sont remplacés par les mots « pendant sept ans »;

2° au § 3, les alinéas 3 et 4 sont remplacés par les alinéas suivants :

« Les factures reçues par voie électronique doivent être conservées sous leur forme originale, y compris les données garantissant l'authenticité de l'origine et l'intégrité du contenu de chaque facture. On entend par conservation d'une facture par voie électronique, une conservation effectuée au moyen d'équipements électroniques de conservation de données y compris la compression numérique.

Les factures reçues par papier sont conservées dans leur forme originale ou de manière digitale. Dans le cas d'une conservation digitale, les technologies utilisées ou les moyens de procédure doivent garantir l'authenticité de l'origine et l'intégrité du contenu des factures. »;

3° au § 4, les mots « et déterminer le mode de conservation » sont supprimés et la virgule avant les mots « une dérogation à l'obligation de conserver » est remplacée par le mot « et ».

TITRE VII. — Energie

CHAPITRE 1^{er}. — *Pétrole*

Section 1^{re}. — *Fonds social mazout*

Art. 33. L'arrêté royal du 20 janvier 2005 fixant les modalités de fonctionnement et de financement d'un Fonds social mazout est confirmé avec effet au 24 janvier 2005, date de son entrée en vigueur.

Section 2. — *Elargissement des tâches du Fonds d'analyse des produits pétroliers*

Art. 34. § 1^{er}. Le Fonds d'analyse des produits pétroliers, institué par la loi organique du 27 décembre 1990 créant des fonds budgétaires, peut procéder au préfinancement, moyennant le remboursement, des dépenses effectuées ou des études commandées par les fonds/organes créés par le Ministre ayant l'énergie dans ses attributions et qui ont pour objectif le contrôle de la qualité des produits pétroliers et des produits de substitution et/ou l'amélioration de la sécurité d'approvisionnement et/ou la sécurité du consommateur final des produits pétroliers.

§ 2. Le Fonds d'analyse des produits pétroliers assure le traitement, l'élaboration et l'expédition des états de cotisation en vue de la perception des cotisations incombant aux produits pétroliers et aux produits de substitution pour le financement des fonds et organes créés pour ces produits par le Ministre ayant l'énergie dans ses attributions.

Art. 30. Artikel 26 treedt in werking op 24 september 2005.

HOOFDSTUK IV. — *Ombudsdienst voor telecommunicatie*

Art. 31. In artikel 43bis van de wet van 21 maart 1991 betreffende de hervorming van sommige economische overheidsbedrijven, ingevoegd bij de wet van 19 december 1997 en gewijzigd bij de wet van 13 juni 2005, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° § 5 wordt aangevuld met een tweede en een derde lid, luidende :

« Na het verstrijken van de in het vorige lid bedoelde termijn, verstuurt de ombudsdienst een herinnering aan de betrokken onderneming. Deze beschikt over een nieuwe termijn van twintig werkdagen om haar beslissing alsnog te motiveren indien zij de in § 3, 3°, bedoelde aanbeveling niet volgt. De met redenen omklede beslissing wordt naar de klager en naar de ombudsdienst opgestuurd.

Door de niet-naleving van de in de vorige leden bedoelde termijnen verbindt de betrokken onderneming er zich toe de aanbeveling uit te voeren voor wat betreft de specifieke en persoonlijke tegemoetkoming aan de betrokken klager. »

2° Een § 6 wordt toegevoegd, luidende :

« § 6. Indien de klacht van een gebruiker door de ombudsdienst ontvankelijk wordt verklaard, wordt de inningsprocedure door de operator opgeschort tot een maximale periode van vier maanden vanaf de indiening van de klacht bij de ombudsdienst of totdat de ombudsdienst een aanbeveling heeft geformuleerd of totdat een minnelijke schikking is bereikt. »

TITEL VI. — Administratieve vereenvoudiging
Vermindering bewaartermijnen en elektronische archivering

Art. 32. In artikel 60 van het Wetboek van de Belasting over de toegevoegde waarde, gewijzigd bij de wetten van 28 december 1992 en 28 januari 2004, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in § 1, eerste lid, worden de woorden « gedurende tien jaar » vervangen door de woorden « gedurende zeven jaar »;

2° in § 3, worden het derde lid en vierde lid vervangen door de volgende leden :

« De facturen die elektronisch werden ontvangen worden in hun oorspronkelijke vorm bewaard, met inbegrip van de gegevens die de authenticiteit van de herkomst en de integriteit van de inhoud van elke factuur waarborgen. Onder het elektronisch bewaren van een factuur wordt verstaan de bewaring via elektronische apparatuur voor het bewaren van gegevens met inbegrip van digitale compressie.

De facturen die in papieren vorm werden ontvangen worden ofwel in hun oorspronkelijke vorm ofwel digitaal bewaard. In geval van digitale bewaring moeten de gebruikte technologieën of procesmatige middelen de authenticiteit van de herkomst en de integriteit van de inhoud van de facturen waarborgen. »;

3° in § 4, worden de woorden « en de wijze van bewaren worden bepaald » geschrapt.

TITEL VII. — Energie

HOOFDSTUK I. — *Aardolie*

Afdeling 1. — *Sociaal Stookoliefonds*

Art. 33. Het koninklijk besluit van 20 januari 2005 tot bepaling van de nadere regels voor de werking en financiering van een Sociaal Stookoliefonds wordt bekrachtigd met ingang van 24 januari 2005, de dag van zijn inwerkingtreding.

Afdeling 2. — *Uitbreiding van de taken van het Fonds voor de analyse van de aardolieproducten*

Art. 34. § 1. Het Fonds voor de analyse van aardolieproducten, ingesteld bij de organieke wet van 27 december 1990 houdende oprichting van de begrotingsfondsen, kan, mits terugbetaling, kosten gemaakt of studies besteld door fondsen/organen opgericht door de Minister die energie onder zijn bevoegdheid heeft en die tot doel hebben de kwaliteit van de aardolieproducten en hun substitutieproducten te controleren en/of de bevoorradingszekerheid en/of de veiligheid van de eindgebruiker van aardolieproducten te verbeteren, voorfinancieren.

§ 2. Het Fonds voor de analyse van aardolieproducten staat in voor de verwerking, de opmaak en de verzending van de bijdragestaten ter inning van de bijdragen die rusten op de aardolieproducten en hun substitutieproducten voor de financiering van de fondsen en organen die voor deze producten door de Minister die energie onder zijn bevoegdheid heeft worden opgericht.

A cette fin, le Fonds d'analyse des produits pétroliers reçoit de ces fonds et organes une compensation fixée dans un accord de coopération entre le Fonds d'analyse des produits pétroliers et les autres fonds/organes.

§ 3. Les dépenses autorisées de la rubrique 32-7 de la loi organique du 27 décembre 1990 créant des fonds budgétaires sont complétées par une dépense autorisée libellée comme suit :

« Préfinancement, moyennant le remboursement, des dépenses effectuées ou des études commandées par les fonds/organes créés par le Ministre ayant l'énergie dans ses attributions et qui ont pour objectif le contrôle de la qualité des produits pétroliers et des produits de substitution et/ou l'amélioration de la sécurité d'approvisionnement et/ou la sécurité du consommateur final des produits pétroliers. »

§ 4. Les recettes affectés de la rubrique 32-7 de la loi organique du 27 décembre 1990 créant des fonds budgétaires, sont complétées par les recettes affectées libellées comme suit :

« — Compensations pour le traitement, l'élaboration et l'expédition des états de cotisation en vue de la perception des cotisations incombant aux produits pétroliers et aux produits de substitution pour le financement de ces divers fonds et organes créés pour ces produits par le Ministre ayant l'énergie dans ses attributions.

— Remboursement du préfinancement des dépenses effectuées ou des études commandées par les fonds/organes créés par le Ministre ayant l'énergie dans ses attributions et qui ont pour objectif le contrôle de la qualité des produits pétroliers et des produits de substitution et/ou l'amélioration de la sécurité d'approvisionnement et/ou la sécurité du consommateur final des produits pétroliers. »

Section 3. — Signature du Contrat de programme

Art. 35. L'article 1^{er} de la loi du 22 janvier 1945 sur la réglementation économique et les prix, modifié par la loi du 23 décembre 1969, est complété par un § 4, rédigé comme suit :

« § 4. Le Ministre de l'Economie peut également conclure des contrats programme avec des associations professionnelles.

Si l'association professionnelle ou plusieurs associations professionnelles avec lesquelles un contrat programme est conclu, sont représentatives pour au moins 60 % du nombre d'entreprises du secteur, le contrat programme devient contraignant pour le secteur entier. »

Section 4. — Paiement échelonné

Art. 36. Pour l'application de la présente section, il y a lieu d'entendre par :

1° consommateur : toute personne physique, qui, à des fins exclusivement non professionnelles, ou toute personne physique ou morale gérant un immeuble à appartements, achète ou utilise du gazoil de chauffage pour chauffer l'habitation individuelle ou familiale, à l'exclusion des résidences secondaires;

2° commerçant : tout commerçant, personne physique ou morale, inscrite dans la liste conformément à l'article 34, qui pour son propre compte, pour le compte de tiers ou pour ses besoins propres distribue, offre en vente ou vend, livre ou transporte du gazoil de chauffage dans le cadre de son activité professionnelle ou en vue de réaliser son but statutaire. Ces personnes doivent être enregistrées au SPF Economie, Direction générale énergie, Division pétrole;

3° administration : le Service public fédéral (SPF) Economie, P.M.E., Classes moyennes et Energie;

4° Ministre : le Ministre qui a les affaires économiques dans ses attributions.

Art. 37. L'administration dresse une liste évolutive des commerçants qui se font enregistrer auprès de ce service public afin de fournir du gazoil de chauffage aux consommateurs, sur la base du contrat défini dans la présente loi. Cette liste est dressée selon la répartition géographique. L'administration assure la publication appropriée de cette liste. Le Roi fixe, par arrêté délibéré en Conseil des Ministres, le nombre des commerçants selon la répartition géographique et la densité de population.

S'il apparaît, après évaluation de cette liste, qu'aucun commerçant n'est enregistré dans un rayon géographique de 25 kilomètres autour de certains endroits, le Roi peut, par arrêté délibéré en Conseil des Ministres, prendre les mesures appropriées afin d'offrir aux consommateurs habitant dans ce rayon la possibilité de bénéficier de la fourniture de gazoil de chauffage avec paiement échelonné.

Het Fonds voor de analyse van aardolieproducten ontvangt hiervoor van deze fondsen en organen een vergoeding die vastgelegd wordt in een samenwerkingsovereenkomst tussen het Fonds voor de analyse van aardolieproducten en de andere fondsen/organen.

§ 3. Aan de toegestane uitgaven van rubriek 32-7 in de organieke wet van 27 december 1990 houdende oprichting van begrotingsfondsen wordt een toegestane uitgave toegevoegd, die luidt als volgt :

« Voorfinanciering, mits terugbetaling, van kosten gemaakt of studies besteld door fondsen/organen opgericht door de Minister die energie onder zijn bevoegdheid heeft en die tot doel hebben de kwaliteit van de aardolieproducten en hun substitutieproducten te controleren en/of de bevoorradingszekerheid en/of de veiligheid van de eindgebruiker van aardolieproducten te verbeteren. »

§ 4. Aan de toegewezen ontvangsten van rubriek 32-7 in de organieke wet van 27 december 1990 houdende oprichting van begrotingsfondsen, worden de volgende toegewezen ontvangsten toegevoegd, die luiden als volgt :

« — Vergoedingen voor de verwerking, de opmaak en de verzending van de bijdragestaten ter inning van de bijdragen die rusten op de aardolieproducten en hun substitutieproducten voor de financiering van deze verschillende fondsen en organen die voor deze producten door de Minister die energie onder zijn bevoegdheid heeft worden opgericht.

— Terugbetalingen van de voorfinanciering van kosten gemaakt of studies besteld door fondsen/organen opgericht door de Minister die energie onder zijn bevoegdheid heeft en die tot doel hebben de kwaliteit van de aardolieproducten en hun substitutieproducten te controleren en/of de bevoorradingszekerheid en/of de veiligheid van de eindgebruiker van aardolieproducten te verbeteren. »

Afdeling 3. — Ondertekening van de Programmaovereenkomst

Art. 35. Artikel 1 van de wet van 22 januari 1945 betreffende de economische reglementering en de prijzen, gewijzigd door de wet van 23 december 1969, wordt aangevuld met een § 4, luidende :

« § 4. De Minister van Economie kan tevens met beroepsverenigingen programmaovereenkomsten afsluiten.

Indien de beroepsvereniging of meerdere beroepsverenigingen waarmee een programmaovereenkomst wordt afgesloten representatief is voor ten minste 60 % van het aantal bedrijven van de sector, dan wordt de programmaovereenkomst bindend voor de ganse sector. »

Afdeling 4. — Gespreide betaling

Art. 36. Voor de toepassing van deze afdeling moet worden verstaan onder :

1° verbruiker : iedere natuurlijke persoon die, uitsluitend voor niet-beroepsmatige doeleinden, of iedere natuurlijke persoon of rechtspersonen die het beheer uitoefenen van een appartementsgebouw, huisbrandolie verwerven of gebruiken voor de verwarming van individuele- of gezinswoningen, met uitsluiting van tweede verblijven;

2° handelaar : elke handelaar, natuurlijke of rechtspersoon, die ingeschreven is in de lijst overeenkomstig artikel 34 en die voor eigen rekening of voor rekening van derden of voor eigen behoeften, huisbrandolie verdeelt, te koop aanbiedt of verkoopt, levert of vervoert in het kader van zijn beroepsactiviteit of met oog op de verwezenlijking van zijn statutair doel. Deze personen dienen geregistreerd te zijn bij de FOD Economie, Algemene Directie energie, Afdeling petroleum;

3° administratie : Federale Overheidsdienst (FOD) Economie, K.M.O., Middenstand en Energie;

4° Minister : de Minister tot wiens bevoegdheid de Economische Zaken behoren.

Art. 37. Bij de administratie, wordt een evolutieve lijst aangelegd van handelaars die zich bij deze overheidsdienst laten registreren om huisbrandolie te leveren aan verbruikers op basis van het in deze wet omschreven contract. Deze lijst wordt aangelegd volgens de geografische spreiding. De administratie zorgt voor de passende bekendmaking van de lijst. De Koning bepaalt, bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad, het aantal handelaars volgens geografische spreiding en bevolkingsdichtheid.

Indien na evaluatie van de lijst komt vast te staan dat binnen een geografische straal van 25 kilometer rond bepaalde plaatsen geen handelaar geregistreerd staat, kan de Koning, bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad, de gepaste maatregelen treffen teneinde de verbruikers woonachtig binnen deze straal de mogelijkheid te bieden beroep te doen op levering van huisbrandolie met spreiding van betaling.

Art. 38. Le contrat relatif à la fourniture de gasoil de chauffage avec paiement échelonné est un contrat exclusif conclu entre un commerçant enregistré et un consommateur à qui la fourniture de gasoil de chauffage avec paiement échelonné sans intérêt ou coûts est accordé. La loi du 12 juin 1991 relative au crédit à la consommation, n'est pas applicable à ce contrat.

Art. 39. Les conditions minimales qui doivent être réunies par le contrat, sous peine de nullité, sont déterminées par le Roi par un arrêté délibéré en Conseil des Ministres.

Les fonctionnaires compétents pour rechercher et constater les infractions à cette loi sont désignés par le Ministre, conformément à l'article 113 de la loi du 14 juillet 1991 sur les pratiques du commerce et sur l'information et la protection du consommateur.

Art. 40. Sont punis d'une amende de vingt cinq à mille euros ceux qui contreviennent aux dispositions légales des articles 35 et 36.

Le Roi peut prévoir des sanctions pénales pour les infractions aux dispositions des arrêtés d'exécution de la présente loi qu'il désigne. Ces sanctions ne peuvent excéder une peine d'amende de mille euros.

Les dispositions du premier livre du Code pénal sont applicables aux infractions visées au 1^{er} et 2^{ème} alinéa. Les sociétés sont civilement responsables des amendes auxquelles leurs administrateurs, gérants, ou mandataires sont condamnés pour de telles infractions.

Art. 41. Tous les contrats existants avec paiement échelonné doivent être adaptés pour le 30 juin 2006 aux conditions minimales, telles que fixées par le Roi par un arrêté délibéré en Conseil des Ministres.

Art. 42. Le présent chapitre entre en vigueur le 1^{er} janvier 2006.

CHAPITRE II. — *Modifications de la loi du 12 avril 1965 relative au transport de produits gazeux et autres par canalisations*

Art. 43. L'article 15/11, § 2, de la loi du 12 avril 1965 relative au transport de produits gazeux et autres par canalisations, inséré par la loi du 20 mars 2003, est remplacé comme suit :

« § 2. Le gestionnaire d'installation de stockage de gaz naturel alloue les capacités des installations de stockage existantes par priorité aux titulaires d'une autorisation de fourniture qui approvisionnent les installations de distribution de gaz.

Le Roi peut, après avis de la Commission et par arrêté délibéré en Conseil des Ministres, limiter le droit d'allocation prioritaire à une portion des capacités de stockage existantes dans le cas où de nouvelles capacités de stockage sont développées et sous réserve du maintien d'une allocation prioritaire de capacités de stockage aux titulaires d'une autorisation de fourniture qui approvisionnent les installations de distribution de gaz au moins égales aux capacités qui leur sont allouées conformément au présent paragraphe avant le développement des nouvelles capacités de stockage. »

TITRE VIII. — *Animaux, végétaux et alimentation*

CHAPITRE 1^{er}. — *Modification de l'arrêté royal du 22 février 2001 organisant les contrôles effectués par l'Agence fédérale pour la Sécurité de la Chaîne alimentaire et modifiant diverses dispositions légales*

Art. 44. Un article 3ter, rédigé comme suit, est inséré dans l'arrêté royal du 22 février 2001 organisant les contrôles effectués par l'Agence fédérale pour la Sécurité de la Chaîne alimentaire et modifiant diverses dispositions légales :

« Art. 3ter. Afin de permettre les contrôles sur place, les opérateurs ainsi que les gestionnaires des immeubles servant de poste d'inspection frontalier, mettent à la disposition des membres du personnel de l'Agence les locaux et les équipements nécessaires suivant les modalités fixées par Nous ».

CHAPITRE II. — *Modification de la loi du 9 décembre 2004 relative au financement de l'Agence fédérale pour la Sécurité de la Chaîne alimentaire*

Art. 45. Dans l'article 11 de la loi du 9 décembre 2004 relative au financement de l'Agence fédérale pour la Sécurité de la Chaîne alimentaire, il est inséré un § 2bis, rédigé comme suit :

« § 2bis. Avant l'échéance visée au § 1^{er}, l'opérateur qui se trouve, suite à un cas de force majeure, dans l'impossibilité de payer les contributions et rétributions dans le délai prévu, peut introduire par

Art. 38. Het contract tot levering van huisbrandolie met spreiding van betaling is een exclusief contract gesloten tussen een geregistreerde handelaar en een verbruiker aan wie de levering van huisbrandolie tegen gespreide betaling, zonder interest of kosten, wordt toegestaan. De wet van 12 juni 1991 betreffende het consumentenkrediet, is hierop niet van toepassing.

Art. 39. De minimumvoorwaarden waaraan voormeld contract op straffe van nietigheid moet beantwoorden, worden door de Koning, bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad, bepaald.

De ambtenaren, bevoegd voor het opsporen en vaststellen van inbreuken op deze wet, worden aangesteld door de Minister, overeenkomstig artikel 113 van de wet van 14 juli 1991 betreffende de handelspraktijken en de voorlichting en bescherming van de consument.

Art. 40. Worden gestraft met een geldboete van vijftieng tot duizend euro zij die de wettelijke bepalingen van de artikelen 35 en 36 overtreden.

De Koning kan strafsancities bepalen voor inbreuken op de bepalingen van de uitvoeringsbesluiten van deze wet die Hij aanduidt. Deze strafsancities mogen een geldboete van duizend euro niet overschrijden.

De bepalingen van het eerste boek van het Strafwetboek zijn van toepassing op de inbreuken bepaald in het eerste en tweede lid. De vennootschappen zijn burgerlijk aansprakelijk voor de geldboeten waarvoor hun bestuurders, zaakvoerders of lasthebbers wegens dergelijke inbreuken worden veroordeeld.

Art. 41. Alle bestaande contracten betreffende gespreide betaling dienen voor 30 juni 2006 aangepast te zijn aan de minimumvoorwaarden, zoals bepaald door de Koning, bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad.

Art. 42. Dit hoofdstuk treedt in werking op 1 januari 2006.

HOOFDSTUK II. — *Wijzigingen van de wet van 12 april 1965 betreffende het vervoer van gasachtige producten en andere door middel van leidingen*

Art. 43. Artikel 15/11, § 2, van de wet van 12 april 1965 betreffende het vervoer van gasachtige producten en andere door middel van leidingen, ingevoegd bij de wet van 20 maart 2003, wordt vervangen als volgt :

« § 2. De beheerder van de opslaginstallatie voor aardgas wijst de capaciteiten van de bestaande opslaginstallaties bij voorrang toe aan de houders van een leveringsvergunning die de gasdistributieinstallaties bevoorraden.

De Koning kan, na advies van de Commissie en bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad, het prioritaire allocatierecht beperken tot een deel van de bestaande opslagcapaciteiten in het geval dat nieuwe opslagcapaciteiten worden ontwikkeld en op voorwaarde dat de opslagcapaciteiten die bij voorrang worden toegekend aan de houders van een leveringsvergunning die de gasdistributieinstallaties bevoorraden minstens gelijk blijven aan de opslagcapaciteiten die aan hen worden toegewezen overeenkomstig huidige paragraaf voor de ontwikkeling van de nieuwe opslagcapaciteiten. »

TITEL VIII. — *Dier, plant en voeding*

HOOFDSTUK I. — *Wijziging van het koninklijk besluit van 22 februari 2001 houdende de organisatie van de controles die worden verricht door het Federaal Agentschap voor de Veiligheid van de Voedselketen en tot wijziging van diverse wettelijke bepalingen*

Art. 44. In het koninklijk besluit van 22 februari 2001 houdende de organisatie van de controles die worden verricht door het Federaal Agentschap voor de Veiligheid van de Voedselketen en tot wijziging van diverse wettelijke bepalingen, wordt een artikel 3ter ingevoegd, luidende :

« Art. 3ter. Teneinde controles ter plaatse mogelijk te maken, dienen de operatoren evenals de uitbaters van de gebouwen die als grensinspectieposten dienst doen, de lokalen en uitrustingen ter beschikking te stellen van de personeelsleden van het Agentschap overeenkomstig de door Ons bepaalde regels ».

HOOFDSTUK II. — *Wijziging van de wet van 9 december 2004 betreffende de financiering van het Federaal Agentschap voor de Veiligheid van de Voedselketen*

Art. 45. In artikel 11 van de wet van 9 december 2004 betreffende de financiering van het Federaal Agentschap voor de Veiligheid van de Voedselketen, wordt een § 2bis, ingevoegd luidende :

« § 2bis. Vóór het verstrijken van de betalingstermijn bedoeld in § 1, kan de operator, die zich door een geval van overmacht in de onmogelijkheid bevindt om de heffingen en retributies te betalen,

lettre recommandée à la poste auprès du Ministre une demande visant à bénéficier d'un plan d'apurement.

Dans le cadre de ce plan d'apurement, le Ministre peut renoncer totalement ou partiellement aux majorations et/ou aux intérêts de retard.

Le non-respect du plan d'apurement entraîne de plein droit résiliation du plan d'apurement et déchéance des intérêts de retard et majorations visés au § 1^{er}. »

CHAPITRE III. — *Modification de la loi du 4 février 2000 relative à la création de l'Agence fédérale pour la Sécurité de la Chaîne alimentaire*

Art. 46. A l'article 7 de la loi du 4 février 2000 relative à la création de l'Agence fédérale pour la Sécurité de la Chaîne alimentaire, l'alinéa 4 est remplacé par la disposition suivante :

« Le Roi détermine par arrêté délibéré en Conseil des Ministres la composition du comité, les modalités de désignation de ses membres, son fonctionnement ainsi que sa date d'installation. »

CHAPITRE IV. — *Confirmation de l'arrêté royal du 18 février 2005 fixant les cotisations obligatoires à payer au Fonds budgétaire pour la santé et la qualité des animaux et des produits animaux, secteur lait*

Art. 47. L'arrêté royal du 18 février 2005 fixant les cotisations obligatoires à payer au Fonds budgétaire pour la santé et la qualité des animaux et des produits animaux, secteur lait, est confirmé à partir du 1^{er} mars 2005, date de son entrée en vigueur.

CHAPITRE V. — *Modifications de la loi du 23 mars 1998 relative à la création d'un Fonds budgétaire pour la santé et la qualité des animaux et des produits animaux*

Art. 48. Dans l'article 6, § 3, de la loi du 23 mars 1998 relative à la création d'un Fonds budgétaire pour la santé et la qualité des animaux et des produits animaux, la phrase suivante est insérée entre la première phrase et la deuxième phrase :

« En aucune manière le montant répercuté ne peut être plus élevé que la cotisation obligatoire. »

Art. 49. Dans l'article 12 de la même loi, les dispositions suivantes sont insérées entre les deuxième et troisième tirets :

« — celui qui répercute un montant qui n'est pas en concordance avec le montant de la cotisation obligatoire autorisé ou fixé pour répercussion, ou

— celui qui, sous prétexte de cette loi, répercute des cotisations obligatoires pour lesquelles cette loi n'offre pas de base légale, ou ».

CHAPITRE VI. — *Modification de la loi du 28 août 1991 sur l'exercice de la médecine vétérinaire*

Art. 50. L'article 4, alinéa 4, de la loi du 28 août 1991 sur l'exercice de la médecine vétérinaire, modifié par les lois du 2 août 2002 et 27 décembre 2004, est remplacé par la disposition suivante :

« Au surplus, les médecins vétérinaires qui collaborent à l'exécution des dispositions légales et réglementaires doivent préalablement être agréés par le Ministre qui a la Santé publique dans ses attributions ou son délégué. Le Roi fixe les conditions et la procédure d'octroi de l'agrément. Il détermine les droits et devoirs des médecins vétérinaires agréés ainsi que le mode de rémunération de leurs services. Il détermine les sanctions qui peuvent être infligées en cas de non-respect des conditions d'agrément, des devoirs et des dispositions légales et réglementaires à l'exécution desquelles les médecins vétérinaires agréés collaborent. »

CHAPITRE VII. — *Modification de la loi du 24 mars 1987 relative à la santé des animaux*

Art. 51. L'article 9bis de la loi du 24 mars 1987, relative à la santé des animaux, inséré par la loi du 21 décembre 1994, est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 9bis. Lorsqu'une des maladies reprises sur les listes de l'Organisation mondiale de santé animale (OIE) visées respectivement au chapitre 2.1.1.3. du code sanitaire pour les animaux terrestres et au chapitre 1.1.3. du code sanitaire pour les animaux aquatiques présente un accroissement soudain et inattendu de la morbidité ou de la mortalité ou de son impact zoonotique, le Ministre est autorisé en cas de danger grave de contamination et jusqu'à l'éradication de la contamination, à prendre toute mesure de lutte, y compris la réquisition d'entreprises, de biens et de personnes et l'abattage ou la mise à mort

binnen de voorziene termijn, bij een ter post aangetekend schrijven, een verzoek richten aan de Minister om een afbetalingsplan te bekomen.

In het kader van dit afbetalingsplan, kan de Minister, geheel of gedeeltelijk, afzien van de vermeerderingen en/of van de verwijl-intresten.

Het niet-naleven van het afbetalingsplan heeft van rechtswege het verval van het afbetalingsplan en het verschuldigd zijn van de in § 1 bedoelde verwijl-intresten en vermeerderingen als gevolg. »

HOOFDSTUK III. — *Wijziging van de wet van 4 februari 2000 houdende oprichting van het Federaal Agentschap voor de Veiligheid van de Voedselketen*

Art. 46. In artikel 7 van de wet van 4 februari 2000 houdende oprichting van het Federaal Agentschap voor de Veiligheid van de voedselketen wordt het vierde lid vervangen als volgt :

« De Koning bepaalt de samenstelling van het comité, de wijze waarop de leden aangeduid worden, de werkwijze alsook de datum van installatie bij een besluit vastgesteld na overleg in de Minister-raad. »

HOOFDSTUK IV. — *Bekrachtiging van het koninklijk besluit van 18 februari 2005 tot vaststelling van de verplichte bijdragen verschuldigd aan het Begrotingsfonds voor de gezondheid en de kwaliteit van de dieren en de dierlijke producten, sector zuivel*

Art. 47. Het koninklijk besluit van 18 februari 2005 tot vaststelling van de verplichte bijdragen verschuldigd aan het Begrotingsfonds voor de gezondheid en de kwaliteit van de dieren en de dierlijke producten, sector zuivel, wordt bekrachtigd met ingang van 1 maart 2005, de dag van zijn inwerkingtreding.

HOOFDSTUK V. — *Wijzigingen van de wet van 23 maart 1998 betreffende de oprichting van een Begrotingsfonds voor de gezondheid en de kwaliteit van de dieren en de dierlijke producten*

Art. 48. In artikel 6, § 3, van de wet van 23 maart 1998 betreffende de oprichting van een Begrotingsfonds voor de gezondheid en de kwaliteit van de dieren en de dierlijke producten, wordt tussen de eerste zin en de tweede zin de volgende zin ingevoegd :

« In geen geval mag het doorberekende bedrag hoger zijn dan de verplichte bijdrage. »

Art. 49. In artikel 12 van dezelfde wet worden tussen het tweede en derde streepje de volgende bepalingen ingevoegd :

« — degene die een bedrag doorberekent dat niet in overeenstemming is met het voor doorberekening toegelaten of vastgelegde bedrag van de verplichte bijdrage, of

— degene die onder het voorwendsel van deze wet verplichte bijdragen doorberekent waarvoor deze wet geen rechtsgrond biedt, of ».

HOOFDSTUK VI. — *Wijziging van de wet van 28 augustus 1991 op de uitoefening van de diergeneeskunde*

Art. 50. Artikel 4, vierde lid, van de wet van 28 augustus 1991 op de uitoefening van de diergeneeskunde, gewijzigd bij de wetten van 2 augustus 2002 en 27 december 2004, wordt vervangen als volgt :

« Daarenboven moeten de dierenartsen die meewerken aan de uitvoering van wets- en verordeningbepalingen, vooraf erkend worden door de Minister bevoegd voor de Volksgezondheid of door zijn afgevaardigde. De Koning bepaalt de voorwaarden en de procedure voor het verlenen van de erkenning. Hij bepaalt de rechten en de plichten van de erkende dierenartsen en regelt de wijze waarop zij vergoed worden voor het verlenen van hun diensten. Hij bepaalt de sancties die kunnen worden opgelegd bij het niet naleven van de erkenningsvoorwaarden, van de plichten en van de wets- en verordeningbepalingen aan de uitvoering waarvan de erkende dierenartsen meewerken. »

HOOFDSTUK VII. — *Wijziging van de wet van de diergezondheidswet van 24 maart 1987*

Art. 51. Artikel 9bis van de diergezondheidswet van 24 maart 1987, ingevoegd bij de wet van 21 december 1994, wordt vervangen als volgt :

« Art. 9bis. Als er bij een ziekte die op de lijst van de Wereldorganisatie voor diergezondheid (OIE) staat en die respectievelijk beschouwd wordt in hoofdstuk 2.1.1.3. van de zoösanitairecode voor landdieren en in hoofdstuk 1.1.3. van de zoösanitairecode voor dieren die in het water leven, zich een plotse en onverwachte toename voordoet van de morbiditeit of de mortaliteit of de zoonotische impact, is de Minister gemachtigd, in geval van ernstig gevaar van besmetting en tot de uitroeiing van die besmetting, alle bestrijdingsmaatregelen te nemen met inbegrip van de opvoering van ondernemingen, goederen en

d'animaux et la détermination de la destination d'animaux, produits animaux ou autres objets.

Le Ministre est autorisé à prendre ces mêmes mesures lors de l'apparition d'une maladie émergente présentant un important impact de morbidité ou de mortalité ou zoonotique. »

TITRE IX. — *Mobilité*

CHAPITRE I^{er}. — *Confirmation des arrêtés royaux*

Art. 52. A l'article 310, § 2, de la loi-programme du 27 décembre 2004 est ajouté un alinéa rédigé comme suit :

« Cet arrêté cesse de produire ses effets s'il n'a pas été confirmé par une loi dans les douze mois qui suivent sa publication au *Moniteur belge*. La confirmation rétroagit à la date d'entrée en vigueur de l'arrêté précité. »

Art. 53. A l'article 50 de la loi du 20 juillet 2005 portant diverses dispositions (II) est ajouté un alinéa, rédigé comme suit :

« Cet arrêté cesse de produire ses effets s'il n'a pas été confirmé par une loi dans les douze mois qui suivent sa publication au *Moniteur belge*. La confirmation rétroagit à la date d'entrée en vigueur de l'arrêté précité. »

Art. 54. A l'article 53 de la même loi est ajouté un alinéa, rédigé comme suit :

« Cet arrêté cesse de produire ses effets s'il n'a pas été confirmé par une loi dans les douze mois qui suivent sa publication au *Moniteur belge*. La confirmation rétroagit à la date d'entrée en vigueur de l'arrêté précité. »

CHAPITRE II. — *Promotion du transport combiné*

Art. 55. Au sens du présent chapitre, on entend par :

— unité de transport intermodal : tout conteneur terrestre ou maritime, toute caisse mobile ou toute semi-remorque, ci-après dénommé UTI;

— centre de transbordement intermodal : toute installation où les UTI sont transbordées d'un navire ou d'un véhicule routier vers un wagon de chemin de fer et vice-versa, ci-après dénommé centre de transbordement;

— opérateur de transport combiné de marchandises utilisant le mode ferroviaire : toute entreprise ayant un siège d'exploitation situé sur le territoire d'un Etat membre de l'Union européenne, qui assume la responsabilité contractuelle d'acheminer par chemin de fer les unités de transport intermodal, ci-après dénommé opérateur.

Art. 56. Une subvention à charge du budget de l'Etat peut être octroyée aux opérateurs.

Pour l'octroi de cette subvention, seul le transport ferroviaire effectué entre deux centres de transbordement situés sur le territoire belge est pris en considération.

Est assimilée au transport ferroviaire visé à l'alinéa 2, toute organisation, par chemin de fer, sur le territoire belge, de la collecte d'UTI en vue de leur regroupement et de leur envoi à destination d'autres Etats, depuis leur lieu de regroupement jusqu'aux différents centres de transbordement situés sur le territoire belge.

La subvention ne peut être accordée que lorsque la partie ferroviaire du transport combiné est égale ou supérieure à une distance de 51 kilomètres.

Seules les UTI remises au transport sous couvert d'une lettre de voiture du trafic intérieur peuvent faire l'objet de la subvention.

Art. 57. L'opérateur est tenu de répercuter à son client la subvention accordée pour les transports commandés par ce dernier.

Le Roi règle le contrôle et la sanction de cette obligation.

Art. 58. Le Roi détermine les modalités de calcul de la subvention.

Il fixe la procédure et les modalités de son octroi et règle son paiement.

La subvention d'une opération de transport ne peut excéder 30 % de son coût.

personen en de slachting of de doding van dieren met bepaling van de bestemming van de dieren, de dierlijke producten of andere voorwerpen.

De Minister is gemachtigd diezelfde maatregelen te treffen bij de uitbraak van een opduikende ziekte met een belangrijke impact op de morbiditeit of de mortaliteit of met een zoonotisch karakter. »

TITEL IX. — *Mobiliteit*

HOOFDSTUK I. — *Bekrachtiging van koninklijke besluiten*

Art. 52. Aan artikel 310, § 2, van de programmawet van 27 december 2004 wordt een lid toegevoegd, luidende :

« Dit besluit houdt op uitwerking te hebben indien het niet binnen twaalf maanden na zijn bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad* bij wet is bekrachtigd. Deze bekrachtiging heeft terugwerkende kracht tot de datum van inwerkingtreding van voormeld besluit. »

Art. 53. Aan artikel 50 van de wet van 20 juli 2005 houdende diverse bepalingen (II) wordt een lid toegevoegd, luidende :

« Dit besluit houdt op uitwerking te hebben indien het niet binnen twaalf maanden na zijn bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad* bij wet is bekrachtigd. Deze bekrachtiging heeft terugwerkende kracht tot de datum van inwerkingtreding van voormeld besluit. »

Art. 54. Aan artikel 53 van dezelfde wet wordt een lid toegevoegd, luidende :

« Dit besluit houdt op uitwerking te hebben indien het niet binnen twaalf maanden na zijn bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad* bij wet is bekrachtigd. Deze bekrachtiging heeft terugwerkende kracht tot de datum van inwerkingtreding van voormeld besluit. »

HOOFDSTUK II. — *Bevordering van het gecombineerd vervoer*

Art. 55. Voor de toepassing van dit hoofdstuk wordt verstaan onder :

— intermodale transporteenheid : iedere land- of zeecontainer, iedere wissellaadbak of iedere oplegger, hierna ITE genoemd;

— intermodaal overslagcentrum : iedere installatie waar de ITE's van een schip of een wegvoertuig op een spoorwegwagon worden overgeslagen en omgekeerd, hierna overslagcentrum genoemd;

— operator gecombineerd goederenvervoer per spoor : iedere onderneming met een uitbatingsetel op het grondgebied van een Lidstaat van de Europese Unie, die de contractuele aansprakelijkheid op zich neemt om intermodale transporteenheden per spoor te vervoeren, hierna operator genoemd.

Art. 56. Aan de operatoren kan ten laste van de Staatsbegroting een subsidie worden toegekend.

Voor de toekenning van die subsidie komt enkel het spoorwegvervoer tussen twee overslagcentra op het Belgisch grondgebied in aanmerking.

Met het in het tweede lid bedoelde spoorwegvervoer wordt gelijkgesteld, het organiseren per spoor van de ophaling van ITE's op het Belgisch grondgebied teneinde ze te groeperen en te verzenden naar andere landen, alsook het organiseren per spoor van de distributie vanuit andere landen afkomstige ITE's tussen het verzamelpunt en de verschillende overslagcentra op het Belgische grondgebied.

De subsidie kan enkel worden toegekend wanneer de afstand van het spoorweggedeelte van het gecombineerd vervoer minstens gelijk is aan 51 kilometer.

Enkel de ITE's met een begeleidende vrachtbrief voor het binnenlands verkeer komen voor de subsidie in aanmerking.

Art. 57. De operator moet de subsidie die werd toegekend voor de in opdracht van een klant uitgevoerde transporten naar deze klant doorschuiven.

De Koning regelt het toezicht en de sanctionering van die verplichting.

Art. 58. De Koning bepaalt de berekeningswijzen van de subsidie.

Hij bepaalt de procedure en de nadere regels van haar toekenning en regelt haar uitbetaling.

De subsidie van een vervoersverrichting mag 30 % van de vervoerskosten niet overschrijden.

Art. 59. Le présent chapitre produit ses effets le 1^{er} janvier 2005 et cessera d'être en vigueur le 1^{er} janvier 2008.

TITRE X. — Pensions — Modification de la loi du 13 juin 1966 relative à la pension de retraite et de survie des ouvriers, des employés, des marins naviguant sous pavillon belge, des ouvriers mineurs et des assurés libres

Art. 60. A l'article 21 de la loi du 13 juin 1966 relative à la pension de retraite et de survie des ouvriers, des employés, des marins naviguant sous pavillon belge, des ouvriers mineurs et des assurés libres, modifié en dernier lieu par la loi du 22 mars 2001, sont apportées les modifications suivantes :

1° dans le § 3, alinéa 3, les mots « cinq ans » sont remplacés par les mots « trois ans »;

2° dans le même § 3, l'alinéa suivant est inséré entre les alinéas 3 et 4 :

« Par dérogation aux délais mentionnés aux premier, deuxième et troisième alinéas, le délai pour l'action en répétition de prestations payées indûment par suite de l'exercice d'une activité professionnelle dont les revenus dépassent les montants limites fixés ou par suite du bénéfice de prestations sociales, est porté à trois ans. Toutefois, la prescription ne prend cours, en cas de dépassement des montants limites fixés, qu'à compter du 1^{er} juin de l'année civile suivant celle où ce dépassement s'est produit. »;

3° dans le même § 3, l'alinéa 4, qui devient l'alinéa 5, les mots « alinéas 1^{er} à 3 » sont remplacés par les mots « alinéas 1^{er} à 4 »;

4° dans le § 5 les mots « Sauf dans les cas visés au § 3, alinéa 3, » sont remplacés par les mots « Sauf dans les cas visés au § 3, alinéas 3 et 4, ».

Art. 61. En vue de maintenir, en matière des délais de prescription en cas d'action en répétition de prestations payées indûment, l'uniformité des règles prévues dans les différents régimes de pension, le Roi peut prendre les mesures nécessaires. Il peut si nécessaire modifier la loi.

Art. 62. Les dispositions de ce titre entrent en vigueur le 1^{er} janvier 2006.

TITRE XI. — Classes moyennes

Chapitre 1^{er}. — Meilleur recouvrement des cotisations de sécurité sociale des travailleurs indépendants

Art. 63. Dans l'article 95 de la loi du 30 décembre 1992 portant des dispositions sociales et diverses, modifié par la loi du 27 décembre 2004, il est inséré un § 1^{er} bis, rédigé comme suit :

« § 1^{er} bis. Sans préjudice de leur droit de citer devant le juge, les caisses d'assurances sociales peuvent, en tant qu'organisme percepteur des cotisations, également procéder au recouvrement des sommes qui leur sont dues par voie de contrainte.

Le Roi règle les conditions et les modalités de poursuite par voie de contrainte ainsi que les frais résultant de la poursuite et leur mise à charge. »

Art. 64. Un article 95 bis, rédigé comme suit, est inséré dans la même loi :

« Art. 95 bis. Les articles 16 bis, 16 ter et 23 ter de l'arrêté royal n° 38 organisant le statut social des indépendants, s'appliquent dans le cadre du présent chapitre. »

Art. 65. Dans l'article 9 de la loi du 13 juillet 2005 concernant l'instauration d'une cotisation annuelle à charge de certains organismes, il est inséré un § 1^{er} bis, rédigé comme suit :

« § 1^{er} bis. Sans préjudice de son droit de citer devant le juge, l'Institut national peut, en tant qu'organisme percepteur des cotisations, également procéder au recouvrement des sommes qui lui sont dues par voie de contrainte.

Le Roi règle les conditions et les modalités de poursuite par voie de contrainte ainsi que les frais résultant de la poursuite et leur mise à charge. »

Art. 66. Un article 9 bis, rédigé comme suit, est inséré dans la même loi :

« Art. 9 bis. Les articles 16 bis, 16 ter et 23 ter de l'arrêté royal n° 38 du 27 juillet 1967 organisant le statut social des indépendants, s'appliquent dans le cadre de la présente loi. »

Art. 59. Dit hoofdstuk heeft uitwerking met ingang van 1 januari 2005 en treedt buiten werking op 1 januari 2008.

TITEL X. — Pensioenen — Wijziging van de wet van 13 juni 1966 betreffende de rust-en overlevingspensioenen voor arbeiders, bedienden, zeevarenden onder Belgische vlag, mijnwerkers en vrijwillig verzekerden

Art. 60. In artikel 21 van de wet van 13 juni 1966 betreffende de rust-en overlevingspensioenen voor arbeiders, bedienden, zeevarenden onder Belgische vlag, mijnwerkers en vrijwillig verzekerden, laatst gewijzigd bij de wet van 22 maart 2001, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in § 3, derde lid, worden de woorden « vijf jaar » vervangen door de woorden « drie jaar »;

2° in dezelfde § 3 wordt tussen het derde en het vierde lid het volgende lid ingevoegd :

« In afwijking van de in het eerste, tweede en derde lid vermelde termijnen wordt de termijn voor de terugvordering van ten onrechte uitbetaalde prestaties ingevolge de uitoefening van een beroepsbezigheid waarvan de inkomsten de vastgestelde grensbedragen overschrijden of ingevolge het genot van sociale uitkeringen, op drie jaar gebracht. De verjaringstermijn begint, in geval van overschrijding van de vastgestelde grensbedragen echter slechts te lopen vanaf de eerste juni van het kalenderjaar dat volgt op dit waarin deze overschrijding heeft plaatsgevonden. »;

3° in dezelfde § 3, vierde lid, dat het vijfde lid wordt, worden de woorden « van het eerste tot het derde lid » vervangen door de woorden « van het eerste tot het vierde lid »;

4° in § 5 worden de woorden « Behalve in de § 3, derde lid, » vervangen door de woorden « Behalve in de § 3, derde en vierde lid, ».

Art. 61. Teneinde de uniformiteit in de verschillende pensioenregelingen te behouden van de regels inzake de verjaringstermijnen van de terugvordering van ten onrechte uitbetaalde prestaties, kan de Koning de nodige maatregelen nemen. Hij kan daarbij zonedig de wet wijzigen.

Art. 62. De bepalingen van deze titel treden in werking op 1 januari 2006.

TITEL XI. — Middenstand

HOOFDSTUK I. — Betere invordering van de sociale zekerheidsbijdragen der zelfstandigen

Art. 63. In artikel 95 van de wet van 30 december 1992 houdende sociale en diverse bepalingen, gewijzigd bij de wet van 27 december 2004, wordt een § 1 bis ingevoegd, luidende :

« § 1 bis. Onverminderd hun recht om voor de rechter te dagvaarden, kunnen de sociale verzekeringsfondsen als inninginstellingen van de bijdragen de bedragen die hen verschuldigd zijn eveneens bij wijze van dwangbevel invorderen.

De Koning bepaalt de voorwaarden en modaliteiten van vervolging door middel van dwangbevel evenals de kosten die eruit voortvloeien en hun tenlastelegging. »

Art. 64. In dezelfde wet wordt een artikel 95 bis ingevoegd, luidende :

« Art. 95 bis. De artikelen 16 bis, 16 ter en 23 ter van het koninklijk besluit nr. 38 houdende inrichting van het sociaal statuut der zelfstandigen, zijn in het kader van dit hoofdstuk van toepassing. »

Art. 65. In artikel 9 van de wet van 13 juli 2005 betreffende de invoering van een jaarlijkse bijdrage ten laste van bepaalde instellingen, wordt een § 1 bis ingevoegd, luidende :

« § 1 bis. Onverminderd haar recht om voor de rechter te dagvaarden, kan het Rijksinstituut als inninginstelling van de bijdragen de bedragen die haar verschuldigd zijn eveneens bij wijze van dwangbevel opvorderen.

De Koning bepaalt de voorwaarden en modaliteiten van vervolging door middel van dwangbevel eveneens de kosten die eruit voortvloeien en hun tenlastelegging. »

Art. 66. In dezelfde wet wordt een artikel 9 bis ingevoegd, luidende :

« Art. 9 bis. De artikelen 16 bis, 16 ter en 23 ter van het koninklijk besluit nr. 38 van 27 juli 1967 houdende inrichting van het sociaal statuut der zelfstandigen, zijn in het kader van deze wet van toepassing. »

Art. 67. Dans l'article 16*bis*, § 1^{er}, de l'arrêté royal n° 38 du 27 juillet 1967 organisant le statut social des indépendants, inséré par la loi du 20 juillet 2005, les mots « donnant lieu » sont remplacés par les mots « pouvant donner lieu ».

Art. 68. Dans l'article 16*ter*, § 1^{er}, du même arrêté, inséré par la loi du 20 juillet 2005, les mots « copie authentique » sont remplacés par les mots « copie certifiée conforme ou une copie certifiée complète, exacte et véritable par toutes les parties contractantes ».

Art. 69. A l'article 23*ter* du même arrêté, inséré par la loi du 20 juillet 2005, sont apportées les modifications suivantes :

1° dans le § 1^{er}, 2° alinéa, les mots « ou, à défaut, par lettre recommandée à la poste » sont supprimés;

2° dans les § 2 et § 3, alinéa 2, les mots « ou, à défaut, par lettre recommandée » sont supprimés;

3° le § 7, alinéa 2, est remplacé par la disposition suivante :

« Ce certificat doit attester que le propriétaire ou l'usufruitier n'est pas débiteur auprès de l'organisme percepteur des cotisations ou que l'hypothèque légale garantissant les sommes dues, a été inscrite. »;

4° le § 8, alinéa 1^{er}, est remplacé par la disposition suivante :

« Les fonctionnaires publics ou les officiers ministériels chargés de vendre publiquement des meubles dont la valeur atteint au moins 250 euros, sont personnellement responsables du paiement des sommes dues à l'organisme percepteur des cotisations par le propriétaire au moment de la vente, s'ils n'en avisent pas l'organisme percepteur des cotisations, au plus tard dans les 2 jours ouvrables qui suivent la vente, au moyen d'une procédure utilisant les techniques de l'informatique et de la télématique. »;

5° le § 8, alinéa 2, est remplacé par les alinéas suivants :

« La date d'expédition de l'avis est celle de l'accusé de réception communiqué par l'organisme percepteur des cotisations.

La notification du montant des sommes dues faite par l'organisme percepteur des cotisations, au moyen d'une procédure utilisant les techniques de l'informatique et de la télématique, au plus tard avant l'expiration du 8^{ème} jour qui suit la date d'expédition de l'avis prévu aux alinéas précédents, emporte saisie-arrêt entre les mains des fonctionnaires publics ou des officiers ministériels mentionnés à l'alinéa 1^{er}.

Les dispositions prévues dans le présent paragraphe sont applicables à l'huissier de justice lorsqu'il est informé des propositions de vente amiable du débiteur, conformément à l'article 1526*bis* du Code judiciaire. »;

6° dans le § 9, alinéa 1^{er}, les mots «, uniquement par lettre recommandée à la poste, » sont insérés entre les mots « adresser » et « l'avis »;

7° dans le § 11, alinéa 2, les mots « les modalités d'exécution ainsi que » sont insérés entre les mots « détermine » et « les »;

8° le § 11 est complété par l'alinéa suivant :

« Dans les cas où les avis mentionnés ci-dessus, adressés à ou émanant de l'organisme percepteur, sont communiqués au moyen d'une procédure utilisant les techniques de l'informatique ou de la télématique, les personnes concernées sont identifiées au moyen du numéro d'identification visé à l'article 8 de la loi du 15 janvier 1990 relative à l'institution et à l'organisation d'une Banque-carrefour de la Sécurité sociale ou du numéro d'identification visé à l'article 5 de la loi du 16 janvier 2003 portant création d'une Banque-Carrefour des entreprises, modernisation du registre de commerce, création de guichets-entreprises agréés et portant diverses dispositions. »

Art. 70. L'article 116 de la loi du 20 juillet 2005 portant des dispositions diverses, est remplacé par la disposition suivante :

« Les articles 112 et 113 entrent en vigueur le 1^{er} janvier 2006.

L'article 114 entre en vigueur le 1^{er} octobre 2005.

L'article 115 entre en vigueur le 1^{er} janvier 2006 en ce qu'il insère les §§ 7, 9 et 10 dans l'article 23*ter* de l'arrêté royal n° 38 du 27 juillet 1967 organisant le statut social des indépendants.

L'article 115 entre en vigueur à une date déterminée par le Roi en ce qu'il insère le § 8 dans l'article 23*ter* du même arrêté.

Art. 67. In artikel 16*bis*, § 1, van het koninklijk besluit nr 38 van 27 juli 1967 houdende inrichting van het sociaal statuut der zelfstandigen, ingevoegd bij de wet van 20 juli 2005, worden de woorden « aanleiding geeft » vervangen door « kan aanleiding geven ».

Art. 68. In artikel 16*ter*, § 1, van hetzelfde besluit, ingevoegd bij de wet van 20 juli 2005, worden de woorden « authentiek afschrift » vervangen door de woorden « eensluidend verklaard afschrift of een door alle contractspartijen voor volledig, echt en waar verklaard afschrift ».

Art. 69. In artikel 23*ter* van hetzelfde besluit, ingevoegd bij de wet van 20 juli 2005, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in § 1, tweede lid, worden de woorden « of, bij gebrek daaraan, bij een ter post aangetekende brief » opgeheven;

2° in § 2 en § 3, tweede lid, vervallen de woorden « of, bij gebrek daaraan, bij een aangetekende brief »;

3° § 7, tweede lid, wordt vervangen als volgt :

« Dit attest moet aantonen dat de eigenaar of de vruchtgebruiker geen schuldenaar is ten aanzien van de inninginstelling van de bijdragen of dat de wettelijke hypotheek die de verschuldigde bedragen waarborgt, ingeschreven werd. »;

4° § 8, eerste lid, wordt vervangen als volgt :

« Openbare ambtenaren of Ministeriële officieren, belast met de openbare verkoping van roerende goederen waarvan de waarde ten minste 250 euro bedraagt, zijn persoonlijk aansprakelijk voor de betaling van de bedragen verschuldigd aan de inninginstelling van de bijdragen door de eigenaar op het ogenblik van de verkoping, indien zij niet, uiterlijk binnen twee werkdagen volgend op de verkoping, door middel van een procedure waarbij informatica- of telegeleidingstechnieken worden gebruikt, de inninginstelling van de bijdragen ervan verwittigen. »;

5° § 8, tweede lid, wordt vervangen door de volgende leden :

« De verzendingsdatum van het bericht is de datum van het ontvangstbewijs meegedeeld door de inninginstelling van de bijdragen.

De kennisgeving van het bedrag van de haar verschuldigde sommen die door de inninginstelling van de bijdragen werd gedaan door middel van een procedure waarbij informatica- of telegeleidingstechnieken worden gebruikt, uiterlijk voor het verstrijken van de achtste dag volgend op de verzendingsdatum van het in de vorige leden voorziene bericht, geldt als beslag onder derden in handen van de in het eerste lid vermelde openbare ambtenaren of Ministeriële officieren.

De in deze paragraaf voorziene bepalingen zijn van toepassing op de gerechtsdeurwaarder wanneer hij op de hoogte is gebracht van de voorstellen tot verkoop in der minne van de schuldenaar, overeenkomstig artikel 1526*bis* van het Gerechtelijk Wetboek. »;

6° in § 9, eerste lid, worden de woorden «, uitsluitend bij ter post aangetekende brief, » gevoegd tussen de woorden « bericht » en « toe te sturen »;

7° in § 11, tweede lid, worden de woorden « de uitvoeringsmodaliteiten alsook » ingevoegd tussen de woorden « bepaalt » en « de »;

8° § 11 wordt aangevuld met het volgende lid :

« In de gevallen dat de hogervermelde berichten, gericht aan of afkomstig van de inninginstelling, worden meegedeeld door middel van een procedure waarbij informatica- of telegeleidingstechnieken worden gebruikt, worden de betrokkenen geïdentificeerd door middel van het identificatienummer bedoeld in artikel 8 van de wet van 15 januari 1990 houdende oprichting en organisatie van een Kruispuntbank van de Sociale Zekerheid of het identificatienummer bedoeld in artikel 5 van de wet van 16 januari 2003 tot oprichting van een Kruispuntbank van ondernemingen, tot modernisering van het handelsregister, tot oprichting van erkende ondernemingsloketten en houdende diverse bepalingen. »

Art. 70. Artikel 116 van de wet van 20 juli 2005 houdende diverse bepalingen, wordt vervangen als volgt :

« De artikelen 112 en 113 treden in werking op 1 januari 2006.

Het artikel 114 treedt in werking op 1 oktober 2005.

Artikel 115 treedt in werking op 1 januari 2006 voor wat betreft de invoeging van de §§ 7, 9 en 10 in artikel 23*ter* van het koninklijk besluit nr. 38 van 27 juli 1967 houdende inrichting van het sociaal statuut der zelfstandigen.

Artikel 115 treedt in werking op een door de Koning te bepalen datum voor wat betreft de invoeging van § 8 in artikel 23*ter* van hetzelfde besluit.

L'article 115 entre en vigueur à une date déterminée par le Roi en ce qu'il insère les §§ 1^{er} à 6 dans l'article 23^{ter} du même arrêté. »

Art. 71. Les articles 64 et 66 du présent chapitre entrent en vigueur le 1^{er} janvier 2006.

L'article 70 entre en vigueur le 31 décembre 2005.

CHAPITRE II. — *La cotisation annuelle à charge de certains organismes*

Art. 72. A l'article 4 de la loi du 13 juillet 2005 concernant l'instauration d'une cotisation annuelle à charge de certains organismes, sont apportées les modifications suivantes :

1° le deuxième alinéa est complété par les mots « 406,15 (base 1971 = 100) »;

2° l'article est complété par les alinéas suivants :

« En vue du calcul de la cotisation pour une année déterminée, le montant visé à l'alinéa précédent est multiplié par une fraction dont le dénominateur est 406,15 et dont le numérateur est l'indice des prix à la consommation du mois de novembre de l'année qui précède celle pour laquelle la cotisation est due.

Par dérogation à l'alinéa précédent, l'augmentation du montant visé au deuxième alinéa n'est appliquée que si le montant dûment indexé est supérieur à 10 EUR au montant en vigueur. Le montant de l'augmentation est arrondi au nombre inférieur, multiple de 10 EUR. »

Art. 73. Ce chapitre produit ses effets le 1^{er} janvier 2005.

CHAPITRE III. — *Modifications de la loi du 13 août 2004 relative à l'autorisation d'implantations commerciales*

Art. 74. L'article 2, § 1^{er}, 3°, de la loi du 13 août 2004 relative à l'autorisation d'implantations commerciales, est complété par l'alinéa suivant :

« En cas d'extension, la surface commerciale nette à prendre en considération pour l'application de la présente loi est la surface totale après réalisation du projet d'implantation commerciale. »

Art. 75. Dans l'article 3, § 2, de la même loi la première phrase est remplacée par la disposition suivante :

« Les projets suivants relèvent de la procédure simplifiée prévue à l'article 10, à condition que l'implantation commerciale existante dispose au moment de l'extension ou du déménagement d'une autorisation délivrée sur la base de la loi du 29 juin 1975 sur les implantations commerciales, ou sur la base des articles 7, 8 ou 11 de la présente loi : ».

Art. 76. A l'article 4 de la même loi sont apportées les modifications suivantes :

1° au § 2, 1°, *b*), les mots « ce membre est secrétaire; » sont supprimés;

2° l'article est complété par un § 5, rédigé comme suit :

« § 5. Le Ministre qui a les Classes moyennes dans ses attributions désigne parmi les membres de son administration le secrétaire du Comité socio-économique national pour la distribution. Il participe aux réunions et travaux du Comité avec voix consultative. »

Art. 77. A l'article 11 de la même loi le § 4 et le § 5, alinéa 2, sont abrogés.

CHAPITRE IV. — *Modifications de la loi du 28 juillet 1992 portant des dispositions fiscales et financières*

Art. 78. L'article 74, § 1, 8°, de la loi du 28 juillet 1992 portant des dispositions fiscales et financières, inséré par la loi du 8 avril 2003, est complété par les mots suivants : « et de créer des filiales à cet effet ».

Art. 79. L'article 78 produit ses effets le 1^{er} janvier 2005.

CHAPITRE V. — *Modification de la loi du 19 décembre 2005 relative à l'information précontractuelle dans le cadre d'accords de partenariat commercial*

Art. 80. A l'article 10 de la loi du 19 décembre 2005 relative à l'information précontractuelle dans le cadre d'accords de partenariat commercial, les mots « le 1^{er} septembre 2005 » sont remplacés par les mots « à la date fixée par le Roi ».

Artikel 115 treedt in werking op een door de Koning te bepalen datum voor wat betreft de invoering van de §§ 1 tot 6 in artikel 23^{ter} van hetzelfde besluit. »

Art. 71. De artikelen 64 en 66 van dit hoofdstuk treden in werking op 1 januari 2006.

Artikel 70 treedt in werking op 31 december 2005.

HOOFDSTUK II. — *De jaarlijkse bijdrage ten laste van bepaalde instellingen*

Art. 72. In artikel 4 van de wet van 13 juli 2005 betreffende de invoering van een jaarlijkse bijdrage ten laste van bepaalde instellingen, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° het tweede lid wordt aangevuld met de woorden « 406,15 (basis 1971 = 100) »;

2° het artikel wordt aangevuld met volgende leden :

« Met het oog op de berekening van de bijdrage voor een bepaald jaar, wordt het in het vorige lid bedoelde bedrag vermenigvuldigd met een breuk waarvan de noemer gelijk is aan 406,15 en waarvan de teller gelijk is aan de index van de consumptieprijzen van de maand november van het jaar voorafgaand aan het bijdragejaar.

In afwijking van het vorige lid wordt de verhoging van het in het tweede lid genoemde bedrag slechts toegepast wanneer het geïndexeerde bedrag ervan minstens 10 EUR hoger is dan het geldende bedrag. Het bedrag van de verhoging wordt naar beneden afgerond tot een veelvoud van 10 EUR. »

Art. 73. Dit hoofdstuk heeft uitwerking met ingang van 1 januari 2005.

HOOFDSTUK III. — *Wijzigingen van de wet van 13 augustus 2004 betreffende de vergunning van handelsvestigingen*

Art. 74. Artikel 2, § 1, 3°, van de wet van 13 augustus 2004 betreffende de vergunning van handelsvestigingen, wordt aangevuld met het volgende lid :

« In geval van uitbreiding is de netto handelsoppervlakte die voor de toepassing van deze wet in aanmerking is te nemen, de totale oppervlakte na verwezenlijking van de ontwerp van handelsvestiging. »

Art. 75. In artikel 3, § 2, van dezelfde wet wordt de eerste zin vervangen als volgt :

« De volgende ontwerpvervalen onder de vereenvoudigde procedure bepaald in artikel 10, op voorwaarde dat de bestaande handelsvestiging op het ogenblik van de uitbreiding of van de verhuis beschikt over een vergunning die is verleend op basis van de wet van 29 juni 1975 op de handelsvestigingen, of op basis van de artikelen 7, 8 of 11 van deze wet : ».

Art. 76. In artikel 4 van dezelfde wet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in § 2, 1°, *b*), vervallen de woorden « dit lid is secretaris; »;

2° het artikel wordt aangevuld met een § 5, luidende :

« § 5. De Minister die bevoegd is voor Middenstand duidt onder de ambtenaren van zijn administratie de secretaris van het Nationaal Sociaal-Economische Comité voor de distributie aan. Hij neemt deel aan de vergaderingen en werkzaamheden van het Comité met adviserende stem. »

Art. 77. In artikel 11 van dezelfde wet worden § 4 en § 5, tweede lid, opgeheven.

HOOFDSTUK IV. — *Wijzigingen van de wet van 28 juli 1992 houdende fiscale en financiële bepalingen*

Art. 78. Artikel 74, § 1, 8°, van de wet van 28 juli 1992 houdende fiscale en financiële bepalingen, ingevoegd bij de wet van 8 april 2003, wordt aangevuld met de volgende woorden : « hiertoe filialen op te richten ».

Art. 79. Artikel 78 heeft uitwerking met ingang van 1 januari 2005.

HOOFDSTUK V. — *Wijziging van de wet van 19 december 2005 betreffende de precontractuele informatie bij commerciële samenwerkingsovereenkomsten*

Art. 80. In artikel 10 van de wet van 19 december 2005 betreffende de precontractuele informatie bij commerciële samenwerkingsovereenkomsten, worden de woorden « op 1 september 2005 » vervangen door de woorden « op een door de Koning bepaalde datum ».

TITRE XII. — Santé publique

CHAPITRE I^{er}. — *Modifications à la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994*

Section 1^{re}. — Radio-isotopes

Art. 81. L'article 22, 4°, de la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994, remplacé par la loi du 24 décembre 1999 et modifié par la loi du 10 août 2001, est remplacé comme suit :

« 4° décide de la transmission au Ministre des propositions de modification de la nomenclature des prestations de santé visée aux articles 23, § 2, 35, § 1^{er}, et 35, § 2^{ter}, sauf quand il s'agit d'une proposition élaborée par le Ministre conformément à l'article 35, § 2, 3°, auquel cas la proposition doit toujours être transmise au Ministre. »

Art. 82. A l'article 27 de la même loi, modifié par les lois des 25 janvier 1999, 24 décembre 1999, 10 août 2001 et 24 décembre 2002, sont apportées les modifications suivantes :

1° au premier alinéa, les mots « un Conseil technique des radio-isotopes », sont insérés entre les mots « un Conseil technique des moyens diagnostiques et de matériel de soins » et les mots « et un Conseil technique des implants »;

2° au deuxième alinéa, les mots « et à l'article 35, § 2^{ter} » sont insérés après les mots « article 35, § 2 ».

Art. 83. A l'article 29^{bis}, alinéa 4, de la même loi, le point 4°, inséré par la loi du 22 décembre 2003, est abrogé.

Art. 84. A l'article 34, alinéa 1^{er}, 5°, de la même loi, modifié par les lois des 2 janvier 2001, 22 décembre 2003 et 9 juillet 2004, le point d) est remplacé comme suit :

« d) les radio-isotopes, ».

Art. 85. A l'article 35 de la même loi, modifié par les lois des 20 décembre 1995, 25 avril 1997, 22 février 1998, 24 décembre 1999, 10 août 2001, 2 août 2002, 22 août 2002, 5 août 2003, 22 décembre 2003, 9 juillet 2004, 27 avril 2005 et par l'arrêté royal du 25 avril 1997, sont apportées les modifications suivantes :

1° au § 1^{er}, alinéa 1^{er}, la mention « , d) » est insérée entre les mots « prestations visées à l'article 34, alinéa 1^{er}, 5°, b), c) » et les mots « et e) »;

2° le § 2^{ter}, inséré par la loi du 22 décembre 2003, est remplacé par la disposition suivante :

« § 2^{ter}. Le Roi établit la nomenclature des prestations de santé visées à l'article 34, alinéa 1^{er}, 5°, d), et modifie celles-ci ainsi que leurs règles d'application. Il détermine la procédure qui doit être suivie par ceux qui demandent l'admission, une modification ou la suppression d'un produit sur la liste des radio-isotopes remboursables. Il définit en outre les délais et les obligations qui doivent être respectés en cas de demande d'admission, de modification ou de suppression. »

Art. 86. Les articles 81, 82, 84 et 85 entrent en vigueur le 1^{er} janvier 2006.

L'article 83 entre en vigueur à une date à fixer par le Roi.

Section 2. — Médicaments

Art. 87. L'article 29^{bis}, alinéa 3, de la même loi, inséré par la loi du 27 décembre 2004, est remplacé par l'alinéa suivant :

« La présidence de la Commission est assurée par un expert dans le domaine des médicaments, désigné pour une période de maximum 6 ans renouvelable par le Ministre qui a les affaires sociales dans ses attributions parmi les experts qui travaillent dans une institution universitaire. Cette fonction peut s'exercer soit à temps plein, soit à temps partiel. »

Art. 88. Dans l'article 35^{bis} de la même loi, inséré par la loi du 10 août 2001 et modifié par les lois des 24 décembre 2002, 22 décembre 2003, 9 juillet 2004 et 27 avril 2005, il est inséré un § 15, rédigé comme suit :

« § 15. Lorsque la liste des spécialités pharmaceutiques remboursables est adaptée de plein droit en vertu de la présente loi, il peut être dérogé aux compétences d'avis et d'accord légalement et réglementairement requises, moyennant information des instances concernées, sauf en ce qui concerne les compétences prévues par les lois sur le Conseil

TITEL XII. — Volksgezondheid

HOOFDSTUK I. — *Wijzigingen aan de wet betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen, gecoördineerd op 14 juli 1994*

Afdeling 1. — Radio-isotopen

Art. 81. Artikel 22, 4°, van de wet betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen, gecoördineerd op 14 juli 1994, vervangen bij de wet van 24 december 1999 en gewijzigd bij de wet van 10 augustus 2001, wordt vervangen als volgt :

« 4° beslist over het doorsturen aan de Minister van de voorstellen tot wijziging van de in de artikelen 23, § 2, 35, § 1, en 35, § 2^{ter}, bedoelde nomenclatuur van de geneeskundige verstrekkingen, behoudens wanneer het gaat om een voorstel uitgewerkt door de Minister overeenkomstig artikel 35, § 2, 3°, in welk geval het voorstel steeds moet worden doorgestuurd naar de Minister. »

Art. 82. In artikel 27 van dezelfde wet, gewijzigd bij de wetten van 25 januari 1999, 24 december 1999, 10 augustus 2001 en 24 december 2002, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste lid worden de woorden « een Technische Raad voor radio-isotopen » ingevoegd tussen de woorden « een Technische Raad voor diagnostische middelen en verzorgingsmiddelen » en de woorden « en een Technische Raad voor implantaten »;

2° in het tweede lid worden de woorden « en artikel 35, § 2^{ter} » ingevoegd na de woorden « artikel 35, § 2 ».

Art. 83. In artikel 29^{bis}, vierde lid, van dezelfde wet, wordt het punt 4°, ingevoegd bij de wet van 22 december 2003, opgeheven.

Art. 84. In artikel 34, eerste lid, 5°, van dezelfde wet, gewijzigd bij de wetten van 2 januari 2001, 22 december 2003 en 9 juli 2004, wordt het punt d) vervangen als volgt :

« d) de radio-isotopen, ».

Art. 85. In artikel 35 van dezelfde wet, gewijzigd door de wetten van 20 december 1995, 25 april 1997, 22 februari 1998, 24 december 1999, 10 augustus 2001, 2 augustus 2002, 22 augustus 2002, 5 augustus 2003, 22 december 2003, 9 juli 2004, 27 april 2005 en door het koninklijk besluit van 25 april 1997, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in § 1, eerste lid, wordt de vermelding « , d) » ingevoegd tussen de woorden « artikel 34, eerste lid, 5°, b), c) » en de woorden « en e) bedoelde verstrekkingen »;

2° § 2^{ter}, ingevoegd bij de wet van 22 december 2003, wordt vervangen als volgt :

« § 2^{ter}. De Koning stelt de nomenclatuur van de in artikel 34, eerste lid, 5°, d), bedoelde verstrekkingen vast en wijzigt deze alsmede de toepassingsregelen ervan. Hij legt de procedure vast die moet worden gevolgd door aanvragers die de aanneming, een wijziging of de schrapping van een product op de lijst van de vergoedbare radio-isotopen vragen. Hij bepaalt bovendien de termijnen en de verplichtingen die moeten worden nageleefd in geval van een verzoek tot aanneming, wijziging of schrapping. »

Art. 86. De artikelen 81, 82, 84 en 85 treden in werking op 1 januari 2006.

Het artikel 83 treedt in werking op een door de Koning te bepalen datum.

Afdeling 2. — Geneesmiddelen

Art. 87. Artikel 29^{bis}, derde lid, van dezelfde wet, ingevoegd bij de wet van 27 december 2004, wordt vervangen als volgt :

« Het voorzitterschap van de Commissie wordt waargenomen door een expert op het vlak van geneesmiddelen, aangeduid door de Minister bevoegd voor Sociale Zaken onder de deskundigen werkzaam bij een universitaire instelling voor een hernieuwbare duur van maximum 6 jaar. Deze functie kan zowel voltijds als deeltijds uitgeoefend worden. »

Art. 88. In artikel 35^{bis} van dezelfde wet, ingevoegd bij de wet van 10 augustus 2001 en gewijzigd bij de wetten van 24 december 2002, 22 december 2003, 9 juli 2004 en 27 april 2005, wordt een § 15 ingevoegd, luidende :

« § 15. Wanneer de lijst van vergoedbare farmaceutische specialiteiten van rechtswege krachtens deze wet wordt aangepast, kan worden afgeweken van de wettelijk en reglementair vereiste advies- en toestemmingsbevoegdheden, op voorwaarde dat de betrokken organen daarvan op de hoogte worden gebracht, behalve wat de bevoegdheden

d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973. »

Art. 89. L'article 35ter de la même loi, inséré par la loi du 2 janvier 2001 et modifié par la loi du 10 août 2001, l'arrêté royal du 27 novembre 2002, la loi du 27 avril 2005 et l'arrêté royal du 10 août 2005, est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 35ter. § 1^{er}. Une nouvelle base de remboursement est fixée pour les spécialités visées à l'article 34, alinéa 1^{er}, 5°, c), 1), lorsque qu'une spécialité pharmaceutique visée à l'article 34, alinéa 1^{er}, 5°, c), 2), contenant le même principe actif, est remboursable, et que la base de remboursement de cette dernière est ou était, au moment de son admission, inférieure d'au moins 16 p.c. par rapport à celle desdites spécialités. Pour comparer les bases de remboursement des spécialités les unes aux autres, il est tenu compte du nombre d'unités pharmaceutiques par conditionnement, mais ni de la forme d'administration, ni du dosage.

Cette nouvelle base de remboursement est calculée sur base d'un prix théorique ex-usine, calculé comme suit : le prix actuel ex-usine est réduit de 30 p.c. et majoré ensuite des marges pour la distribution et la délivrance telles qu'elles sont accordées par le Ministre qui a les Affaires économiques dans ses attributions et qu'elles sont d'application aux spécialités pharmaceutiques délivrées dans des officines ouvertes au public, d'une part, et pour celles délivrées dans une pharmacie hospitalière, d'autre part, ainsi que du taux actuel de la T.V.A.

Le Roi peut modifier les pourcentages visés aux alinéas 1^{er} et 2 pour les spécialités et/ou conditionnements qu'il détermine, selon les règles et conditions qu'il détermine.

L'adaptation de la base de remboursement visée à l'alinéa 1^{er} a lieu de plein droit au 1^{er} janvier et au 1^{er} juillet de chaque année; la liste des spécialités pharmaceutiques remboursables adaptée est néanmoins publiée par arrêté ministériel au *Moniteur belge* dans le courant du deuxième mois qui précède la date d'entrée en vigueur des nouvelles bases de remboursement concernées.

§ 2. La réduction visée au § 1^{er} n'est pas appliquée à la forme injectable des spécialités ou dont la forme d'administration est reconnue comme ayant une valeur thérapeutique spécifique significativement supérieure, sauf si une spécialité remboursable visée à l'article 34, alinéa 1^{er}, 5°, c), 2), contenant le même principe actif et ayant la même forme d'administration, a une base de remboursement qui est ou était, au moment de son admission, inférieure d'au moins 16 p.c. par rapport à la base de remboursement de la spécialité qui demande l'application de la présente exception.

La valeur thérapeutique spécifique significativement supérieure d'une forme d'administration est reconnue selon les conditions fixées par le Roi, par comparaison avec les autres formes d'administration des spécialités remboursables contenant le même principe actif.

La liste peut être adaptée mensuellement et de plein droit pour tenir compte des exceptions reconnues.

§ 3. Pour les spécialités dont la base de remboursement a été réduite sur base du § 1^{er}, les demandeurs doivent opter, selon les règles et conditions définies par le Roi, entre les trois options suivantes :

1° soit le prix public est maintenu au niveau qui était le sien au moment de l'établissement de la nouvelle base de remboursement;

2° soit le prix public est réduit à un niveau qui est supérieur à celui de la nouvelle base de remboursement;

3° soit le prix public est réduit au niveau de la nouvelle base de remboursement.

La liste peut être adaptée mensuellement et de plein droit pour tenir compte des diminutions volontaires de prix visées aux 2° et 3°.

§ 4. Si, postérieurement à la fixation de la nouvelle base de remboursement sur base du § 1^{er}, il s'avère qu'il n'y a plus dans la liste aucune spécialité remboursable qui réponde aux critères pouvant donner lieu à l'application du § 1^{er}, alors les demandeurs des spécialités dont la base de remboursement a été réduite sur base du § 1^{er} bénéficient d'une des mesures suivantes :

1° soit, lorsqu'il a été fait application du § 3, 1°, ou 2°, la base de remboursement est ramenée de plein droit à un montant équivalent au prix public;

2° soit, lorsqu'il a été fait application du § 3, 3°, la base de remboursement est maintenue au niveau qui est le sien suite à l'application du § 1^{er}. Si plus tard une spécialité pharmaceutique peut à nouveau donner lieu à l'application du § 1^{er}, ces spécialités sont exemptées de la réduction.

betreft waarin is voorzien in de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973. »

Art. 89. Artikel 35ter van dezelfde wet, ingevoegd bij de wet van 2 januari 2001 en gewijzigd bij de wet van 10 augustus 2001, het koninklijk besluit van 27 november 2002, de wet van 27 april 2005 en het koninklijk besluit van 10 augustus 2005, wordt vervangen als volgt :

« Art. 35ter. § 1. Een nieuwe vergoedingsbasis wordt vastgesteld voor de specialiteiten, bedoeld in artikel 34, eerste lid, 5°, c), 1), wanneer een farmaceutische specialiteit bedoeld in artikel 34, eerste lid, 5°, c), 2), die hetzelfde werkzaam bestanddeel bevat, vergoedbaar is en wanneer de vergoedingsbasis van die laatste op het ogenblik van haar aanneming ten minste 16 pct lager ligt of lag ten opzichte van de vergoedingsbasis van de genoemde specialiteiten. Om de vergoedingsbasissen van de specialiteiten met elkaar te vergelijken, wordt rekening gehouden met het aantal farmaceutische eenheden per verpakking, maar niet met de toedieningsvorm, noch met de dosering.

Die nieuwe vergoedingsbasis wordt berekend op basis van een theoretische prijs buiten bedrijf, die als volgt wordt berekend : de geldende prijs buiten bedrijf wordt verlaagd met 30 pct. en vervolgens verhoogd met de marges voor de verdeling en voor de verhandstelling zoals toegekend door de Minister bevoegd voor Economische Zaken en van toepassing op de farmaceutische specialiteiten afgeleverd in een apotheek open voor het publiek, enerzijds, of afgeleverd door een ziekenhuisapotheek, anderzijds, alsook met de geldende BTW-voet.

De Koning kan de percentages, bedoeld in het eerste en tweede lid, wijzigen voor de specialiteiten en/of verpakkingen die Hij bepaalt, volgens de regels en voorwaarden die Hij bepaalt.

De aanpassing van de vergoedingsbasis, bedoeld in het eerste lid, vindt van rechtswege plaats op 1 januari en op 1 juli van elk jaar; de aangepaste lijst van de vergoedbare farmaceutische specialiteiten wordt evenwel bij Ministerieel besluit bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* in de loop van de tweede maand die voorafgaat aan de datum van inwerkingtreding van de betrokken nieuwe vergoedingsbasissen.

§ 2. De vermindering, bedoeld in § 1, wordt niet toegepast op de injecteerbare vorm van specialiteiten of waarvan de toedieningsvorm erkend is als een vorm met een beduidend hogere specifieke therapeutische waarde, behalve wanneer een vergoedbare specialiteit bedoeld in artikel 34, eerste lid, 5°, c), 2), met hetzelfde werkzaam bestanddeel en dezelfde toedieningsvorm, een vergoedingsbasis heeft die minstens 16 pct lager ligt of lag op het ogenblik van haar aanneming dan de vergoedingsbasis van de specialiteit waarvoor de toepassing van deze uitzondering gevraagd wordt.

De beduidend hogere specifieke therapeutische waarde van een toedieningsvorm wordt erkend volgens de voorwaarden die de Koning bepaalt, door vergelijking met de andere toedieningsvormen van de vergoedbare specialiteiten die hetzelfde werkzaam bestanddeel bevatten.

De lijst kan maandelijks en van rechtswege worden aangepast opdat rekening wordt gehouden met de erkende uitzonderingen.

§ 3. Voor de specialiteiten waarvan de vergoedingsbasis is verlaagd op basis van § 1, moeten de aanvragers volgens de regels en voorwaarden die door de Koning zijn vastgesteld, tussen de drie volgende opties kiezen :

1° ofwel wordt de verkoopprijs aan publiek behouden op het niveau dat de prijs had op het ogenblik dat de nieuwe vergoedingsbasis werd vastgesteld;

2° ofwel wordt de verkoopprijs aan publiek verlaagd tot op een niveau dat superieur is aan dit van de nieuwe vergoedingsbasis;

3° ofwel wordt die prijs verlaagd tot het niveau van de nieuwe vergoedingsbasis.

De lijst kan maandelijks en van rechtswege worden aangepast opdat rekening wordt gehouden met de vrijwillige prijsverlagingen, bedoeld in 2° en 3°.

§ 4. Als na de vaststelling van de nieuwe vergoedingsbasis op grond van § 1 blijkt dat er op de lijst geen enkele vergoedbare specialiteit meer voorkomt die aan de criteria voor de toepassing van § 1 voldoet, genieten de aanvragers van specialiteiten waarvan de vergoedingsbasis is verlaagd op basis van § 1, van een van de volgende maatregelen :

1° ofwel, wanneer § 3, 1° of 2°, is toegepast, wordt de vergoedingsbasis van rechtswege teruggebracht tot een bedrag dat gelijk is aan de verkoopprijs aan publiek;

2° ofwel, wanneer § 3, 3°, is toegepast, wordt de vergoedingsbasis behouden op het niveau dat hij had naar aanleiding van de toepassing van § 1. Wanneer een farmaceutische specialiteit later opnieuw aanleiding kan geven tot de toepassing van § 1, worden deze specialiteiten vrijgesteld van de vermindering.

Les modalités suivant lesquelles il est indiqué qu'une spécialité pharmaceutique est exemptée de l'application du § 1^{er}, sont fixées par le Roi.

Art. 90. L'article 89 entre en vigueur le 1^{er} janvier 2006.

Art. 91. L'article 37, § 2, de la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994, modifié par les lois du 24 décembre 1999 et 10 août 2001, est complété par l'alinéa suivant :

« Dans les limites des conditions ainsi fixées par le Roi, le Ministre peut de plein droit adapter la liste des spécialités pharmaceutiques remboursables en ce qui concerne le montant de l'intervention personnelle. »

Art. 92. L'article 34, alinéa 1^{er}, 5^o, c), 2) de la même loi, modifié par les lois du 2 janvier 2001 et du 22 décembre 2003, est remplacé par la disposition suivante :

« 2) les médicaments enregistrés conformément à l'article 2, 8^o, tirets 2 et 3, de l'arrêté royal du 3 juillet 1969 relatif à l'enregistrement des médicaments, dans des conditions à déterminer par le Roi. »

Art. 93. A l'article 35bis de la même loi, inséré par la loi du 10 août 2001 et modifiés par les lois des 24 décembre 2002, 22 décembre 2003, 9 juillet 2004 et 27 avril 2005, sont apportées les modifications suivantes :

1^o le § 1^{er} est complété par l'alinéa suivant :

« Le Ministre peut annuellement procéder de plein droit et sans tenir compte des règles de procédure visées dans la présente loi à la republication de la liste intégrale des spécialités pharmaceutiques remboursables, sans y apporter de modifications sur le plan du contenu. »;

2^o au § 2, alinéa 1^{er}, 1^o, la définition de la classe 3 est remplacée par la disposition suivante :

« — classe 3 : spécialités enregistrées conformément à l'article 2, 8^o, tirets 2 et 3, de l'arrêté royal du 3 juillet 1969 relatif à l'enregistrement des médicaments, dans des conditions à déterminer par le Roi. »

3^o au § 4, alinéa 5, sont apportées les modifications suivantes :

— les mots « sur la base du § 2, 2^o » sont remplacés par les mots « en raison de considérations budgétaires »;

— les mots « du prix et » sont insérés entre les mots « propositions d'adaptation » et les mots « de la base de remboursement »;

— les mots « au regard de la sécurité et/ou de l'efficacité » sont remplacés par les mots « au regard de la sécurité (quant au confort et aux effets indésirables) et/ou de l'efficacité »;

4^o au § 9 les mots « conformément aux conditions fixées par le Règlement CE n^o 141/2000 du Parlement européen et du Conseil du 16 décembre 1999 en matière de médicaments orphelins » sont remplacés par les mots « soit conformément aux conditions du règlement CE n^o 141/2000 du Parlement européen et du Conseil du 16 décembre 1999 en matière de médicaments orphelins, soit conformément aux conditions de l'article 25, § 7, de l'arrêté royal du 3 juillet 1969 relatif à l'enregistrement des médicaments ».

Art. 94. A l'article 35quater, alinéa 2, de la même loi, inséré par la loi du 27 avril 2005, sont apportées les modifications suivantes :

1^o les mots « article 34, alinéa 1^{er}, 5^o, c), 1) et 2) » et les mots « à l'article 34, alinéa 1^{er}, 5^o, c), 1) ou 2) » sont remplacés par les mots « article 34, alinéa 1^{er}, 5^o, c), 1) »;

2^o les mots « au regard de la sécurité et/ou de l'efficacité » sont remplacés par les mots « au regard de la sécurité (quant au confort et aux effets indésirables) et/ou de l'efficacité ».

Art. 95. L'article 37, § 3, alinéas 1^{er}, 2, 3 et 4, de la même loi, modifié par les lois des 22 décembre 2003 et 9 juillet 2004 et par l'arrêté royal du 21 février 1997, est remplacé comme suit :

« § 3. Pour les médicaments visés à l'article 34, alinéa 1^{er}, 5^o, b), c), d) et e), qui sont dispensés aux bénéficiaires qui sont pris en charge dans des catégories d'hôpitaux qu'il définit, le Roi peut prévoir des règles spécifiques relatives à l'intervention de l'assurance soins de santé et à l'intervention personnelle des bénéficiaires. Le champ d'application de ce paragraphe peut, à une date à déterminer par le Roi, être étendu à tous les médicaments visés à l'article 34, alinéa 1^{er}, 5^o, b), c), d) et e), qui sont délivrés dans une officine hospitalière.

De regels die gevolgd dienen te worden wanneer is aangegeven dat een farmaceutische specialiteit is vrijgesteld van de toepassing van § 1^{er}, worden vastgesteld door de Koning.

Art. 90. Artikel 89 treedt in werking op 1 januari 2006.

Art. 91. Artikel 37, § 2, van de wet betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen, gecoördineerd op 14 juli 1994, gewijzigd bij de wetten van 24 december 1999 en 10 augustus 2001, wordt aangevuld met het volgende lid :

« Binnen de grenzen van de voorwaarden die de Koning aldus heeft vastgesteld, kan de Minister van rechtswege de lijst van vergoedbare farmaceutische specialiteiten aanpassen, met betrekking tot het bedrag van het persoonlijk aandeel. »

Art. 92. Artikel 34, eerste lid, 5^o, c), 2), van dezelfde wet, gewijzigd bij de wetten van 2 januari 2001 en 22 december 2003, wordt vervangen als volgt :

« 2) geneesmiddelen geregistreerd volgens artikel 2, 8^o, tweede en derde streepje, van het koninklijk besluit van 3 juli 1969 betreffende de registratie van geneesmiddelen, onder door de Koning te bepalen voorwaarden. »

Art. 93. In artikel 35bis van dezelfde wet, ingevoegd bij de wet van 10 augustus 2001 en gewijzigd bij de wetten van 24 december 2002, 22 december 2003, 9 juli 2004 en 27 april 2005, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1^o § 1 wordt aangevuld met het volgende lid :

« De Minister kan jaarlijks van rechtswege en zonder rekening te houden met de in deze wet vastgestelde procedurevoorschriften overgaan tot de herpublicatie van de integrale lijst van vergoedbare farmaceutische specialiteiten, zonder dat daarbij inhoudelijke wijzigingen worden aangebracht. »;

2^o in § 2, eerste lid, 1^o, wordt de definitie van klasse 3 vervangen als volgt :

« — klasse 3 : specialiteiten geregistreerd volgens artikel 2, 8^o, tweede en derde streepje, van het koninklijk besluit van 3 juli 1969 betreffende de registratie van geneesmiddelen, onder door de Koning te bepalen voorwaarden. »

3^o in § 4, vijfde lid, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

— de woorden « op basis van § 2, 2^o » worden vervangen door de woorden « wegens budgettaire overwegingen »;

— de woorden « van de prijs en » worden ingevoegd tussen de woorden « voorstellen tot aanpassing » en de woorden « van de vergoedingsbasis »;

— de woorden « voor de veiligheid en/of de doeltreffendheid » worden vervangen door de woorden « voor de veiligheid (wat het comfort en de ongewenste effecten betreft) en de doeltreffendheid »;

4^o in § 9 worden de woorden « die overeenkomstig de voorwaarden van de verordening EG nr. 141/2000 van het Europees Parlement en de Raad van 16 december 1999 inzake weesgeneesmiddelen » vervangen door de woorden « die hetzij overeenkomstig de voorwaarden van de verordening EG nr. 141/2000 van het Europees Parlement en de Raad van 16 december 1999 inzake weesgeneesmiddelen, hetzij overeenkomstig de voorwaarden van artikel 25, § 7, van het koninklijk besluit van 3 juli 1969 betreffende de registratie van geneesmiddelen ».

Art. 94. In artikel 35quater, tweede lid, van dezelfde wet, ingevoegd bij de wet van 27 april 2005, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1^o de woorden « artikel 34, eerste lid, 5^o, c), 1) en 2) » en de woorden « artikel 34, eerste lid, 5^o, c), 1) of 2) » worden vervangen door de woorden « artikel 34, eerste lid, 5^o, c), 1) »;

2^o de woorden « voor de veiligheid en/of de doeltreffendheid » worden vervangen door de woorden « voor de veiligheid (wat betreft het comfort en de ongewenste effecten) en/of de doeltreffendheid ».

Art. 95. Artikel 37, § 3, eerste, tweede, derde en vierde lid, van dezelfde wet, gewijzigd bij de wetten van 22 december 2003 en 9 juli 2004 en het koninklijk besluit van 21 februari 1997, wordt vervangen als volgt :

« § 3. Voor de in artikel 34, eerste lid, 5^o, b), c), d) en e), bedoelde geneesmiddelen, die worden verstrekt aan rechthebbenden opgenomen in de categorieën van ziekenhuizen die Hij aanduidt, kan de Koning in bijzondere regelen voorzien met betrekking tot de tegemoetkoming van de verzekering voor geneeskundige verzorging en het persoonlijk aandeel van de rechthebbenden. Het toepassingsgebied van deze paragraaf kan op een door de Koning te bepalen datum worden uitgebreid tot alle in artikel 34, eerste lid, 5^o, b), c), d) en e), bedoelde geneesmiddelen die door een ziekenhuisofficina worden afgeleverd.

Cette intervention personnelle peut consister en un montant fixe par journée d'hospitalisation, à charge de tous les bénéficiaires pris en charge dans un hôpital, pour l'ensemble des médicaments visés à l'alinéa précédent qui y sont dispensés. L'intervention personnelle des bénéficiaires peut également concerner les médicaments visés à l'alinéa précédent qui ne sont pas repris dans la liste des spécialités pharmaceutiques remboursables visée à l'article 35bis.

Les médicaments visés à l'alinéa 1^{er} sont remboursés sur base d'un montant forfaitaire à concurrence d'un pourcentage à fixer par le Roi, à l'exception des médicaments visés à l'alinéa 1^{er} qui sont repris sur une liste qui est établie par le Ministre selon les modalités définies par le Roi.

Le budget global des montants forfaitaires est établi annuellement par le Conseil général, après avis de la Commission de contrôle budgétaire, et est divisé suivant les règles déterminées par le Roi. Le Comité de l'assurance est chargé du suivi des contentieux, selon la procédure fixée par le Roi. »

Art. 96. L'article 95 entre en vigueur à une date à déterminer par le Roi.

Section 3. — Dispositions diverses

Sous-section 1^{re}. — Conclusions de conventions avec les laboratoires de biologie clinique

Art. 97. L'article 22, alinéa 1^{er}, de la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994, modifié par la loi du 20 décembre 1995, les arrêtés royaux du 13 avril 1997 et du 25 avril 1997 et les lois des 22 février 1998, 25 janvier 1999, 24 décembre 1999 et 10 août 2001, est complété comme suit :

« 17° conclut des conventions avec les laboratoires de biologie clinique qui ont été reconnus sur base des critères fixés par le Roi comme centres de référence pour les prestations de microbiologie ou de biologie moléculaire qu'il désigne, pour autant que ces prestations ne soient pas remboursées via la nomenclature des prestations de santé visée à l'article 35, § 1^{er}. Les critères susmentionnés fixés par le Roi sont de nature technique ou scientifique ou sont en rapport avec la programmation. »

Art. 98. L'article 97 produit ses effets le 1^{er} janvier 2005.

Sous-section 2. — Soins prestés dans les centres de court séjour

Art. 99. Dans l'article 34, alinéa 1^{er}, 12°, de la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994, modifié par la loi du 24 décembre 1999, les mots « fournies par des maisons de repos pour personnes âgées, agréées par l'autorité compétente » sont remplacés par les mots « fournies par des maisons de repos pour personnes âgées ou par des centres de court séjour, et qui sont agréés par l'autorité compétente, ».

Sous-section 3. — Sevrage tabagique des femmes enceintes

Art. 100. L'article 34, alinéa 1^{er}, 24°, de la même loi, modifié par la loi du 27 décembre 2004, est remplacé par la disposition suivante :

« 24° l'intervention dans l'assistance et l'aide médicamenteuse de sevrage tabagique chez les femmes enceintes et leur partenaire. »

Art. 101. A l'article 37, § 20, de la même loi, inséré par la loi du 22 février 1998 et modifié par la loi du 27 avril 2005, sont apportées les modifications suivantes :

1° les mots « à l'article 34, 14° et 25° » sont remplacés par les mots « à l'article 34, 14°, 24° et 25° »;

2° les mots « cette intervention est accordée » sont remplacés par les mots « ces interventions sont accordées »;

3° un deuxième alinéa est ajouté, rédigé comme suit :

« Le Roi peut décider d'étendre l'intervention fixée pour la prestation visée à l'article 34, 24°, au-delà de l'accouchement, pour une période n'excédant pas six mois. »

Sous-section 4. — Intervention majorée de l'assurance

Art. 102. L'article 37, § 19, 5°, de la même loi, remplacé par la loi du 9 juillet 2004, est remplacé par la disposition suivante :

« 5° a) les enfants, inscrits comme titulaires, qui sont atteints d'une incapacité physique ou mentale d'au moins 66 %;

b) les personnes à charge des enfants visés au a);

c) les enfants inscrits à charge des titulaires visés aux articles 32 et 33, qui sont atteints d'une incapacité physique ou mentale d'au moins 66 %.

Dat persoonlijk aandeel kan bestaan in een vast bedrag per verpleegdag, ten laste van alle in een ziekenhuis opgenomen rechthebbers, voor het geheel van de aldaar verstrekte geneesmiddelen als bedoeld in het vorige lid. Het persoonlijk aandeel van de rechthebbers kan eveneens betrekking hebben op de in het vorige lid bedoelde geneesmiddelen die niet zijn opgenomen in de in artikel 35bis bedoelde lijst van vergoedbare farmaceutische specialiteiten.

De in het eerste lid bedoelde geneesmiddelen worden vergoed op basis van een forfaitair bedrag ten belope van een door de Koning te bepalen percentage, met uitzondering van de in het eerste lid bedoelde geneesmiddelen die voorkomen op een door de Minister, volgens nadere door de Koning te bepalen regels, op te stellen lijst.

Het globaal budget van de forfaitaire bedragen wordt jaarlijks vastgesteld door de Algemene Raad, na advies van de Commissie voor begrotingscontrole, en wordt verdeeld volgens nadere door de Koning te bepalen regels. Het verzekeringscomité is belast met de afhandeling van de geschillen, volgens de door de Koning bepaalde procedure. »

Art. 96. Artikel 95 treedt in werking op een door de Koning te bepalen datum.

Afdeling 3. — Diverse bepalingen

Onderafdeling 1. — Sluiten van overeenkomsten met laboratoria van klinische biologie

Art. 97. Artikel 22, eerste lid, van de wet betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen, gecoördineerd op 14 juli 1994, gewijzigd bij de wet van 20 december 1995, de koninklijke besluiten van 13 april 1997 en 25 april 1997 en de wetten van 22 februari 1998, 25 januari 1999, 24 december 1999 en 10 augustus 2001, wordt aangevuld als volgt :

« 17° sluit overeenkomsten af met de laboratoria voor klinische biologie die werden erkend op basis van door de Koning vastgestelde criteria als referentiecentra voor de prestaties van microbiologie of moleculaire biologie die Hij aanduidt, voor zover deze verstrekkingen niet worden vergoed via de nomenclatuur van de geneeskundige verstrekkingen bedoeld in artikel 35, § 1. De voormelde door de Koning, criteria zijn van technische of wetenschappelijke aard, of hebben betrekking op de programmatie. »

Art. 98. Artikel 97 heeft uitwerking met ingang van 1 januari 2005.

Onderafdeling 2. — Verzorging verleend in centra voor kortverblijf

Art. 99. In artikel 34, eerste lid, 12°, van de wet betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen, gecoördineerd op 14 juli 1994, gewijzigd bij de wet van 24 december 1999, worden de woorden « verleend door rustoorden voor bejaarden die door de bevoegde overheid erkend zijn » vervangen door de woorden « verleend door rustoorden voor bejaarden of door centra voor kortverblijf, en die erkend zijn door de bevoegde overheid ».

Onderafdeling 3. — Tabaksontwenning bij zwangere vrouwen

Art. 100. Artikel 34, eerste lid, 24°, van dezelfde wet, gewijzigd bij de wet van 27 december 2004, wordt vervangen als volgt :

« 24° de tussenkomst in de bijstand en de farmaceutische hulp voor tabaksontwenning bij zwangere vrouwen en hun partner. »

Art. 101. In artikel 37, § 20, van dezelfde wet, ingevoegd bij de wet van 22 februari 1998 en gewijzigd bij de wet van 27 april 2005, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° de woorden « in artikel 34, 14° en 25° » worden vervangen door de woorden « in artikel 34, 14°, 24° en 25° »;

2° de woorden « die tegemoetkoming wordt toegekend » worden vervangen door de woorden « die tegemoetkomingen worden toegekend »;

3° een tweede lid wordt toegevoegd, luidend als volgt :

« De Koning kan beslissen de tegemoetkoming voor de verstrekking bedoeld in artikel 34, 24°, na de bevalling te verlengen, voor een maximale periode van 6 maanden. »

Onderafdeling 4. — Verhoogde verzekeringstegemoetkomingen

Art. 102. Artikel 37, § 19, 5°, van dezelfde wet, vervangen bij de wet van 9 juli 2004, wordt vervangen als volgt :

« 5° a) de kinderen, ingeschreven als gerechtigden, die getroffen zijn door een lichamelijke of geestelijke ongeschiktheid van ten minste 66 %;

b) de personen die ten laste zijn van de kinderen vermeld onder a);

c) de kinderen, ingeschreven ten laste van de in de artikelen 32 en 33 bedoelde gerechtigden, die getroffen zijn door een lichamelijke of geestelijke ongeschiktheid van ten minste 66 %.

L'incapacité visée sous a) et c) est constatée par un médecin de la Direction générale Personnes handicapées du Service public fédéral Sécurité sociale.

Le Roi détermine les règles selon lesquelles l'incapacité physique ou mentale d'au moins 66 % est constatée. »

Art. 103. L'article 102 produit ses effets le 1^{er} mai 2003.

Sous-section 5. — Indexation des prestations de santé

Art. 104. L'article 51, § 2, de la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994, modifiée par les lois des 24 décembre 1999, 12 août 2000, 14 janvier 2002 et 22 août 2002, et par l'arrêté royal du 17 septembre 2005, est complété par l'alinéa suivant :

« Après approbation des objectifs budgétaires annuels partiels d'une année x par le Conseil général, une commission de convention ou d'accord ne peut constater qu'il y a une marge pour indexer les prestations de santé au 1^{er} janvier de l'année x, conformément aux modalités fixées par le Roi en vertu de l'article 207bis, qu'à une date antérieure au 31 décembre de l'année (x-1) et si le montant de l'indexation est prévu dans l'objectif budgétaire pour l'année x. Passé cette date il revient au Conseil général, après avis de la Commission de contrôle budgétaire, de déterminer s'il y a une marge suffisante pour indexer les prestations de santé qui interviennent alors le premier jour du mois qui suit la décision du Conseil général. »

Sous-section 6. — Montants de référence

Art. 105. A l'article 56ter de la même loi, inséré par la loi du 22 août 2002 et modifié par les lois des 24 décembre 2002 et 27 avril 2005, sont apportées les modifications suivantes :

1° le § 1^{er} est complété comme suit :

« Le Roi peut étendre l'application des montants de référence aux prestations dispensées au cours d'un séjour en milieu hospitalier qui donne lieu au paiement d'un forfait de journée comme visé dans l'accord en vigueur en application de l'article 46, ou au cours de tout séjour donnant lieu au paiement d'un prix de journée d'entretien. »;

2° le § 4 est remplacé comme suit :

« § 4. Les montants de référence concernés sont calculés annuellement par la cellule technique visée à l'article 155 de la loi du 29 avril 1996 portant des dispositions sociales, sur la base des données dont il est question au § 3 concernant les prestations visées au § 1^{er}. Les montants de référence sont communiqués à la structure multipartite en matière de politique hospitalière visée à l'article 153 de la loi du 29 avril 1996 portant des dispositions sociales et sont fixés par arrêté royal.

Les montants de référence annuels par admission sont fixés pour la première fois pour l'année 2003 et sont calculés sur la base des données visées à l'alinéa 1^{er} concernant les admissions qui prennent fin après le 30 septembre 2002 et avant le 1^{er} janvier 2004. »;

3° le § 5 est remplacé comme suit :

« § 5. Lorsque les dépenses réelles relatives à l'ensemble des admissions visées au § 1^{er}, en tenant compte des limitations visées au § 2, dépassent dans un hôpital de 10 p.c. au moins les dépenses de référence calculées conformément au § 4, la différence est remboursée par l'hôpital à l'Institut, à charge des honoraires portés en compte à l'assurance. Pour les admissions qui prennent fin après le 31 décembre 2004, cette disposition s'applique dès que les dépenses réelles pour l'ensemble des admissions dans un hôpital visées au § 1^{er} dépassent les dépenses de référence calculées conformément au § 4.

Pour les admissions qui prennent fin après le 31 décembre 2005, le mode de calcul modifié suivant, scindé en deux parties, s'applique :

a. Sélection des hôpitaux qui entrent en ligne de compte pour la réclamation effective des montants à rembourser :

— calcul par hôpital des différences entre, d'une part, les dépenses réelles afférentes aux admissions telles que visées à l'alinéa précédent et, d'autre part, les dépenses de référence calculées selon les modalités telles que mentionnées au § 2 et au § 3;

— totalisation par hôpital des résultats positifs et négatifs de ces calculs; seuls les hôpitaux pour lesquels le résultat de cette totalisation est positif entrent en ligne de compte pour le remboursement.

De ongeschiktheid bedoeld onder a) en c) wordt vastgesteld door een geneesheer van de Directie-generaal Personen met een handicap van de Federale Overheidsdienst Sociale Zekerheid.

De Koning bepaalt de regels volgens welke de lichamelijke of geestelijke ongeschiktheid van ten minste 66 % wordt vastgesteld. »

Art. 103. Artikel 102 heeft uitwerking met ingang van 1 mei 2003.

Onderafdeling 5. — Indexering van geneeskundige verstrekkingen

Art. 104. Artikel 51, § 2, van de wet betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen, gecoördineerd op 14 juli 1994, gewijzigd bij de wetten van 24 december 1999, 12 augustus 2000, 14 januari 2002 en 22 augustus 2002, en bij het koninklijk besluit van 17 september 2005, wordt aangevuld met het volgende lid :

« Na goedkeuring van de jaarlijkse partiële begrotingsdoelstellingen van een jaar x door de Algemene Raad, kan een overeenkomsten- of akkoordencommissie slechts constateren dat er een marge is om de geneeskundige verstrekkingen te indexeren op 1 januari van het jaar x, overeenkomstig de krachtens artikel 207bis door de Koning vastgestelde modaliteiten, vóór 31 december van het jaar (x-1) en indien het bedrag van de indexering is voorzien in de begrotingsdoelstelling voor het jaar x. Eens deze datum is verstreken komt het aan de Algemene Raad toe om, na advies van de Commissie voor begrotingscontrole, te bepalen of er een voldoende marge is om de geneeskundige verstrekkingen te indexeren. De indexering zal dan gebeuren op de eerste dag van de maand die volgt op de beslissing van de Algemene Raad. »

Onderafdeling 6 - Referentiebedragen

Art. 105. In artikel 56ter van dezelfde wet, ingevoegd bij de wet van 22 augustus 2002, en gewijzigd bij de wetten van 24 december 2002 en 27 april 2005, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° § 1 wordt aangevuld als volgt :

« De Koning kan de toepassing van de referentiebedragen uitbreiden tot de verstrekkingen verleend tijdens een verblijf in het ziekenhuis dat aanleiding geeft tot de betaling van een dagforfait zoals bedoeld in de geldende overeenkomst bij toepassing van artikel 46, of tijdens om het even welk verblijf dat aanleiding geeft tot de betaling van een verpleegdagprijs. »;

2° § 4 wordt vervangen als volgt :

« § 4. De betrokken referentiebedragen worden jaarlijks berekend door de technische cel bedoeld in artikel 155 van de wet van 29 april 1996 houdende sociale bepalingen, op basis van de in § 3 bedoelde gegevens met betrekking tot de in § 1 bedoelde verstrekkingen. De referentiebedragen worden meegedeeld aan de in artikel 153 van de wet van 29 april 1996 houdende sociale bepalingen bedoelde multipartite-structuur inzake ziekenhuisbeleid en worden vastgesteld bij koninklijk besluit.

De jaarlijkse referentiebedragen per opname worden voor de eerste maal vastgesteld voor het jaar 2003 en worden berekend op basis van de in het eerste lid bedoelde gegevens met betrekking tot de opnames die na 30 september 2002 en voor 1 januari 2004 worden beëindigd. »;

3° § 5 wordt vervangen als volgt :

« § 5. Wanneer de werkelijke uitgaven voor het geheel van de in § 1 bedoelde opnames, rekening houdend met de in § 2 bedoelde beperkingen, in een ziekenhuis de overeenkomstig § 4 berekende referentieuitgaven met ten minste 10 pct. overtreffen wordt het verschil door het ziekenhuis teruggestort aan het Instituut ten laste van de aan de verzekering aangerekende honoraria. Voor de opnames die na 31 december 2004 worden beëindigd, geldt deze bepaling van zodra de werkelijke uitgaven voor het geheel van de in § 1 bedoelde opnames in een ziekenhuis de overeenkomstig § 4 berekende referentieuitgaven overtreffen.

Voor de opnames die worden beëindigd na 31 december 2005 geldt volgende gewijzigde berekeningswijze, die in twee onderdelen opgedeeld wordt :

a. Selectie van de ziekenhuizen die in aanmerking komen voor effectieve opvoeding van de terug te storten bedragen :

— berekening per ziekenhuis van de verschilbedragen tussen enerzijds de werkelijke uitgaven voor de opnames zoals bedoeld in het vorige lid, en anderzijds de referentieuitgaven berekend volgens de modaliteiten, zoals opgegeven in § 2 en § 3;

— totalisatie per ziekenhuis van de positieve en negatieve resultaten van deze berekeningen; enkel de ziekenhuizen voor wie het resultaat van deze totalisatie positief is, komen in aanmerking voor terugstorting.

b. Calcul des montants effectifs à rembourser pour les hôpitaux sélectionnés sous a :

— recalcul par hôpital des différences entre, d'une part, les dépenses réelles afférentes aux admissions telles que visées à l'alinéa précédent et, d'autre part, la dépense médiane correspondante, par APR-DRG, par degré de gravité clinique 1 ou 2 et par groupe de prestations;

— toutes les différences positives des calculs effectués ci-dessus par hôpital constituent les montants effectifs à rembourser pour les hôpitaux sélectionnés sous a., pour autant que la somme de ces différences positives soit supérieure à 1.000 EUR.

L'Institut calcule les montants à rembourser sur la base des données fournies par la cellule technique et communique le résultat du calcul aux hôpitaux. Le Roi détermine les délais et les modalités de calcul et de communication des montants concernés, la façon dont ils sont remboursés par l'hôpital à l'assurance soins de santé et leur comptabilisation par les organismes assureurs. Pour les admissions qui prennent fin avant le 1^{er} janvier 2006, cette imputation est limitée aux groupes APR-DRG visés au § 9, 1^o.

Les montants à rembourser par l'hôpital sont partagés entre le gestionnaire de l'hôpital et les médecins hospitaliers, conformément au règlement visé à l'article 135, 1^o, alinéa 2, ou à l'article 136, alinéa 1^{er}, de la loi sur les hôpitaux, coordonnée le 7 août 1987, modifiée par la loi du 14 janvier 2002.

Le Comité de l'assurance est chargé du règlement des contentieux relatifs au calcul des montants à rembourser, selon la procédure fixée par le Roi.

Le Roi détermine notamment le délai dans lequel l'hôpital concerné introduit une demande au Comité de l'assurance, le contenu et la forme de cette demande, le délai dans lequel, et les modalités selon lesquelles le Comité de l'assurance prend sa décision, ainsi que les modalités selon lesquelles la décision est portée ensuite à la connaissance de l'hôpital concerné. »;

4^o au § 7 les mots « à la structure multipartite visée à l'article 153 de la loi précitée du 29 avril 1996 » sont remplacés par les mots « au Comité de l'assurance »;

5^o le § 8, 2^o, est complété comme suit :

« Pour les admissions qui prennent fin après le 31 décembre 2005, les angiographies sont comprises dans les calculs. »;

6^o au § 9, 1^o, les mots « et APR-DRG 560 — Accouchement par voie vaginale » sont remplacés par les mots «, APR-DRG 560 — Accouchement par voie vaginale, APR-DRG 024 — Interventions sur les vaisseaux extra crâniens, APR-DRG 072 — Interventions extraoculaires sauf sur les orbites, APR-DRG 171 — Autres motifs pour le placement d'un pacemaker permanent, APR-DRG 176 — Remplacement d'un pacemaker ou défibrillateur, APR-DRG 445 — Interventions mineures sur la vessie et APR-DRG 517 — Dilatation et curetage, conisation. »

Art. 106. L'article 105 est pour la première fois d'application pour les calculs des montants de référence pour l'année 2003, à l'exception de l'article 105, 6^o, qui s'applique la première fois aux admissions qui prennent fin après le 31 décembre 2005.

Sous-section 7. — Installation ou utilisation illégales d'un matériel médical non agréé

Art. 107. L'article 64, § 2, de la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994, inséré par la loi du 27 avril 2005, est complété par l'alinéa suivant :

« Le Roi peut fixer les modalités selon lesquelles l'Institut récupère et comptabilise le montant de la réduction visée à l'alinéa 1^{er}. »

b. Berekening van de effectieve terug te storten bedragen voor de in a. geselecteerde ziekenhuizen :

— herberekening per ziekenhuis van de verschilbedragen tussen enerzijds werkelijke uitgaven voor de opnames zoals bedoeld in het vorige lid, en anderzijds de overeenkomstige mediaanuitgave, per APR-DRG, per klasse 1 respectievelijk 2 van klinische ernst en per prestatiegroep;

— alle positieve verschilbedragen van de hierboven uitgevoerde berekeningen per ziekenhuis vormen de effectieve terug te storten bedragen voor de onder a. geselecteerde ziekenhuizen, mits de som van deze positieve verschilbedragen groter is dan 1.000 EUR.

Het Instituut berekent de terug te storten bedragen op basis van de gegevens verstrekt door de technische cel en deelt het resultaat van de berekening aan de ziekenhuizen mee. De Koning bepaalt de termijnen en de nadere regels van berekening en bekendmaking van de betreffende bedragen, de wijze waarop ze door het ziekenhuis aan de verzekering voor geneeskundige verzorging worden teruggestort en de boeking ervan door de verzekeringsinstellingen. Deze verrekening wordt voor de opnames die worden beëindigd voor 1 januari 2006 beperkt tot de APR-DRG-groepen, bedoeld in § 9, 1^o.

De door het ziekenhuis terug te storten bedragen worden verdeeld tussen de ziekenhuisbeheerder en de ziekenhuisgeneesheren, conform het reglement zoals bedoeld in artikel 135, 1^o, tweede lid, of in artikel 136, eerste lid, van de wet op de ziekenhuizen, gecoördineerd op 7 augustus 1987, gewijzigd bij de wet van 14 januari 2002.

Het Verzekeringscomité is belast met de afhandeling van de geschillen met betrekking tot de berekening van de terug te storten bedragen, volgens de door de Koning bepaalde procedure.

De Koning bepaalt hierbij met name de termijn waarbinnen het betrokken ziekenhuis een verzoekschrift indient bij het verzekeringscomité, de inhoud en vorm van dit verzoekschrift en de termijn waarbinnen, evenals de wijze waarop het verzekeringscomité zijn beslissing neemt, alsmede de wijze waarop deze beslissing vervolgens ter kennis wordt gebracht van het betrokken ziekenhuis. »;

4^o in § 7 worden de woorden « aan de multipartite-structuur bedoeld in artikel 153 van hogervermelde wet van 29 april 1996 » vervangen door de woorden « aan het Verzekeringscomité »;

5^o § 8, 2^o, wordt aangevuld als volgt :

« Voor opnames die worden beëindigd na 31 december 2005 worden de angiografieën opgenomen in de berekeningen. »;

6^o in § 9, 1^o, worden de woorden « en APR-DRG 560 — Vaginale bevalling » vervangen door de woorden «, APR-DRG 560 — Vaginale bevalling, APR-DRG 024 — Ingrepen op extracraniale bloedvaten, APR-DRG 072 — Extra-oculaire ingrepen behalve op orbita, APR-DRG 171 — Andere redenen voor het plaatsen van permanente pacemaker, APR-DRG 176 — Vervangen van pacemaker of defibrillator, APR-DRG 445 — Mineure ingrepen op de blaas en APR-DRG 517 — Dilatatie en curetage, conisatie. »

Art. 106. Artikel 105 is voor de eerste maal van toepassing voor de berekening van de referentiebedragen voor het jaar 2003, met uitzondering van artikel 105, 6^o, dat voor de eerste maal van toepassing is op opnames die worden beëindigd na 31 december 2005.

Onderafdeling 7. — Illegale plaatsing of gebruik van een niet erkend medisch toestel

Art. 107. Artikel 64, § 2, van de wet betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen, gecoördineerd op 14 juli 1994, ingevoegd bij de wet van 27 april 2005, wordt met het volgende lid aangevuld :

« De Koning kan de modaliteiten bepalen waaronder het Instituut het bedrag van de in het eerste lid bedoelde vermindering, invordert en boekt. »

Sous-section 8. — Responsabilisation

Art. 108. A l'article 73 de la même loi sont apportées les modifications suivantes :

1° au § 2, alinéa 5, les mots « médecin généraliste » sont remplacés par les mots « médecins généralistes »;

2° au § 2, alinéa 7, les mots « 1^{er} janvier 2006 » sont remplacés par les mots « 1^{er} avril 2006 et jusqu'au 30 septembre 2006 »;

3° le § 2, alinéa 7, est complété par la phrase suivante :

« Pendant cette période d'observation, entrent en ligne de compte les médecins qui ont prescrit durant cette période au moins 100 conditionnements remboursables dans le cadre de l'assurance obligatoire et délivrés dans une officine ambulante. Pour les dentistes, ce seuil minimum s'élève à 16 conditionnements. »

Art. 109. L'article 138, alinéa 1^{er}, de la même loi, remplacé par la loi du 14 janvier 2002 et modifié par la loi du 24 décembre 2002, est remplacé par la disposition suivante :

« Sous réserve de l'application des dispositions de l'article 165, l'organisme assureur ou l'office de tarification établit, de sa propre initiative ou à la demande des services de contrôle de l'Institut, au moyen des données conservées ou traitées par voie électronique, des listes sous forme de fichiers intégrés qui contiennent les informations nécessaires à l'identification complète des prestations, des dispensateurs de soins qui les ont prescrites, réalisées ou délivrées et des bénéficiaires. Ces informations peuvent concerner aussi bien les prestations portées en compte que celles qui ont été remboursées par l'assurance soins de santé. Le numéro d'ordre des prescriptions de médicaments doit également figurer dans ces fichiers. »

CHAPITRE II. — *Modification de la loi du 27 avril 2005 relative à la maîtrise du budget des soins de santé et portant diverses dispositions en matière de santé*

Art. 110. Dans l'article 58, § 8, de la loi de 27 avril 2005 relative à la maîtrise du budget des soins de santé et portant diverses dispositions en matière de santé, les mots « qui abrogent, complètent, modifient ou remplacent des dispositions légales » sont insérés entre les mots « du présent article » et les mots « cesseront de produire ».

CHAPITRE III. — *Confirmation des arrêtés royaux, pris en application de l'article 58, § 2, alinéa 2, de la loi du 27 avril 2005 relative à la maîtrise du budget des soins de santé et portant diverses dispositions en matière de santé*

Art. 111. L'arrêté royal de 10 août 2005 portant modification de l'article 35^{ter} de la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994, est confirmé avec effet au 22 septembre 2005, date de son entrée en vigueur.

Art. 112. L'arrêté royal de 10 août 2005 portant modification de l'article 191 de la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994, est confirmé avec effet au 30 septembre 2005, date de son entrée en vigueur.

Art. 113. L'arrêté royal du 17 septembre 2005 modifiant l'article 73, § 2, de la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994, est confirmé avec effet au 7 octobre 2005, date de son entrée en vigueur.

Art. 114. L'arrêté royal du 17 septembre 2005 modifiant en ce qui concerne l'établissement du budget des soins de santé, les compétences de la Commission de contrôle budgétaire et les documents de clôture des comptes, la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994, est confirmé avec effet lors de l'application à la procédure de fixation de l'objectif budgétaire global 2006, à l'exception des articles 1^{er}, 8, 9 et 10, qui sont confirmés avec effet au 23 septembre 2005, date de leur entrée en vigueur.

Onderafdeling 8. — Responsabilisering

Art. 108. In artikel 73 van dezelfde wet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in § 2, vijfde lid, wordt het woord « huisarts » vervangen door « algemeen geneeskundigen »;

2° in § 2, zevende lid, worden de woorden « 1 januari 2006 » vervangen door « 1 april 2006 tot en met 30 september 2006 »;

3° § 2, zevende lid wordt aangevuld met de volgende zin :

« Tijdens deze observatieperiode komen de geneesheren in aanmerking die tijdens deze periode minstens 100 verpakkingen, vergoedbaar in het kader van de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging, hebben voorgeschreven, afgeleverd in een ambulante officina. Bij de tandheeskundigen bedraagt deze minimumdrempel 16 verpakkingen. »

Art. 109. Artikel 138, eerste lid, van dezelfde wet, vervangen bij de wet van 14 januari 2002 en gewijzigd bij de wet van 24 december 2002, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Onder voorbehoud van de toepassing van de bepalingen van artikel 165, stelt de verzekeringsinstelling of de tarificatiedienst op eigen initiatief of op verzoek van de controlediensten van het Instituut, aan de hand van elektronisch opgeslagen en verwerkte gegevens, lijsten op onder de vorm van geïntegreerde bestanden die de nodige gegevens bevatten voor de volledige identificering van de verstrekkingen, van de zorgverstrekkers die deze hebben voorgeschreven, uitgevoerd of afgeleverd en van de begunstigen. Deze gegevens kunnen zowel verstrekkingen die in rekening werden gebracht betreffen, als deze die door de verzekering voor geneeskundige verzorging werden terugbetaald. Het volgnummer van het geneesmiddelenvoorschrift moet eveneens vermeld worden in deze gegevensbestanden. »

HOOFDSTUK II. — *Wijziging van de wet van 27 april 2005 betreffende de beheersing van de begroting van de gezondheidszorg en houdende diverse bepalingen inzake gezondheid*

Art. 110. In artikel 58, § 8, van de wet van 27 april 2005 betreffende de beheersing van de begroting van de gezondheidszorg en houdende diverse bepalingen inzake gezondheid, worden de woorden « die wettelijke bepalingen opheffen, aanvullen, wijzigen of vervangen, » ingevoegd tussen de woorden « krachtens deze bepaling » en de woorden « treden buiten werking ».

HOOFDSTUK III. — *Bekrachtiging van de koninklijke besluiten, genomen met toepassing van artikel 58, § 2, tweede lid, van de wet van 27 april 2005 betreffende de beheersing van de begroting van de gezondheidszorg en houdende diverse bepalingen inzake gezondheid*

Art. 111. Het koninklijk besluit van 10 augustus 2005 tot wijziging van artikel 35^{ter} van de wet betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen, gecoördineerd op 14 juli 1994, wordt bekrachtigd met ingang van 22 september 2005, de dag van zijn inwerkingtreding.

Art. 112. Het koninklijk besluit van 10 augustus 2005 tot wijziging van artikel 191 van de wet betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen, gecoördineerd op 14 juli 1994, wordt bekrachtigd met ingang van 30 september 2005, de dag van zijn inwerkingtreding.

Art. 113. Het koninklijk besluit van 17 september 2005 tot wijziging van het artikel 73, § 2, van de wet betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen gecoördineerd op 14 juli 1994, wordt bekrachtigd met ingang van 7 oktober 2005, de dag van zijn inwerkingtreding.

Art. 114. Het koninklijk besluit van 17 september 2005 tot wijziging, met betrekking tot de vaststelling van de begroting voor geneeskundige verzorging, van de opdrachten van de Commissie voor begrotingscontrole en de documenten met betrekking tot afsluiting van de rekeningen, van de wet betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen, gecoördineerd op 14 juli 1994, wordt bekrachtigd met ingang van de toepassing van de procedure van de vaststelling van de globale begrotingsdoelstelling 2006, met uitzondering van de artikelen 1, 8, 9 en 10, die worden bekrachtigd met ingang van 23 september 2005, de dag van hun inwerkingtreding.

CHAPITRE IV. — *Modification
de la loi-programme (I) du 24 décembre 2002*

Art. 115. A l'article 278 de la loi-programme (I) du 24 décembre 2002 sont apportées les modifications suivantes :

1° l'alinéa suivant est inséré entre le quatrième alinéa et le cinquième alinéa :

« Le Roi, après avis de la Commission de la vie privée, peut autoriser l'Agence intermutualiste à constituer un échantillon représentatif de 1/40 assurés sociaux qui sont affiliés ou inscrits auprès des organismes assureurs, visés à l'alinéa 1^{er}, complété par 1/40 assurés de 65 ans et plus ainsi qu'un fichier de référence qui indique quels assurés font partie du ménage pour lequel le maximum à facturer est appliqué par les organismes assureurs. Cet échantillon comporte toutes les données sociales à caractère personnel qui concernent l'assuré et qui sont à la disposition des organismes assureurs dans le cadre de l'assurance obligatoire maladie-invalidité, en ce compris les données dont disposent les organismes assureurs en exécution de l'article 165, alinéas 6 à 8, de la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994. Toutefois, cet échantillon ne contient aucune donnée sur le nom de l'assuré, sa date de naissance ou son adresse; le numéro d'inscription au Registre national ou le numéro d'identification de la sécurité sociale de l'assuré visé ne sont disponibles dans l'échantillon que par voie doublement cryptée. L'Agence intermutualiste donne de manière permanente, via une connexion sécurisée, aux organismes visés à l'alinéa 2, ainsi qu'au Bureau fédéral du Plan, accès à l'échantillon représentatif permanent qu'elle a sélectionné. Les organismes qui bénéficient d'un accès aux données codées — en rapport avec l'identité de l'assuré — de cet échantillon utilisent exclusivement ces données dans le cadre de leurs missions de gestion et de recherche légales ou prévues par la loi, ainsi que pour leurs missions d'évaluation et de contrôle légales ou prévues par la loi. La mise à disposition permanente débute par les données de l'échantillon des années de prestation 2002, 2003 et 2004. Toutes les données de l'échantillon sont mises à jour le 31 décembre de chaque année civile. L'échantillon est pour la première fois mis à disposition le 1^{er} janvier 2006. »;

2° l'actuel alinéa 7 est remplacé par l'alinéa suivant :

« Le Roi détermine, par arrêté délibéré en Conseil des Ministres, les modalités précises de remboursement des frais des missions confiées par les Ministres ou sous la coordination du Centre d'Expertise à l'Agence intermutualiste, et de la mise à disposition de l'échantillon représentatif permanent cité à l'alinéa 5. »

Art. 116. L'article 279 de la loi-programme (I) du 24 décembre 2002 est complété par l'alinéa suivant :

« Aucune autorisation de principe n'est toutefois requise de la part du Comité sectoriel de la sécurité sociale visé à l'article 37 précité, pour la mise à disposition de l'échantillon représentatif permanent codé décrit à l'article 278, alinéa 5. »

CHAPITRE V. — *Modification de la loi du 7 mai 2004
relative aux expérimentations sur la personne humaine*

Art. 117. L'article 2, 11°, de la loi du 7 mai 2004 relative aux expérimentations sur la personne humaine, annulé par l'arrêt n° 164/2005 de la Cour d'arbitrage, est remplacé par la disposition suivante :

« 11° Expérimentation : essai, étude ou investigation menée sur la personne humaine qui a pour objectif le développement des connaissances propres à l'exercice des professions de soins de santé tel que visé à l'arrêté royal n° 78 du 10 novembre 1967 relatif à l'exercice des professions de soins de santé. »

Art. 118. A l'article 36, § 2, de la même loi, les mots « à partir du 1^{er} janvier 2006 » sont remplacés par les mots « à partir du 1^{er} septembre 2006 » et les mots « visées au point 4° » sont remplacés par les mots « visées à l'article 2, 4°, alinéas 1^{er} et 3 ».

Art. 119. Les dispositions de l'article 117 produisent leurs effets le 1^{er} mai 2004.

Les dispositions de l'article 33 de la loi du 7 mai 2004 ne s'appliquent toutefois, en cas de violation des dispositions de l'article 117, qu'à dater de la publication de la présente loi au *Moniteur belge*.

HOOFDSTUK IV. — *Wijziging
van de programmawet (I) van 24 december 2002*

Art. 115. In artikel 278 van de programmawet (I) van 24 december 2002 worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° tussen het vierde lid en het vijfde lid, wordt een lid ingevoegd, luidende :

« De Koning kan, na advies van de Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer, het intermutualistisch Agentschap toelaten om te stellen een representatieve steekproef samen van 1/40 sociaal verzekerden die aangesloten of ingeschreven zijn bij de verzekeringsinstellingen, bedoeld in het eerste lid, aangevuld met 1/40 van de verzekerden van 65 jaar en ouder en een referentiebestand dat aanduidt welke verzekerden deel uitmaken van het gezin waarvoor de maximumfactuur door de verzekeringsinstellingen wordt toegepast. Deze steekproef bevat alle sociale gegevens van persoonlijke aard die op de verzekerde betrekking hebben en waarover de verzekeringsinstellingen beschikken in het kader van de verplichte ziekte- en invaliditeitsverzekering, inclusief de gegevens waarover de verzekeringsinstellingen beschikken in uitvoering van artikel 165, zesde tot achtste lid, van de wet betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen, gecoördineerd op 14 juli 1994. Deze steekproef bevat echter geen gegevens over de naam van de verzekerde, zijn geboortedag of zijn adres; het Rijksregisternummer of het identificatienummer van de sociale zekerheid van de betrokken verzekerde zijn in de steekproef slechts op dubbel versleutelde wijze beschikbaar. Het intermutualistisch Agentschap geeft aan de instellingen bedoeld in het tweede lid, alsmede aan het Federaal Planbureau op permanente wijze, via een beveiligde verbinding, toegang tot de door haar getrokken permanente representatieve steekproef. De instellingen die toegang krijgen tot de aldus, wat de identiteit van de verzekerde betreft, gecodeerde gegevens van deze steekproef, gebruiken deze gegevens enkel in het kader van hun wettelijke of krachtens de wet voorziene beheers- en onderzoeksopdrachten en voor hun wettelijke of krachtens de wet voorziene controle- en evaluatietaken. De permanente terbeschikkingstelling start met de steekproefdata van het prestatiejaar 2002, 2003 en 2004. Alle steekproefgegevens worden geactualiseerd op 31 december van elk kalenderjaar. De steekproef wordt voor de eerste maal ter beschikking gesteld op 1 januari 2006. »;

2° het huidige zevende lid wordt vervangen als volgt :

« De Koning bepaalt, bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad, nadere regels voor de kostenvergoeding aan het intermutualistisch Agentschap voor opdrachten vanwege de Ministers of onder coördinatie van het kenniscentrum, alsmede voor de terbeschikkingstelling van de in het vijfde lid vermelde permanente representatieve steekproef. »

Art. 116. Artikel 279 van de programmawet (I) van 24 december 2002 wordt aangevuld als volgt :

« Er is evenwel geen principiële machtiging vereist van het sectoraal comité van de sociale zekerheid bedoeld in het voormelde artikel 37, voor de in artikel 278, vijfde lid, omschreven terbeschikkingstelling van de gecodeerde permanente representatieve steekproef. »

HOOFDSTUK V. — *Wijziging van de wet
van 7 mei 2004 inzake experimenten op de menselijke persoon*

Art. 117. Artikel 2, 11°, van de wet van 7 mei 2004 inzake experimenten op de menselijke persoon, vernietigd bij arrest nr 164/2005 van het Arbitragehof, wordt vervangen als volgt :

« 11° Experiment : elke op de menselijke persoon uitgevoerde proef, studie of onderzoek, met het oog op de ontwikkeling van de kennis eigen aan de uitoefening van de gezondheidszorgberoepen zoals bedoeld in koninklijk besluit n° 78 van 10 november 1967 betreffende de uitoefening van de gezondheidszorgberoepen. »

Art. 118. In artikel 36, § 2, van dezelfde wet, worden de woorden « met ingang van 1 januari 2006 » vervangen door de woorden « met ingang van 1 september 2006 » en worden de woorden « bedoeld in 4° » vervangen door de woorden « bedoeld in artikel 2, 4°, eerste en derde lid ».

Art. 119. De bepalingen van artikel 117 hebben uitwerking met ingang van 1 mei 2004.

De bepalingen van artikel 33 van de wet van 7 mei 2004 zijn echter, in geval van overtreding van de bepalingen van artikel 117, slechts van toepassing vanaf de bekendmaking van deze wet in het *Belgisch Staatsblad*.

CHAPITRE VI. — *Laboratoires de biologie clinique, hôpitaux et la gestion des appels des services de secours*

Section 1^{re}. — Les laboratoires de biologie clinique

Art. 120. L'article 8, § 1^{er}, de l'arrêté royal n° 143 du 30 décembre 1982 fixant les conditions auxquelles les laboratoires doivent répondre en vue de l'intervention de l'assurance maladie pour les prestations de biologie clinique, remplacé par la loi du 24 mai 2005, est complété par l'alinéa suivant :

« Les médecins-inspecteurs et pharmaciens-inspecteurs du Service d'évaluation et de contrôle médicaux de l'Institut national d'assurance maladie invalidité, tels que visés dans la loi précitée, coordonnée le 14 juillet 1994, exercent le contrôle comme visé à l'alinéa 1^{er}. »

Section 2. — Hôpitaux

Art. 121. A l'article 86 de la loi-programme du 27 décembre 2004, la mention « 2005 » est remplacée par la mention « 2006 ».

Art. 122. A l'article 57, § 2, alinéa 2, de la loi du 27 avril 2005 relative à la maîtrise du budget des soins de santé et portant diverses dispositions en matière de santé, les mots « L'article 31, § 2, cessera d'être en vigueur » sont remplacés par les mots « L'article 107^{quater}, § 2, de la loi sur les hôpitaux, coordonnée le 7 août 1987, tel qu'inséré par l'article 31 de la présente loi, cessera d'être en vigueur ».

Section 3. — La gestion des appels des services de secours

Art. 123. L'article 210 de la loi-programme du 9 juillet 2004 est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 210. Chaque article du présent chapitre entre en vigueur à la date fixée par le Roi, par un arrêté délibéré en Conseil des Ministres et sur proposition des Ministres de l'Intérieur et de la Santé publique, et au plus tard le 1^{er} janvier 2007. »

Section 4. — Dispositions diverses

Art. 124. L'article 49^{ter} de l'arrêté royal n° 78 relatif à l'exercice des professions des soins de santé, inséré par la loi du 22 février 1998, est complété par les alinéas suivants :

« Les dispenses spéciales visées à l'alinéa 1^{er} ne peuvent être accordées que si les conditions suivantes sont réunies :

1° le bénéficiaire est titulaire d'un diplôme de médecin émis par un pays tiers non-membre de l'Union européenne;

2° il a entamé une formation de médecin spécialiste dans ce pays dont il a réussi au moins la première année;

3° il est recommandé à une université belge par une université d'un pays tiers non-membre de l'Union européenne.

La formation autorisée par cette dispense doit se dérouler dans un service de stage universitaire agréé par le Ministre qui a la santé publique dans ses attributions. La dispense permet au bénéficiaire d'effectuer au maximum deux années de formation en Belgique; la seconde année n'est effectuée qu'après une évaluation favorable du maître de stage qui l'a supervisé durant la première année de formation.

A titre exceptionnel, pour des mérites scientifiques particuliers ou pour des raisons humanitaires une troisième année de formation peut être accordée par un avis unanime de la commission compétente de l'académie. »

TITRE XIII. — *Emploi*

CHAPITRE 1^{er}. — *Maladies professionnelles*

Art. 125. L'article 6 des lois relatives à la réparation des dommages résultant des maladies professionnelles, coordonnées le 3 juin 1970, modifié par la loi du 1^{er} août 1985, les arrêtés royaux n° 476 du 19 novembre 1986 et n° 529 du 31 mars 1987, et les lois des 30 décembre 1988, 26 juin 1992 et 22 février 1998, est complété comme suit :

« 8° d'intervenir dans les frais de surveillance de santé des stagiaires, visée à l'arrêté royal du 21 septembre 2004 relatif à la protection des stagiaires. Le Roi détermine quels frais peuvent être pris en charge ainsi que les conditions et les modalités de l'intervention. »

HOOFDSTUK VI. — *Laboratoria voor klinische biologie, ziekenhuizen en het beheer van de oproepen voor de hulpdiensten*

Afdeling 1. — Laboratoria voor klinische biologie

Art. 120. Artikel 8, § 1, van het koninklijk besluit nr. 143 van 30 december 1982 tot vaststelling van de voorwaarden waaraan de laboratoria moeten voldoen voor de tussenkomst van de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging voor verstrekkingen van klinische biologie, vervangen bij de wet van 24 mei 2005, wordt aangevuld met het volgende lid :

« De geneesheren-inspecteurs en apothekers-inspecteurs van de Dienst voor geneeskundige evaluatie en controle van het Rijksinstituut voor ziekte- en invaliditeitsverzekering, zoals bedoeld in voornoemde wet, gecoördineerd op 14 juli 1994, oefenen het toezicht uit zoals bedoeld in het eerste lid. »

Afdeling 2. — Ziekenhuizen

Art. 121. In artikel 86 van de programmawet van 27 december 2004 wordt de vermelding « 2005 » vervangen door de vermelding « 2006 ».

Art. 122. In artikel 57, § 2, tweede lid, van de wet van 27 april 2005 betreffende de beheersing van de begroting van de gezondheidszorg en houdende diverse bepalingen inzake gezondheid, worden de woorden « Artikel 31, § 2, treedt buiten werking op », vervangen door de woorden « Artikel 107^{quater}, § 2, van de wet op de ziekenhuizen, gecoördineerd op 7 augustus 1987, zoals ingevoegd bij artikel 31 van deze wet, treedt buiten werking op ».

Afdeling 3. — Het beheer van de oproepen van de hulpdiensten

Art. 123. Artikel 210 van de programmawet van 9 juli 2004 wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 210. Elk artikel van dit hoofdstuk treedt in werking op de dag te bepalen door de Koning, bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad en op voorstel van de Ministers van Binnenlandse Zaken en Volksgezondheid, en uiterlijk op 1 januari 2007. »

Afdeling 4. — Diverse bepalingen

Art. 124. Artikel 49^{ter} van het koninklijk besluit n° 78 betreffende de uitoefening van de beroepen van de gezondheidszorg, ingevoegd bij de wet van 22 februari 1998, wordt aangevuld met de volgende leden :

« De in het eerste lid bedoelde speciale vrijstellingen, kunnen slechts toegekend worden als de volgende voorwaarden zijn vervuld :

1° de begunstigde is houder van een diploma van arts dat door een derde land wordt uitgegeven, niet-lid van de Europese Unie;

2° hij is met een opleiding van arts-specialist in dit land begonnen waarvan hij minstens in het eerste jaar is geslaagd;

3° hij wordt door een universiteit van een derde land, niet-lid van de Europese Unie, aan een Belgische universiteit aanbevolen.

De door deze vrijstelling toegelaten opleiding moet in een dienst van universitaire stage plaatsvinden erkend door de Minister bevoegd voor de Volksgezondheid. De vrijstelling laat de begunstigde toe om ten hoogste twee jaar van opleiding in België uit te voeren; het tweede jaar wordt slechts na een gunstige evaluatie van de stagebegeleider uitgevoerd die tijdens het eerste opleidingsjaar de supervisie heeft gehad.

Bij wijze van uitzondering voor bijzondere wetenschappelijke verdienste of wegens humanitaire redenen kan een derde opleidingsjaar door een unaniem advies van de bevoegde commissie van de Academie toegekend worden. »

TITEL XIII. — *Werk*

HOOFDSTUK I. — *Beroepsziekten*

Art. 125. Artikel 6 van de wetten betreffende de schadeloosstelling voor beroepsziekten, gecoördineerd op 3 juni 1970, gewijzigd bij de wet van 1 augustus 1985, de koninklijke besluiten nr. 476 van 19 november 1986 en nr. 529 van 31 maart 1987, en de wetten van 30 december 1988, 26 juni 1992 en 22 februari 1998, wordt aangevuld als volgt :

« 8° bij te dragen in de kosten voor het gezondheidstoezicht op de stagiaires zoals bedoeld in het koninklijk besluit van 21 september 2004 betreffende de bescherming van de stagiaires. De Koning bepaalt welke kosten in aanmerking kunnen worden genomen, evenals de voorwaarden en de modaliteiten van de bijdrage. »

Art. 126. Dans les mêmes lois, un article 41ter, rédigé comme suit, est inséré :

« Art. 41ter. La victime a droit à l'indemnisation des frais de déplacement qui résultent du traitement de sa maladie professionnelle selon les conditions et modalités déterminées par le Roi. »

Art. 127. L'article 125 produit ses effets le 1^{er} septembre 2005.

L'article 126 entre en vigueur le 1^{er} janvier 2006.

CHAPITRE II. — *Accidents du travail*

Art. 128. Dans le tableau joint à la loi du 24 décembre 1993 créant des fonds budgétaires et modifiant la loi organique du 27 décembre 1990 créant des fonds budgétaires, rubrique 24 — Affaires sociales, le Fonds 24-1 — Financement du contrôle des assureurs-loi, est supprimé.

CHAPITRE III. — *Vacances annuelles*

Art. 129. A l'article 46bis des lois coordonnées du 28 juin 1971 relatives aux vacances annuelles des travailleurs salariés, inséré par la loi 30 décembre 2001, modifié par la loi du 24 décembre 2002, sont apportées les modifications suivantes :

1° l'alinéa 2 est complété comme suit :

« Ce délai est de deux ans à compter de la fin de l'année de l'exercice de vacances à laquelle se rapporte ce pécule de vacances en cas d'erreur due à la Caisse de vacances. »;

2° l'alinéa suivant est inséré entre les alinéas 2 et 3 :

« Le recours contre les décisions de récupération doit, à peine de déchéance, être introduit dans les trois mois de leur notification ou de la prise de connaissance de la décision en cas d'absence de notification. »

Art. 130. L'article 129 entre en vigueur le 1^{er} janvier 2006.

CHAPITRE IV. — *Agences locales pour l'emploi — Modification de l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs*

Art. 131. L'article 8, § 2, alinéa 5, de l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs, modifié par les lois des 7 avril 1999 et 5 mars 2002, est complété comme suit :

« Il peut aussi déterminer la manière selon laquelle l'utilisateur peut obtenir le remboursement des chèques-ALE non utilisés. »

TITRE XIV. — *Affaires sociales*

CHAPITRE 1^{er}. — *Banque-carrefour de la sécurité sociale*

Art. 132. A l'article 17bis de la loi du 15 janvier 1990 relative à l'institution et à l'organisation d'une Banque-Carrefour de la sécurité sociale, remplacé par la loi du 24 décembre 2002 et modifié par les lois des 8 avril 2003 et 22 décembre 2003, sont apportées les modifications suivantes :

a) le § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 4°, est remplacé par le texte suivant :

« 4° les services publics fédéraux, les personnes morales fédérales de droit public et les associations visées à l'article 2 de la loi du 17 juillet 2001 relative à l'autorisation pour les services publics fédéraux de s'associer en vue de l'exécution de travaux relatifs à la gestion et à la sécurité de l'information; »;

a) le § 1^{er}, alinéa 1^{er}, est complété comme suit :

« 7° les assemblées législatives et les institutions qui en émanent. »;

b) au § 2, les mots « 5° ou 6° » sont remplacés par les mots « 5°, 6° ou 7° ».

Art. 133. A l'article 35 de la même loi, modifié par les lois du 19 juillet 2001, du 2 août 2002 et du 24 décembre 2002, dont le texte actuel formera le § 1^{er}, sont apportées les modifications suivantes :

1° au § 1^{er}, 2°, les mots « le Roi fixe le montant de cette participation » sont supprimés;

Art. 126. In dezelfde wetten wordt een artikel 41ter ingevoegd, luidende :

« Art. 41ter. Het slachtoffer heeft recht op een vergoeding van de verplaatsingskosten die volgen uit de behandeling van zijn beroepsziekte, volgens de door de Koning bepaalde voorwaarden en modaliteiten. »

Art. 127. Artikel 125 heeft uitwerking met ingang van 1 september 2005.

Artikel 126 treedt in werking op 1 januari 2006.

HOOFDSTUK II. — *Arbeidsongevallen*

Art. 128. In de tabel gevoegd bij de wet van 24 december 1993 tot oprichting van de begrotingsfondsen en tot wijziging van de organieke wet van 27 december 1990 houdende oprichting van de begrotingsfondsen, rubriek 24 — Sociale Zaken, wordt het Fonds 24-1 — Financiering van de controle van de wetsverzekeraars, opgeheven.

HOOFDSTUK III. — *Jaarlijkse vakantie*

Art. 129. In artikel 46bis van de gecoördineerde wetten van 28 juni 1971 betreffende de jaarlijkse vakantie van de werknemers, ingevoegd bij de wet van 30 december 2001, gewijzigd bij de wet van 24 december 2002, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° het tweede lid wordt aangevuld als volgt :

« Deze termijn bedraagt twee jaar vanaf het einde van het vakantiejaar waarop dat vakantiegeld betrekking heeft in geval van een vergissing toe te schrijven aan het vakantiefonds. »;

2° het volgende lid wordt tussen het tweede en het derde lid ingevoegd :

« Het beroep tegen de beslissingen tot terugvordering moet, op straffe van verval, ingediend worden binnen drie maanden vanaf de kennisgeving van de beslissing of de kennisneming ervan in geval van gebrek aan kennisgeving. »

Art. 130. Artikel 129 treedt in werking op 1 januari 2006.

HOOFDSTUK IV. — *Plaatselijke werkgelegenheidsagentschappen — Wijziging van de besluitwet van 28 december 1944 betreffende de maatschappelijke zekerheid der arbeiders*

Art. 131. Artikel 8, § 2, vijfde lid, van de besluitwet van 28 december 1944 betreffende de maatschappelijke zekerheid der arbeiders, gewijzigd bij de wetten van 7 april 1999 en 5 maart 2002, wordt aangevuld als volgt :

« Hij kan ook de wijze bepalen waarop de gebruiker de terugbetaling van niet gebruikte PWA-cheques kan bekomen. »

TITEL XIV. — *Sociale Zaken*

HOOFDSTUK I. — *Kruispuntbank van de sociale zekerheid*

Art. 132. In artikel 17bis van de wet van 15 januari 1990 houdende oprichting en organisatie van een Kruispuntbank van de sociale zekerheid, vervangen bij de wet van 24 december 2002 en gewijzigd bij de wetten van 8 april 2003 en 22 december 2003, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) § 1, eerste lid, 4°, wordt vervangen als volgt :

« 4° de federale overheidsdiensten, de federale publiekrechtelijke rechtspersonen en de verenigingen bedoeld in artikel 2 van de wet van 17 juli 2001 betreffende de machtiging voor de federale overheidsdiensten om zich te verenigen met het oog op de uitvoering van werkzaamheden inzake informatiebeheer en informatieveiligheid; »;

a) § 1, eerste lid, wordt aangevuld als volgt :

« 7° de wetgevende vergaderingen en de instellingen die eruit voortkomen. »;

b) in § 2 worden de woorden « 5° of 6° » vervangen door de woorden « 5°, 6° of 7° ».

Art. 133. In artikel 35 van dezelfde wet, gewijzigd bij de wetten van 19 juli 2001, 2 augustus 2002 en 24 december 2002, waarvan de bestaande tekst § 1 zal vormen, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in § 1, 2°, vervallen de woorden « De Koning bepaalt het bedrag van die bijdrage. »;

2° il est ajouté un § 2, rédigé comme suit :

« § 2. Le montant de la participation des institutions publiques de sécurité sociale, visé au § 1^{er}, 2°, est le montant visé à l'article relatif aux interventions dans les frais de fonctionnement de la rubrique « Transferts en provenance d'institutions de sécurité sociale soumises à l'arrêté royal du 3 avril 1997 portant des mesures en vue de la responsabilisation des institutions publiques de sécurité sociale, en application de l'article 47 de la loi du 26 juillet 1996 portant modernisation de la sécurité sociale et assurant la viabilité des régimes légaux des pensions » du budget des recettes de la Banque-Carrefour de l'année concernée, qui est multiplié, pour chaque institution publique de sécurité sociale tenue au paiement de la participation, par la part relative de l'institution publique de sécurité sociale concernée.

Le Roi détermine les institutions publiques de sécurité sociale qui sont tenues au paiement du montant visé à l'alinéa 1^{er}, la part relative respective de ces institutions publiques de sécurité sociale dans le montant, le mode et la période de paiement du montant, les dérogations éventuelles, le mode de régularisation des différences éventuelles entre, d'une part, la somme de toutes les ressources de la Banque-carrefour visées au § 1^{er} et, d'autre part, les dépenses de la Banque-carrefour ainsi que les cas où le montant visé à l'alinéa 1^{er} peut être augmenté. »

Art. 134. Dans l'article 3 de la loi du 24 février 2003 concernant la modernisation de la gestion de la sécurité sociale et concernant la communication électronique entre les entreprises et l'autorité fédérale, modifié par la loi du 22 décembre 2003, il est inséré un § 4, rédigé comme suit :

« § 4. Le Roi peut étendre l'application du présent article à d'autres catégories de personnes. »

Art. 135. L'article 133 entre en vigueur le 1^{er} janvier 2006.

CHAPITRE II. — *Volontaires*

Art. 136. A l'article 5 de la loi du 3 juillet 2005 relative aux droits des volontaires sont apportées les modifications suivantes :

1° l'alinéa 1^{er} est remplacé par l'alinéa suivant :

« Chaque organisation est civilement responsable des dommages causés par le volontaire à l'organisation et à des tiers dans l'exercice d'activités volontaires, sauf en cas de dol, de faute grave ou de faute légère présentant dans le chef du volontaire un caractère habituel plutôt qu'accidentel. »;

2° les alinéas 2 et 3 sont abrogés.

Art. 137. A l'article 6 de la même loi sont apportées les modifications suivantes :

1° le § 1^{er} est remplacé par la disposition suivante :

« § 1^{er}. L'organisation contracte une assurance afin de couvrir les risques liés au volontariat. Cette assurance couvre au minimum la responsabilité civile de l'organisation, à l'exclusion de la responsabilité contractuelle. »;

2° le § 2, 1°, est complété comme suit : « ainsi qu'aux maladies contractées à l'occasion de l'activité de volontariat »;

3° dans le § 2, 2°, les mots « 1° et 2° » sont supprimés.

Art. 138. L'article 10, alinéa 3, de la même loi, est remplacé par la disposition suivante :

« Si le montant total des indemnités que le volontaire a perçues d'une ou de plusieurs organisations excède les montants visés à l'alinéa 1^{er}, ces indemnités ne peuvent être considérées comme un remboursement des frais supportés par le volontaire pour l'organisation ou pour les organisations que si la réalité et le montant de ces frais peuvent être justifiés au moyen de documents probants. Le montant des frais peut être fixé conformément à l'arrêté royal du 26 mars 1965 portant réglementation générale des indemnités et allocations de toute nature accordées au personnel des services publics fédéraux.

Art. 139. L'article 18 de la même loi est remplacé par la disposition suivante :

« L'article 4, § 2, de la loi du 1^{er} avril 1969 instituant un revenu garanti aux personnes âgées, modifié par l'arrêté royal du 22 décembre 1969, par la loi du 29 décembre 1990 et par la loi du 20 juillet 1991, est complété par la disposition suivante :

« 9° des indemnités perçues dans le cadre du volontariat visées à l'article 10 de la loi du 3 juillet 2005 relative aux droits des volontaires ». »

2° er wordt een § 2 toegevoegd, luidende :

« § 2. Het bedrag van de bijdrage van de openbare instellingen van sociale zekerheid, bedoeld in § 1, 2°, is het bedrag bedoeld in het artikel met betrekking tot de tegemoetkomingen in de werkingskosten van de rubriek « Overdrachten voortkomend van instellingen van sociale zekerheid waarop het koninklijk besluit van 3 april 1997 houdende maatregelen met het oog op de responsabilisering van de openbare instellingen van sociale zekerheid, met toepassing van artikel 47 van de wet van 26 juli 1996 tot modernisering van de sociale zekerheid en tot vrijwaring van de leefbaarheid van de wettelijke pensioenstelsels van toepassing is » van de ontvangstenbegroting van de Kruispuntbank van het betrokken jaar, dat voor elke openbare instelling van sociale zekerheid die instaat voor de betaling van de bijdrage wordt vermenigvuldigd met het relatieve aandeel van de betrokken openbare instelling van sociale zekerheid.

De Koning bepaalt de openbare instellingen van sociale zekerheid die instaan voor de betaling van het bedrag bedoeld in het eerste lid, het respectieve relatieve aandeel van deze openbare instellingen van sociale zekerheid in het bedrag, de wijze en het tijdstip waarop de betaling van het bedrag wordt verricht, de eventuele afwijkingen, de wijze waarop eventuele verschillen tussen enerzijds de som van alle in § 1 bedoelde inkomsten van de Kruispuntbank en anderzijds de uitgaven van de Kruispuntbank worden geregulariseerd en de gevallen waarin het bedrag bedoeld in het eerste lid kan worden verhoogd. »

Art. 134. In artikel 3 van de wet van 24 februari 2003 betreffende de modernisering van het beheer van de sociale zekerheid en betreffende de elektronische communicatie tussen ondernemingen en de federale overheid, gewijzigd bij de wet van 22 december 2003, wordt een § 4 ingevoegd, luidende :

« § 4. De Koning mag de toepassing van dit artikel uitbreiden tot andere categorieën van personen. »

Art. 135. Artikel 133 treedt in werking op 1 januari 2006.

HOOFDSTUK II. — *Vrijwilligers*

Art. 136. In artikel 5 van de wet van 3 juli 2005 betreffende de rechten van vrijwilligers worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° het eerste lid wordt vervangen als volgt :

« Elke organisatie is burgerlijk aansprakelijk voor de schade die de vrijwilliger aan de organisatie en aan derden berokkent bij het verrichten van vrijwilligerswerk, behalve in geval van bedrog, zware fout of eerder gewoonlijk dan toevallig voorkomende lichte fout van de vrijwilliger. »;

2° het tweede en het derde lid worden opgeheven.

Art. 137. In artikel 6 van dezelfde wet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° § 1 wordt vervangen als volgt :

« § 1. De organisatie sluit een verzekeringscontract tot dekking van de risico's met betrekking tot vrijwilligerswerk. Dat contract dekt ten minste de burgerlijke aansprakelijkheid van de organisatie, met uitzondering van de contractuele aansprakelijkheid. »;

2° § 2, 1°, wordt aangevuld als volgt : « en de ziekten opgelopen als gevolg van de vrijwillige activiteit »;

3° in § 2, 2° vervallen de woorden « 1°, 2° ».

Art. 138. Artikel 10, derde lid, van dezelfde wet wordt vervangen als volgt :

« Bedraagt het totaal van de door de vrijwilliger van een of meerdere organisatie(s) ontvangen vergoedingen meer dan de in het eerste lid bedoelde bedragen, dan kunnen deze enkel als een terugbetaling van door de vrijwilliger voor de organisatie(s) gemaakte kosten worden beschouwd, indien de realiteit en het bedrag van deze kosten kunnen aangetoond worden aan de hand van bewijskrachtige documenten. Het bedrag van de kosten mag worden vastgesteld overeenkomstig het koninklijk besluit van 26 maart 1965 houdende de algemene regeling van de vergoedingen en toelagen van alle aard toegekend aan het personeel van de federale overheidsdiensten.

Art. 139. Artikel 18 van dezelfde wet wordt vervangen als volgt :

« Artikel 4, § 2, van de wet van 1 april 1969 tot instelling van een gewaarborgd inkomen voor bejaarden, zoals gewijzigd bij het koninklijk besluit van 22 december 1969, bij de wet van 29 december 1990 en bij de wet van 20 juli 1991, wordt aangevuld als volgt :

« 9° de vergoedingen die ontvangen zijn in het kader van het vrijwilligerswerk als bedoeld in artikel 10 van de wet van 3 juli 2005 betreffende de rechten van de vrijwilligers ». »

Art. 140. Le présent chapitre entre en vigueur le 1^{er} février 2006.

CHAPITRE III. — *Meilleure perception des cotisations*

Art. 141. A l'article 41^{ter}, § 1^{er}, de la loi du 27 juin 1969 révisant l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs, inséré par la loi du 3 juillet 2005 portant des dispositions diverses relatives à la concertation sociale, les mots « donnant lieu » sont remplacés par les mots « pouvant donner lieu ».

Art. 142. A l'article 41^{quater} de la même loi, sont apportées les modifications suivantes :

1° au § 1^{er}, les mots « une personne morale ou à une personne physique exerçant une activité d'indépendant » sont remplacés par les mots « un employeur, personne physique ou personne morale, assujéti à un organisme perceuteur des cotisations de sécurité sociale, ou l'ayant été »;

2° le § 7 est remplacé comme suit :

« § 7. Les fonctionnaires publics ou les officiers ministériels chargés de vendre publiquement des meubles appartenant à un employeur, personne physique ou personne morale, assujéti à un organisme perceuteur des cotisations de sécurité sociale, ou l'ayant été, dont la valeur atteint au moins 250 euros, sont personnellement responsables du paiement des sommes dues à l'organisme perceuteur des cotisations par le propriétaire au moment de la vente, s'ils n'en avisent pas l'organisme perceuteur des cotisations, au plus tard dans les 2 jours ouvrables qui suivent la vente, au moyen d'une procédure utilisant les techniques de l'informatique et de la télématique.

La notification du montant des sommes dues faite par l'organisme perceuteur des cotisations, au moyen d'une procédure utilisant les techniques de l'informatique et de la télématique, au plus tard avant l'expiration du 8^e jour qui suit la date d'expédition de l'avis prévu à l'alinéa précédent et au moyen d'une procédure utilisant les techniques de l'informatique et de la télématique, emporte saisie-arrêt entre les mains des fonctionnaires publics ou des officiers ministériels mentionnés à l'alinéa 1^{er}.

Les dispositions prévues dans le présent paragraphe sont applicables à l'huissier de justice lorsqu'il est informé des propositions de vente amiable du débiteur, conformément à l'article 1526^{bis} du Code judiciaire. »;

3° au § 9, l'alinéa suivant est inséré entre les alinéas 1^{er} et 2 :

« Lors de la communication des avis mentionnés ci-dessus, adressés à ou émanant de l'organisme perceuteur, les personnes concernées sont identifiées au moyen du numéro d'identification visé à l'article 8 de la loi du 15 janvier 1990 relative à l'institution et à l'organisation d'une Banque-Carrefour de la sécurité sociale ou du numéro d'identification visé à l'article 5 de la loi du 16 janvier 2003 portant création d'une Banque-Carrefour des Entreprises, modernisation du registre de commerce, création de guichets-entreprises agréés et portant diverses dispositions. »

Art. 143. A l'article 41^{quinquies}, § 1^{er}, de la même loi, les mots « copie authentique » sont remplacés par les mots « copie certifiée conforme ou une copie certifiée complète, exacte et véritable par toutes les parties contractantes ».

CHAPITRE IV. — *Allocations familiales*

Section 1^{re}. — *Caisses d'allocations familiales*

Art. 144. L'article 22^{bis}, § 1^{er}, des lois relatives aux allocations familiales pour travailleurs salariés, coordonnées le 19 décembre 1939, inséré par la loi du 27 décembre 2004, est complété par l'alinéa suivant :

« Les décisions de l'assemblée générale concernant la modification des statuts, la modification de l'objet social, la nomination et la révocation des administrateurs et commissaires et la dissolution de l'association doivent être approuvées par au moins un quart des membres actifs, étant entendu qu'un quota de cinq membres actifs suffit. Le cas échéant, le quotient obtenu doit être arrondi vers le bas. Par membres actifs, il faut entendre les membres, employeurs ou non, qui siègent également au conseil d'administration de l'association. »

Art. 140. Dit hoofdstuk treedt in werking op 1 februari 2006.

HOOFDSTUK III. — *Betere inning van de bijdragen*

Art. 141. In artikel 41^{ter}, § 1, van de wet van 27 juni 1969 tot herziening van de besluitwet van 28 december 1944 betreffende de maatschappelijke zekerheid der arbeiders, ingevoegd door de wet van 3 juli 2005 houdende diverse bepalingen betreffende het sociaal overleg, worden de woorden « aanleiding gevend » vervangen door de woorden « aanleiding kunnen gevend ».

Art. 142. In artikel 41^{quater} van dezelfde wet, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in § 1 worden de woorden « een rechtspersoon of een natuurlijk persoon die een zelfstandige activiteit uitoefent » vervangen door de woorden « een werkgever, een natuurlijk persoon of rechtspersoon, onderworpen aan of onderworpen is geweest aan een inninginstelling van de sociale zekerheidsbijdragen »;

2° § 7 wordt vervangen als volgt :

« § 7. Openbare ambtenaren of Ministeriële officieren, belast met de openbare verkoping van roerende goederen toebehorend aan een werknemer, natuurlijk persoon of rechtspersoon, onderworpen aan of onderworpen is geweest aan een inninginstelling van de sociale zekerheidsbijdragen, waarvan de waarde ten minste 250 euro bedraagt, zijn persoonlijk aansprakelijk voor de betaling van de bedragen verschuldigd aan de inninginstelling van de bijdragen door de eigenaar op het ogenblik van de verkoping, indien zij niet, uiterlijk binnen twee werkdagen volgend op de verkoping, door middel van een procedure waarbij informatica- of telegeleidingstechnieken worden gebruikt, de inninginstelling van de bijdragen ervan verwittigen.

De kennisgeving van het bedrag van de haar verschuldigde sommen die door de inninginstelling van de bijdragen werd gedaan door middel van een procedure waarbij informatica- of telegeleidingstechnieken worden gebruikt, uiterlijk voor het verstrijken van de achtste dag volgend op de verzendingsdatum van het in het vorige lid voorziene bericht en middels een procedure waarbij informatica- of telegeleidingstechnieken worden gebruikt, geldt als beslag onder derden in handen van de in het eerste lid vermelde openbare ambtenaren of Ministeriële officieren.

De in deze paragraaf voorziene bepalingen zijn van toepassing op de gerechtsdeurwaarder wanneer hij op de hoogte is gebracht van de voorstellen tot verkoop in der minne van de schuldenaar, overeenkomstig artikel 1526^{bis} van het Gerechtelijk Wetboek. »;

3° in § 9 wordt tussen het eerste lid en het tweede lid het volgende lid ingevoegd :

« Bij de kennisgeving van bovenvernoemde adviezen, gericht tot of afkomstig van de inninginstelling, worden de betrokken personen geïdentificeerd aan de hand van het identificatienummer bedoeld in artikel 8 van de wet van 15 januari 1990 houdende oprichting en organisatie van een Kruispuntbank van de sociale zekerheid of aan de hand van het identificatienummer bedoeld in artikel 5 van de wet van 16 januari 2003 tot oprichting van een Kruispuntbank van Ondernemingen, tot modernisering van het handelsregister, tot oprichting van erkende ondernemingsloketten en houdende diverse bepalingen. »

Art. 143. In artikel 41^{quinquies}, § 1, van dezelfde wet, worden de woorden « authentiek afschrift » vervangen door de woorden « eensluidend verklaard afschrift of een door alle contractspartijen voor volledig, echt en waar verklaard afschrift ».

HOOFDSTUK IV. — *Kinderbijslagen*

Afdeling 1. — *Kinderbijslagfondsen*

Art. 144. Artikel 22^{bis}, § 1, van de wetten betreffende de kinderbijslag voor loonarbeiders, samengeordend op 19 december 1939, ingevoegd bij de wet van 27 december 2004, wordt aangevuld met het volgende lid :

« Beslissingen van de algemene vergadering inzake de wijziging van de statuten, de wijziging van het maatschappelijk doel, de benoeming en de afzetting van de bestuurders en commissarissen en de ontbinding van de vereniging, moeten door minimum een vierde van de werkende leden worden goedgekeurd, met dien verstande dat een quotum van vijf werkende leden voldoende is. Het verkregen quotiënt moet desgevallend naar beneden worden afgerond. Met werkende leden zijn bedoeld, leden, al dan niet werkgever, die tevens in de raad van bestuur van de vereniging zetelen. »

Section 2. — Suppression des discriminations

Art. 145. Dans l'article 42bis, alinéa 1^{er}, des mêmes lois, modifié par les lois des 22 décembre 1989, 29 décembre 1990, 30 décembre 1992 et 11 décembre 2001, les mots « à l'alinéa 3 » sont remplacés par les mots « à l'alinéa 4 ».

Art. 146. Dans l'article 50ter, alinéa unique, des mêmes lois, modifié par les lois des 22 décembre 1989, 29 décembre 1990 et 11 décembre 2001, les mots « à l'alinéa 3 » sont remplacés par les mots « à l'alinéa 4 ».

Art. 147. Dans l'article 56bis, § 1^{er}, alinéa unique, des mêmes lois, modifié par la loi-programme du 22 décembre 1989, les mots « le père ou la mère » sont remplacés par les mots « un attributaire visé à l'article 51, §§ 3 et 4 ».

Art. 148. Dans l'article 56quinquies, § 2, alinéa 1^{er}, des mêmes lois, modifié par la loi du 1^{er} août 1985, les mots « le père handicapé ou la mère handicapée » sont remplacés par les mots « l'attributaire handicapé visé au § 1^{er}, alinéa 1^{er} ».

Art. 149. L'article 60, § 3, alinéa 1^{er}, 1^o, des mêmes lois, inséré par la loi du 1^{er} août 1985 et modifié par l'arrêté royal du 31 mars 1987, est remplacé par la disposition suivante :

« 1^o le droit aux allocations familiales majorées d'orphelin en vertu des dispositions de l'arrêté royal du 8 avril 1976 établissant le régime des prestations familiales en faveur des travailleurs indépendants exclut tout autre droit simultané ou postérieur en vertu des présentes lois :

a) lorsqu'il est ouvert par un orphelin dont le parent décédé, père ou mère, était exclusivement attributaire indépendant et a satisfait, au moment de son décès, aux conditions visées à l'article 9, § 1^{er}, de l'arrêté royal précité;

b) lorsqu'il est ouvert par un orphelin dont le parent survivant, père ou mère, a satisfait au moment du décès de l'autre parent aux conditions visées à l'article 9, § 1^{er}, de l'arrêté royal précité, sauf si un droit aux allocations familiales d'orphelin en vertu des présentes lois est ouvert par cet orphelin dont le parent décédé a satisfait, au moment de son décès, aux conditions visées à l'article 56bis, § 1^{er};

c) lorsqu'il est ouvert par un orphelin en raison du fait que l'attributaire visé à l'article 15 de l'arrêté royal précité, autre que le père ou la mère, a satisfait au moment du décès de l'un des parents de l'orphelin aux conditions visées à l'article 9, § 1^{er}, du même arrêté, sauf si un droit aux allocations familiales d'orphelin est ouvert en vertu des présentes lois.

Cette exclusion ne s'applique toutefois pas lorsque, suite au prédécès d'un parent, père ou mère, il existe déjà un droit aux allocations familiales d'orphelin en application des articles 56bis ou 56quinquies des présentes lois. »

Art. 150. A l'article 62, § 4, alinéa unique, des mêmes lois, modifié par la loi du 29 avril 1996, les mots « qui ne suit plus de cours obligatoires et » sont supprimés.

Art. 151. Dans l'article 64, § 1^{er}, alinéa unique, des mêmes lois, modifié par les arrêtés royaux n° 122 du 30 décembre 1982 et n° 207 du 13 septembre 1983, les mots « L'attributaire visé » sont remplacés par les mots « L'orphelin visé ».

Art. 152. Dans l'article 2, alinéa 2, de la loi du 20 juillet 1971 instituant des prestations familiales garanties, modifié par l'arrêté royal n° 242 du 31 décembre 1983 et les lois des 25 janvier 1999 et 24 décembre 1999, les mots « à l'article 1^{er}, alinéa 4 » sont remplacés par les mots « à l'article 1^{er}, alinéa 5 ».

Art. 153. Le Roi fixe la date d'entrée en vigueur de des articles 147, 148, 149 et 151.

L'article 144 entre en vigueur le jour de la publication de la présente loi au *Moniteur belge*.

Les articles 145 et 146 produisent leurs effets le 1^{er} janvier 2005.

L'article 150 produit ses effets le 1^{er} septembre 2005.

L'article 152 entre en vigueur le 1^{er} février 2006.

Afdeling 2. — Afschaffing van discriminaties

Art. 145. In artikel 42bis, eerste lid, van dezelfde wetten, gewijzigd bij de wetten van 22 december 1989, 29 december 1990, 30 december 1992 en 11 december 2001, worden de woorden « het derde lid » vervangen door de woorden « het vierde lid ».

Art. 146. In artikel 50ter, enig lid, van dezelfde wetten, gewijzigd bij de wetten van 22 december 1989, 29 december 1990 en 11 december 2001, worden de woorden « het derde lid » vervangen door de woorden « het vierde lid ».

Art. 147. In artikel 56bis, § 1, enig lid, van dezelfde wetten, gewijzigd bij de programmawet van 22 december 1989, worden de woorden « de vader of de moeder » vervangen door de woorden « een rechthebbende bedoeld in artikel 51, §§ 3 en 4 ».

Art. 148. In artikel 56quinquies, § 2, eerste lid, van dezelfde wetten, gewijzigd bij de wet van 1 augustus 1985, worden de woorden « de minder-valide vader of de minder-valide moeder » vervangen door de woorden « de minder-valide rechthebbende bedoeld in § 1, eerste lid ».

Art. 149. Artikel 60, § 3, eerste lid, 1^o, van dezelfde wetten, ingevoegd bij de wet van 1 augustus 1985 en gewijzigd bij het koninklijk besluit van 31 maart 1987, wordt vervangen als volgt :

« 1^o het recht op verhoogde wezenbijslag bij toepassing van de bepalingen van het koninklijk besluit van 8 april 1976 houdende regeling van de gezinsbijslag ten voordele van de zelfstandigen sluit ieder ander gelijktijdig of later recht krachtens deze wetten uit :

a) wanneer het geopend wordt door een wees waarvan de overleden ouder, vader of moeder, uitsluitend rechthebbende zelfstandige was en op het ogenblik van zijn overlijden voldaan heeft aan de voorwaarden bedoeld in artikel 9, § 1, van voormeld koninklijk besluit;

b) wanneer het geopend wordt door een wees, waarvan de overlevende ouder, vader of moeder, op het ogenblik van het overlijden van de andere ouder voldaan heeft aan de voorwaarden bedoeld in artikel 9, § 1, van voormeld besluit, behalve indien krachtens deze wetten een recht op wezenbijslag geopend wordt door deze wees wiens overleden ouder op het ogenblik van zijn overlijden voldaan heeft aan de voorwaarden bedoeld in artikel 56bis, § 1;

c) wanneer het geopend wordt door een wees op grond van het feit dat de rechthebbende bedoeld in artikel 15 van voormeld koninklijk besluit, die niet de vader of de moeder is, op het ogenblik van het overlijden van één van de ouders van de wees voldaan heeft aan de voorwaarden bedoeld in artikel 9, § 1, van hetzelfde besluit, behalve indien een recht op wezenbijslag geopend wordt krachtens deze wetten.

Deze uitsluiting is evenwel niet van toepassing indien er, ingevolge het vooroverlijden van een ouder, vader of moeder, reeds een recht op kinderbijslag voor wezen bij toepassing van artikel 56bis of 56quinquies van deze wetten bestaat. »

Art. 150. In artikel 62, § 4, enig lid, van dezelfde wetten, gewijzigd bij de wet van 29 april 1996, vervallen de woorden « dat geen verplichte cursussen meer volgt en ».

Art. 151. In artikel 64, § 1, enig lid, van dezelfde wetten, gewijzigd bij de koninklijke besluiten nr. 122 van 30 december 1982 en nr. 207 van 13 september 1983, worden de woorden « De rechthebbende bedoeld » vervangen door de woorden « De wees bedoeld ».

Art. 152. In artikel 2, tweede lid, van de wet van 20 juli 1971 tot instelling van gewaarborgde gezinsbijslag, gewijzigd bij het koninklijk besluit nr. 242 van 31 december 1983 en de wetten van 25 januari 1999 en 24 december 1999, worden de woorden « in artikel 1, vierde lid » vervangen door de woorden « in artikel 1, vijfde lid ».

Art. 153. De artikelen 147, 148, 149 en 151 treden in werking op een door de Koning te bepalen datum.

Artikel 144 treedt in werking de dag waarop deze wet in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

De artikelen 145 en 146 hebben uitwerking met ingang van 1 januari 2005.

Artikel 150 heeft uitwerking met ingang van 1 september 2005.

Artikel 152 treedt in werking op 1 februari 2006.

Section 3. — Dérégations dans les cas dignes d'intérêt

Art. 154. L'article 56*sexies*, § 4, des lois relatives aux allocations familiales pour travailleurs salariés, coordonnées le 19 décembre 1939, modifié par les lois des 1^{er} août 1985, 22 décembre 1989, 22 février 1998 et 24 décembre 1999, est complété par l'alinéa suivant :

« Le Ministre des Affaires sociales a la même compétence en ce qui concerne des catégories de cas dignes d'intérêt. Il demande dans ce cas l'avis préalable du Comité de gestion de l'Office national d'allocations familiales pour travailleurs salariés. »

Art. 155. A l'article 56*decies* des mêmes lois, inséré par la loi du 22 décembre 1989 et modifié par les lois des 22 février 1998 et 24 décembre 1999, sont apportées les modifications suivantes :

1° le § 2 est complété par l'alinéa suivant :

« Le Ministre des Affaires sociales a la même compétence en ce qui concerne des catégories de cas dignes d'intérêt. Il demande dans ce cas l'avis préalable du Comité de gestion de l'Office national d'allocations familiales pour travailleurs salariés. »

2° le § 3 est complété par l'alinéa suivant :

« Le Ministre des Affaires sociales a la même compétence en ce qui concerne des catégories de cas dignes d'intérêt. Il demande dans ce cas l'avis préalable du Comité de gestion de l'Office national d'allocations familiales pour travailleurs salariés. »

Art. 156. L'article 57*bis* des mêmes lois, remplacé par la loi du 29 avril 1996 et modifié par les lois des 24 décembre 1999 et 24 décembre 2002, est complété par l'alinéa suivant :

« Le Ministre des Affaires sociales a la même compétence en ce qui concerne des catégories de cas dignes d'intérêt. Il demande dans ce cas l'avis préalable du Comité de gestion de l'Office national d'allocations familiales pour travailleurs salariés. »

Art. 157. A l'article 66 des mêmes lois, remplacé par l'arrêté royal n° 122 du 30 décembre 1982 et modifié par les lois des 22 décembre 1989, 25 janvier 1999, 24 décembre 1999 et 19 juillet 2001, sont apportées les modifications suivantes :

1° dans l'alinéa 3, les mots « dans des cas individuels, » sont insérés entre les mots « l'enfant, » et « désigner le titulaire prioritaire ».

2° l'alinéa suivant est inséré entre les alinéas 3 et 4 :

« Le Ministre des Affaires sociales a la même compétence en ce qui concerne des catégories de cas. Il demande dans ce cas l'avis préalable du Comité de gestion de l'Office national d'allocations familiales pour travailleurs salariés. »

Art. 158. Dans l'article 2 de la loi du 20 juillet 1971 instituant des prestations familiales garanties, modifié par l'arrêté royal n° 242 du 31 décembre 1983 et les lois des 29 décembre 1990, 25 janvier 1999 et 24 décembre 1999, l'alinéa suivant est inséré entre les alinéas 2 et 3 :

« Le Ministre des Affaires sociales a la même compétence en ce qui concerne des catégories de cas dignes d'intérêt. Il demande dans ce cas l'avis préalable du Comité de gestion de l'Office national d'allocations familiales pour travailleurs salariés. »

Art. 159. Les articles 154 à 158 entrent en vigueur le premier jour du mois qui suit celui au cours duquel la présente loi est publiée au *Moniteur belge*.

TITRE XV. — Finances**Chapitre I^{er}. — Code des droits de succession**

Art. 160. L'article 161, 3°, du Code des droits de succession, remplacé par la loi-programme du 22 décembre 2003, est remplacé comme suit :

« 3° les organismes de placement collectif de droit étranger visés à l'article 127 de la loi du 20 juillet 2004 relative à certaines formes de gestion collective de portefeuilles d'investissement, à l'exception des organismes de placement en créances; ».

CHAPITRE II. — Modifications au Code des impôts sur les revenus 1992

Art. 161. A l'article 12, § 3, alinéa 5, du Code des impôts sur les revenus 1992, inséré par la loi-programme du 27 décembre 2004, les mots « L'exonération peut toutefois être accordée pour une habitation que les conjoints ou l'un d'entre eux n'occupent pas personnellement pour des raisons professionnelles ou sociales. » sont remplacés par les

Afdeling 3. — Afwijkingen voor behartenswaardige gevallen

Art. 154. Artikel 56*sexies*, § 4, van de wetten betreffende de kinderbijslag voor loonarbeiders, samengeoörd op 19 december 1939, gewijzigd bij de wetten van 1 augustus 1985, 22 december 1989, 22 februari 1998 en 24 december 1999, wordt aangevuld met het volgende lid :

« De Minister van Sociale Zaken heeft dezelfde bevoegdheid inzake categorieën van behartigenswaardige gevallen. Hij dient dan wel vooraf het advies van het Beheerscomité van de Rijksdienst voor kinderbijslag voor werknemers in te winnen. »

Art. 155. In artikel 56*decies* van dezelfde wetten, ingevoegd bij de wet van 22 december 1989 en gewijzigd bij de wetten van 22 februari 1998 en 24 december 1999, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° § 2 wordt aangevuld met het volgende lid :

« De Minister van Sociale Zaken heeft dezelfde bevoegdheid inzake categorieën van behartigenswaardige gevallen. Hij dient dan wel vooraf het advies van het Beheerscomité van de Rijksdienst voor kinderbijslag voor werknemers in te winnen. »

2° § 3 wordt aangevuld met het volgende lid :

« De Minister van Sociale Zaken heeft dezelfde bevoegdheid inzake categorieën van behartigenswaardige gevallen. Hij dient dan wel vooraf het advies van het Beheerscomité van de Rijksdienst voor kinderbijslag voor werknemers in te winnen. »

Art. 156. Artikel 57*bis* van dezelfde wetten, vervangen bij de wet van 29 april 1996 en gewijzigd bij de wetten van 24 december 1999 en 24 december 2002, wordt aangevuld met het volgende lid :

« De Minister van Sociale Zaken heeft dezelfde bevoegdheid inzake categorieën van behartigenswaardige gevallen. Hij dient dan wel vooraf het advies van het Beheerscomité van de Rijksdienst voor kinderbijslag voor werknemers in te winnen. »

Art. 157. In artikel 66 van dezelfde wetten, vervangen bij het koninklijk besluit nr. 122 van 30 december 1982 en gewijzigd bij de wetten van 22 december 1989, 25 januari 1999, 24 december 1999 en 19 juli 2001, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het derde lid worden de woorden « in individuele gevallen » ingevoegd tussen de woorden « het kind, » en « de voorrangsgerechtigde aanwijzen ».

2° tussen het derde en het vierde lid wordt het volgende lid ingevoegd :

« De Minister van Sociale Zaken heeft dezelfde bevoegdheid inzake categorieën van gevallen. Hij dient dan wel vooraf het advies van het Beheerscomité van de Rijksdienst voor kinderbijslag voor werknemers in te winnen. »

Art. 158. In artikel 2 van de wet van 20 juli 1971 tot instelling van gewaarborgde gezinsbijslag, gewijzigd bij het koninklijk besluit nr. 242 van 31 december 1983 en bij de wetten van 29 december 1990, 25 januari 1999 en 24 december 1999, wordt tussen het tweede en het derde lid het volgende lid ingevoegd :

« De Minister van Sociale Zaken heeft dezelfde bevoegdheid inzake categorieën van behartigenswaardige gevallen. Hij dient dan wel vooraf het advies van het Beheerscomité van de Rijksdienst voor kinderbijslag voor werknemers in te winnen. »

Art. 159. De artikelen 154 tot 158 treden in werking op de eerste dag van de maand na die waarin deze wet is bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad*.

TITEL XV. — Financiën**HOOFDSTUK I. — Wetboek der successierechten**

Art. 160. Artikel 161, 3°, van het Wetboek der successierechten, vervangen bij de wet van 22 december 2003, wordt vervangen als volgt :

« 3° de instellingen voor collectieve belegging naar buitenlands recht bedoeld in artikel 127 van de wet van 20 juli 2004 betreffende bepaalde vormen van collectief beheer van beleggingsportefeuilles, met uitzondering van de instellingen voor belegging in schuldvorderingen; ».

HOOFDSTUK II. — Wijzigingen aan het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992

Art. 161. In artikel 12, § 3, vijfde lid, van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992, ingevoegd door de programmawet van 27 december 2004, worden de woorden « De vrijstelling mag eveneens worden toegekend voor een woning die de echtgenoten of één van hen om beroepsredenen of redenen van sociale aard niet persoonlijk

mots « L'exonération peut toutefois être accordée lorsque les conjoints ou l'un d'entre eux n'occupent pas personnellement l'habitation ainsi choisie pour des raisons professionnelles ou sociales. »

Art. 162. A l'article 17, § 1^{er}, 4°, du même Code, modifié par la loi du 28 avril 2003, les mots « formé au moyen de cotisations ou primes visées à l'article 34, § 1^{er}, 2°, » sont remplacés par les mots « formé, soit au moyen de cotisations ou primes visées à l'article 34, § 1^{er}, 2°, soit dans le cadre d'une pension complémentaire des indépendants visée à l'article 34, § 1^{er}, 2° bis, ».

Art. 163. L'article 32 du même Code, remplacé par la loi du 4 mai 1999, est complété par l'alinéa suivant :

« L'alinéa 1^{er} n'est pas applicable non plus aux personnes physiques exerçant des fonctions salariées dans une société dans laquelle elles exercent également un mandat non rémunéré d'administrateur, de gérant, de liquidateur ou des fonctions analogues, pour autant que les revenus de biens immobiliers qu'ils perçoivent de cette société ne soient pas pris en considération pour la requalification à titre de rémunération visée à l'alinéa 2, 3°. »

Art. 164. A l'article 38, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, du même Code, modifié en dernier lieu par la loi-programme du 27 décembre 2004, sont apportées les modifications suivantes :

1° dans le 18°, les mots « dans l'entreprise » sont remplacés par les mots « auprès de l'employeur »;

2° le 19° est remplacé comme suit :

« 19° les avantages résultant, pour les dirigeants d'entreprise qui recueillent des rémunérations visées à l'article 30, 2°, du paiement incombant à l'entreprise ou à la personne morale visée à l'article 220 ou 227, 3°, de cotisations et primes visées à l'article 52, 3°, b, qui se rapportent à des rémunérations qui sont allouées ou attribuées régulièrement et au moins une fois par mois avant la fin de la période imposable au cours de laquelle l'activité rémunérée y donnant droit a été exercée et à condition que ces rémunérations soient imputées sur les résultats de cette période; ».

Art. 165. L'article 39, § 2, 2°, d, du même Code, remplacé par la loi du 28 avril 2003, est remplacé comme suit :

« d) qu'ils ne sont pas constitués en tout ou en partie au moyen de cotisations patronales ou de cotisations de l'entreprise, ni de cotisations ou primes visées à l'article 38, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 16°, ni de cotisations qui ont pu entrer en ligne de compte à titre de frais professionnels conformément à l'article 52, 7° bis, ni de cotisations qui ont pu entrer en ligne de compte pour l'application de l'article 145¹, 1°; ».

Art. 166. L'article 40, alinéa 1^{er}, du même Code, remplacé par la loi du 28 avril 2003, est remplacé comme suit :

« Art. 40. Les participations aux bénéfices attachées à des contrats d'assurance-vie, à des engagements de pension complémentaire concernant des travailleurs ou des dirigeants d'entreprise visés à l'article 32, alinéa 1^{er}, 1°, et occupés avec un contrat de travail, ou à des conventions de pension complémentaire concernant des travailleurs indépendants, sont exonérées pour autant qu'elles soient liquidées en même temps que les pensions, pensions complémentaires, rentes, capitaux ou valeurs de rachat résultant de ces contrats, engagements ou conventions. »

Art. 167. L'article 90, 3°, du même Code, est remplacé comme suit :

« 3° les rentes alimentaires attribuées au contribuable par des personnes du ménage dont il ne fait pas partie, lorsqu'elles lui sont attribuées en exécution d'une obligation résultant du Code civil ou du Code judiciaire ou de la loi du 23 novembre 1998 instaurant la cohabitation légale, ainsi que les capitaux tenant lieu de telles rentes; ».

Art. 168. L'article 93bis, 1°, du même Code, remplacé par la loi-programme du 27 décembre 2004, est remplacé comme suit :

« 1° de la cession à titre onéreux de l'habitation dont le revenu cadastral est exonéré conformément à l'article 12, § 3, pendant une période ininterrompue d'au moins 12 mois qui précède le mois au cours duquel l'aliénation a eu lieu. Pour le calcul de la période ininterrompue de 12 mois, il peut, le cas échéant, également être tenu compte de la période au cours de laquelle la déduction pour habitation pouvait être accordée pour cette habitation en application de l'article 16 tel qu'il existait avant d'être abrogé ou de l'article 526, § 1^{er}. Toutefois, une période de 6 mois au maximum, durant laquelle l'habitation doit rester inoccupée, pourra s'intercaler entre la période d'au moins 12 mois et le mois au cours duquel l'aliénation a eu lieu; ».

« remplacer. » remplacer par les mots « De l'exonération peut toutefois être accordée lorsque les conjoints ou l'un d'entre eux n'occupent pas personnellement l'habitation ainsi choisie pour des raisons professionnelles ou sociales. »

Art. 162. In artikel 17, § 1, 4°, van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij de wet van 28 april 2003, worden de woorden « gevormd met bijdragen of premies als bedoeld in artikel 34, § 1, 2°, » vervangen door de woorden « gevormd, ofwel, met bijdragen of premies als bedoeld in artikel 34, § 1, 2°, ofwel, in het kader van een aanvullend pensioen voor zelfstandigen als bedoeld in artikel 34, § 1, 2° bis, ».

Art. 163. Artikel 32 van hetzelfde Wetboek, vervangen bij de wet van 4 mei 1999, wordt aangevuld met het volgende lid :

« Het eerste lid is evenmin van toepassing op natuurlijke personen die bezoldigde functies uitoefenen in een vennootschap, waarin zij ook onbezoldigd een opdracht als bestuurder, zaakvoerder, vereffenaar of gelijksoortige functies uitoefenen, mits de inkomsten van onroerende goederen die zij uit diezelfde vennootschap verkrijgen niet voor de in het tweede lid, 3°, bedoelde herkwalificatie tot bezoldiging in aanmerking komen. »

Art. 164. In artikel 38, § 1, eerste lid, van hetzelfde Wetboek, laatst gewijzigd bij de programmawet van 27 december 2004, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in 18°, worden de woorden « in de onderneming » vervangen door de woorden « bij de werkgever »;

2° het 19° wordt vervangen als volgt :

« 19° de voordelen die voor de bedrijfsleiders die in artikel 30, 2°, bedoelde bezoldigingen verkrijgen, voortvloeien uit de op de onderneming of op de in artikel 220 of 227, 3°, bedoelde rechtspersoon rustende betaling van bijdragen en premies als bedoeld in artikel 52, 3°, b, die betrekking hebben op bezoldigingen die regelmatig en tenminste om de maand worden betaald of toegekend vóór het einde van het belastbare tijdperk waarin de ertoe aanleiding gevende bezoldigde werkzaamheden zijn verricht en mits zij op de resultaten van dat tijdperk worden aangerekend; ».

Art. 165. Artikel 39, § 2, 2°, d, van hetzelfde Wetboek, vervangen bij de wet van 28 april 2003, wordt vervangen als volgt :

« d) ze niet geheel of gedeeltelijk zijn gevormd door middel van werkgeversbijdragen of bijdragen van de onderneming, noch van bijdragen of premies als bedoeld in artikel 38, § 1, eerste lid, 16°, noch van bijdragen die, overeenkomstig artikel 52, 7° bis, in aanmerking konden komen als beroepskosten, noch van bijdragen die in aanmerking konden komen voor de toepassing van artikel 145¹, 1°; ».

Art. 166. Artikel 40, eerste lid, van hetzelfde Wetboek, vervangen door de wet van 28 april 2003, wordt vervangen als volgt :

« Art. 40. Deelnemingen in de winst ter zake van levensverzekeringscontracten, van aanvullende pensioentoezeggingen betreffende werknemers of bedrijfsleiders als bedoeld in artikel 32, eerste lid, 1°, en tewerkgesteld met een arbeidsovereenkomst, of van aanvullende pensioenovereenkomsten betreffende zelfstandigen zijn vrijgesteld op voorwaarde dat zij gelijktijdig met de uit die contracten, toezeggingen of overeenkomsten, voortvloeiende pensioenen, aanvullende pensioenen, renten, kapitalen of afkoopwaarden worden vereffend. »

Art. 167. Artikel 90, 3°, van hetzelfde Wetboek, wordt vervangen als volgt :

« 3° onderhoudsuitkeringen die aan de belastingplichtige regelmatig zijn toegekend door personen van wier gezin hij geen deel uitmaakt, wanneer ze worden toegekend ter uitvoering van een verplichting op grond van het Burgerlijk of het Gerechtelijk Wetboek of van de wet van 23 november 1998 tot invoering van de wettelijke samenwoning, zomede kapitalen die zulke uitkeringen vervangen; ».

Art. 168. Artikel 93bis, 1°, van hetzelfde Wetboek, vervangen bij de programmawet van 27 december 2004, wordt vervangen als volgt :

« 1° een overdracht onder bezwarende titel van de woning waarvan het kadastraal inkomen, gedurende een ononderbroken periode van ten minste 12 maanden die de maand van de vervreemding voorafgaat, is vrijgesteld overeenkomstig artikel 12, § 3. Voor de berekening van die ononderbroken periode van 12 maanden wordt in voorkomend geval tenoners rekening gehouden met de periode gedurende dewelke voor die woning de woningaftrek kon worden toegestaan met toepassing van artikel 16, zoals dat bestond alvorens het werd opgeheven, of van artikel 526, § 1. Evenwel mag tussen de periode van ten minste 12 maanden en de maand van vervreemding nog een periode van maximaal 6 maanden liggen, gedurende dewelke de woning niet in gebruik mag zijn genomen; ».

Art. 169. A l'article 104 du même Code, modifié en dernier lieu par la loi-programme du 27 décembre 2004, sont apportées les modifications suivantes :

1° le 1° est remplacé comme suit :

« 1° 80 p.c. des rentes alimentaires régulièrement payées par le contribuable à des personnes qui ne font pas partie de son ménage, lorsqu'elles leur sont payées en exécution d'une obligation résultant du Code civil ou du Code judiciaire ou de la loi du 23 novembre 1998 instaurant la cohabitation légale, ainsi que 80 p.c. des capitaux tenant lieu de telles rentes. Toutefois, les rentes payées pour les enfants pour lesquels l'application de l'article 132bis a été demandée, ne sont pas déductibles; »;

2° dans le 9°, le mot « spécifiquement » est inséré entre les mots « reconstitution d'un emprunt hypothécaire » et les mots « contracté en vue d'acquérir ou de conserver ».

Art. 170. A l'article 113, § 1^{er}, du même Code, modifié par les lois du 6 juillet 1994 et du 6 juillet 2004, sont apportées les modifications suivantes :

1° le 1° est remplacé comme suit :

« 1° les dépenses concernent le paiement de la garde d'enfant en dehors des heures normales de classe durant lesquelles l'enfant suit l'enseignement, et doivent être effectuées pour les enfants qui n'ont pas atteint l'âge de douze ans; »;

2° le 3° est remplacé comme suit :

« 3° les dépenses sont payées :

a) soit à des institutions ou à des milieux d'accueil reconnus, subsidiés ou contrôlés :

— par l'Office de la Naissance et de l'Enfance, par « Kind en Gezin » ou par l'Exécutif de la Communauté germanophone;

— ou par les pouvoirs publics locaux, communautaires, autres que ceux visés au premier tiret, ou régionaux;

b) soit à des familles d'accueil indépendantes ou à des crèches, placées sous la surveillance des institutions visées au a), premier tiret;

c) soit à des écoles maternelles ou primaires ou à des institutions ou des milieux d'accueil qui ont un lien avec l'école ou son pouvoir organisateur; ».

Art. 171. A l'article 115 du même Code, remplacé par la loi-programme du 27 décembre 2004, sont apportées les modifications suivantes :

a) dans le texte actuel qui devient le § 1^{er}, l'alinéa 1^{er}, 1°, est complété par les mots « et qu'il occupe personnellement à cette même date »;

b) au § 1^{er}, le dernier alinéa est remplacé comme suit :

« Pour déterminer si l'habitation du contribuable est l'unique habitation qu'il occupe personnellement au 31 décembre de l'année de la conclusion du contrat d'emprunt, il n'est pas tenu compte :

1° des autres habitations dont il est, par héritage, copropriétaire, nu-propriétaire ou usufruitier;

2° d'une autre habitation qui est considérée comme à vendre à cette date sur le marché immobilier et qui est réellement vendue au plus tard le 31 décembre de l'année qui suit celle de la conclusion du contrat d'emprunt;

3° du fait que le contribuable n'occupe pas personnellement l'habitation en raison :

— d'entraves légales ou contractuelles qui rendent impossible l'occupation de l'habitation par le contribuable lui-même à cette date;

— de l'état d'avancement des travaux de construction ou de rénovation qui ne permettent pas au contribuable d'occuper effectivement l'habitation à la même date.

La déduction n'est plus admise :

1° à partir de l'année qui suit celle de la conclusion du contrat d'emprunt, lorsqu'au 31 décembre de cette année, l'habitation visée à l'alinéa précédent, 2°, n'est pas effectivement vendue;

2° à partir de la deuxième année qui suit celle de la conclusion du contrat d'emprunt, lorsqu'au 31 décembre de cette année, le contribuable n'occupe pas personnellement l'habitation visée à l'article 104, 9°. »;

Art. 169. In artikel 104 van hetzelfde Wetboek, laatst gewijzigd bij de programmawet van 27 december 2004, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° het 1° wordt vervangen als volgt :

« 1° 80 pct. van de onderhoudsuitkeringen die de belastingplichtige regelmatig heeft betaald aan personen die niet deel uitmaken van zijn gezin, wanneer ze zijn betaald ter uitvoering van een verplichting op grond van het Burgerlijk of het Gerechtelijk Wetboek of van de wet van 23 november 1998 tot invoering van de wettelijke samenwoning, zomede 80 pct. van de kapitalen die zulke uitkeringen vervangen. Evenwel zijn de uitkeringen betaald voor de kinderen voor welke de toepassing van artikel 132bis werd gevraagd, niet aftrekbaar; »;

2° in het 9° worden de woorden « die specifiek is » ingevoegd tussen de woorden « wedersamenstelling van een hypothecaire lening » en « gesloten om een in artikel 12, § 3, bedoelde enige woning te verwerven ».

Art. 170. In artikel 113, § 1, van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij de wetten van 6 juli 1994, en 6 juli 2004, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° het 1° wordt vervangen als volgt :

« 1° de uitgaven hebben betrekking op het vergoeden van kinderopas buiten de normale lesuren tijdens dewelke het kind onderwijs volgt en moeten gedaan zijn voor kinderen die de leeftijd van twaalf jaar niet hebben bereikt; »;

2° het 3° wordt vervangen als volgt :

« 3° de uitgaven zijn betaald :

a) ofwel aan instellingen of opvangvoorzieningen die worden erkend, gesubsidieerd of gecontroleerd :

— door Kind en Gezin, door het « Office de la Naissance et de l'Enfance » of door de Executieve van de Duitstalige Gemeenschap;

— of door de lokale openbare besturen of openbare besturen van de gemeenschappen, andere dan de in het eerste streepje vermelde besturen, of van de gewesten;

b) ofwel aan kinderdagverblijven of zelfstandige opvanggezinnen die onder toezicht staan van de in a), eerste streepje, vermelde instellingen;

c) ofwel aan kleuter- of lagere scholen of aan instellingen of opvangvoorzieningen die verbonden zijn met de school of de inrichtende macht; ».

Art. 171. In artikel 115 van hetzelfde Wetboek, vervangen bij de programmawet van 27 december 2004, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) in de huidige tekst die § 1 wordt, wordt het eerste lid, 1°, aangevuld met de woorden « en die hij op diezelfde datum zelf betreft »;

b) in § 1 wordt het laatste lid vervangen als volgt :

« Om te bepalen of de woning van de belastingplichtige, op 31 december van het jaar waarin het leningcontract is afgesloten, zijn enige woning is die hij zelf betreft, wordt geen rekening gehouden met :

1° andere woningen waarvan hij, ingevolge erfenis, mede-eigenaar, naakte eigenaar of vruchtgebruiker is;

2° een andere woning die op die datum op de vastgoedmarkt te koop is aangeboden en die uiterlijk op 31 december van het jaar dat volgt op het jaar waarin het leningcontract is afgesloten, ook daadwerkelijk is verkocht;

3° het feit dat de belastingplichtige de woning niet zelf betreft omwille van :

— wettelijke of contractuele belemmeringen die het de belastingplichtige onmogelijk maken de woning op die datum zelf te betrekken;

— de stand van de bouwwerkzaamheden of van de verbouwingswerkzaamheden die het de belastingplichtige nog niet toelaten de woning daadwerkelijk op diezelfde datum te betrekken.

De aftrek wordt niet meer toegestaan :

1° vanaf het jaar volgend op het jaar waarin het leningcontract is afgesloten, indien op 31 december van dat jaar de in het vorige lid, 2°, bedoelde andere woning niet daadwerkelijk is verkocht;

2° vanaf het tweede jaar volgend op het jaar waarin het leningcontract is afgesloten, indien de belastingplichtige de in artikel 104, 9°, bedoelde woning op 31 december van dat jaar niet zelf betreft. »;

c) il est complété par un § 2 et un § 3, rédigés comme suit :

« § 2. Les emprunts visés à l'article 104, 9°, sont spécifiquement contractés en vue d'acquérir ou de conserver une habitation lorsqu'ils sont conclus pour :

1. l'achat d'un bien immobilier;
2. la construction d'un bien immobilier;
3. la rénovation totale ou partielle d'un bien immobilier;
4. le paiement des droits de succession relatifs à l'habitation visée à l'article 104, 9°, à l'exclusion des intérêts de retard dus en cas de paiement tardif.

En ce qui concerne la rénovation visée à l'alinéa 1^{er}, 3, les prestations y relatives sont celles visées à la rubrique XXXI du tableau A de l'annexe à l'arrêté royal n° 20 du 20 juillet 1970 fixant les taux de la taxe sur la valeur ajoutée et déterminant la répartition des biens et des services selon ces taux.

§ 3. Le Roi détermine les modalités d'application de la déduction visée à l'article 104, 9°. »

Art. 172. Dans l'article 116 du même Code, remplacé par la loi-programme du 24 décembre 2004, l'alinéa suivant est inséré entre l'alinéa 2 et l'alinéa 3 :

« Pour l'application de l'alinéa 2, les enfants considérés comme handicapés sont comptés pour deux. »

Art. 173. L'article 145⁴, 2°, b, du même Code, inséré par la loi du 28 décembre 1992, est remplacé comme suit :

« b) en cas de décès :

— lorsque le contrat d'assurance-vie sert à la reconstitution ou à la garantie d'un emprunt hypothécaire contracté pour une habitation, au profit des personnes qui, suite au décès de l'assuré, acquièrent la pleine propriété ou l'usufruit de cette habitation;

— dans les autres cas, au profit du conjoint ou des parents jusqu'au deuxième degré du contribuable; ».

Art. 174. L'article 145⁹, alinéa 1^{er}, 2°, b, du même Code, inséré par la loi du 28 décembre 1992, est remplacé comme suit :

« b) en cas de décès :

— lorsque le contrat d'assurance-épargne sert à la reconstitution ou à la garantie d'un emprunt hypothécaire contracté pour une habitation, au profit des personnes qui, suite au décès de l'assuré, acquièrent la pleine propriété ou l'usufruit de cette habitation;

— dans les autres cas, au profit du conjoint ou des parents jusqu'au deuxième degré du contribuable; ».

Art. 175. Dans l'article 155 du même Code, modifié par la loi du 10 août 2001, l'alinéa suivant est inséré entre les alinéas 1^{er} et 2 :

« Il en est de même pour les revenus exonérés en vertu d'autres traités ou accords internationaux, pour autant que ceux-ci prévoient une clause de réserve de progressivité. »

Art. 176. A l'article 171, 4°, g, du même Code, remplacé par la loi du 28 avril 2003, les mots « ou à l'occasion du décès de la personne dont il est l'ayant droit » sont remplacés par les mots « ou lorsque ces capitaux sont alloués, à l'occasion de son décès, à la personne qui est son ayant droit, ».

Art. 177. A l'article 195 du même Code, modifié par l'arrêté royal du 20 décembre 1996 et par la loi du 28 avril 2003, sont apportées les modifications suivantes :

1° dans le § 1^{er}, alinéa 2, les mots « ainsi que les cotisations d'assurance complémentaire visées à l'article 52, 3°, b, » sont supprimés;

2° le § 2 est remplacé comme suit :

« § 2. Sauf si les contrats prévoient uniquement des avantages en cas de décès, les primes d'assurance-vie afférentes à des contrats qui ont été conclus au profit de l'entreprise sont assimilées aux cotisations visées à l'article 52, 3°, b, et ne sont déductibles aux mêmes conditions et dans la même limite, que si ces contrats ont été conclus sur la tête d'un dirigeant d'entreprise visé à l'article 32, alinéa 1^{er}, 1°, occupé en dehors d'un contrat de travail.

c) het wordt aangevuld met een § 2 en § 3, luidende :

« § 2. De in artikel 104, 9°, vermelde leningen zijn specifiek gesloten om een woning te verwerven of te behouden wanneer ze zijn aangegaan om :

1. een onroerend goed aan te kopen;
2. een onroerend goed te bouwen;
3. een onroerend goed volledig of gedeeltelijk te vernieuwen;
4. de successierechten met betrekking tot de in artikel 104, 9°, bedoelde woning te betalen met uitzondering van nalatigheidsinteressen verschuldigd bij laattijdige betaling.

Wat de in het eerste lid, 3, bedoelde vernieuwing betreft, zijn de daarop betrekking hebbende dienstverrichtingen deze vermeld in rubriek XXXI van tabel A van de bijlage bij het koninklijk besluit nr. 20 van 20 juli 1970 tot vaststelling van de tarieven van de belasting over de toegevoegde waarde en tot indeling van de goederen en de diensten bij die tarieven.

§ 3. De Koning bepaalt de toepassingsmodaliteiten van de in artikel 104, 9°, bedoelde aftrek. »

Art. 172. In artikel 116 van hetzelfde Wetboek, vervangen bij de programmawet van 24 december 2004, wordt het volgende lid ingevoegd tussen het tweede en het derde lid :

« Voor de toepassing van het tweede lid worden als gehandicapt aangemerkt kinderen ten laste voor twee gerekend. »

Art. 173. Artikel 145⁴, 2°, b, van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij de wet van 28 december 1992, wordt vervangen als volgt :

« b) bij overlijden :

— wanneer het levensverzekeringscontract dient voor het wedersamenstellen of het waarborgen van een hypothecaire lening die voor een woning is aangegaan, ten gunste van de personen die ingevolge het overlijden van de verzekerde de volle eigendom of het vruchtgebruik van die woning verwerven;

— in alle andere gevallen, ten gunste van de echtgenoot of van bloedverwanten tot de tweede graad van de belastingplichtige; ».

Art. 174. Artikel 145⁹, eerste lid, 2°, b, van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij de wet van 28 december 1992, wordt vervangen als volgt :

« b) bij overlijden :

— wanneer het spaarverzekeringscontract dient voor het wedersamenstellen of het waarborgen van een hypothecaire lening die voor een woning is aangegaan, ten gunste van de personen die ingevolge het overlijden van de verzekerde de volle eigendom of het vruchtgebruik van die woning verwerven;

— in alle andere gevallen, ten gunste van de echtgenoot of van bloedverwanten tot de tweede graad van de belastingplichtige; ».

Art. 175. In artikel 155 van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij de wet van 10 augustus 2001, wordt tussen het eerste en het tweede lid het volgende lid ingevoegd :

« Dit is eveneens het geval voor inkomsten vrijgesteld krachtens andere internationale verdragen of akkoorden, voor zover zij een clause van progressievoorbehoud bevatten. »

Art. 176. In artikel 171, 4°, g, van hetzelfde Wetboek, vervangen bij wet van 28 april 2003, worden de woorden « of naar aanleiding van het overlijden van de persoon van wie hij de rechtverkrigende is, » vervangen door de woorden « of wanneer die kapitalen naar aanleiding van zijn overlijden worden uitgekeerd aan de persoon die zijn rechtverkrigende is, ».

Art. 177. In artikel 195 van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 20 december 1996 en bij de wet van 28 april 2003, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in § 1, tweede lid, worden de woorden «, zomede de in artikel 52, 3°, b, vermelde bijdragen voor aanvullende verzekering » geschrapt;

2° § 2 wordt vervangen als volgt :

« § 2. Behalve indien de overeenkomsten enkel voorzien in voordelen bij overlijden, worden premies van levensverzekeringen betreffende overeenkomsten die in het voordeel van de onderneming zijn gesloten, met de in artikel 52, 3°, b, vermelde bijdragen gelijkgesteld en zijn zij, onder dezelfde voorwaarden en binnen dezelfde grens, slechts aftrekbaar indien deze overeenkomsten werden gesloten op het hoofd van een bedrijfsleider als bedoeld in artikel 32, eerste lid, 1°, en tewerkgesteld buiten een arbeidsovereenkomst.

Les rémunérations définies au § 1^{er}, alinéa 2, sont seules prises en considération pour la détermination de la partie déductible des primes. »

Art. 178. A l'article 223 du même Code, remplacé par l'arrêté royal du 20 décembre 1996 et modifié par les lois du 10 mars 1999, du 4 mai 1999 et du 28 avril 2003, sont apportées les modifications suivantes :

1° le 2° est remplacé comme suit :

« 2° des cotisations et primes visées à l'article 52, 3°, b, et 195, § 2, dans la mesure où elles ne satisfont pas, soit à la limite prévue par l'article 53, 22°, soit aux conditions et à la limite prévues par l'article 59 et à la condition de régularité visée à l'article 195, § 1^{er}, alinéa 2, en ce qui concerne les primes visées à l'article 195, § 2, des pensions, rentes et autres allocations en tenant lieu visées à l'article 52, 5°, dans la mesure où elles ne satisfont pas aux conditions et à la limite prévues par l'article 59 et des capitaux visés à l'article 53, 23°; »;

2° l'article est complété par l'alinéa suivant :

« Les dirigeants d'entreprise visés à l'article 32 sont assimilés à des travailleurs pour l'application de l'alinéa 1^{er}. »

Art. 179. A l'article 234 du même Code, modifié par les lois du 10 mars 1999 et du 28 avril 2003, sont apportées les modifications suivantes :

1° le 3° est remplacé comme suit :

« 3° sur les cotisations et primes visées à l'article 52, 3°, b, et 195, § 2, dans la mesure où elles ne satisfont pas, soit à la limite prévue par l'article 53, 22°, soit aux conditions et aux limites prévues par l'article 59 et à la condition de régularité visée à l'article 195, § 1^{er}, alinéa 2, en ce qui concerne les primes visées à l'article 195, § 2, sur les pensions, rentes et autres allocations en tenant lieu visées à l'article 52, 5°, dans la mesure où elles ne satisfont pas aux conditions et à la limite prévues par l'article 59 et sur les capitaux visés à l'article 53, 23°; »;

2° l'article est complété par l'alinéa suivant :

« Les dirigeants d'entreprise visés à l'article 32 sont assimilés à des travailleurs pour l'application de l'alinéa 1^{er}. »

Art. 180. A l'article 515^{quater} du même Code, inséré par la loi du 28 avril 2003, sont apportées les modifications suivantes :

1° au § 1^{er}, alinéa 1^{er}, a et b, les mots « visés au 3° » et « visées au 3° » sont remplacés respectivement par les mots « visés au c » et « visées au c »;

2° le § 2 est remplacé comme suit :

« § 2. Par dérogation au § 1^{er}, dans l'article 171, 4°, f, les mots « à l'occasion de sa mise à la retraite ou à partir de l'âge de 60 ans ou à l'occasion du décès de la personne dont il est l'ayant droit » sont, jusqu'au 31 décembre 2009 inclus, remplacés par les mots « à l'occasion de sa mise à la retraite ou à partir de l'âge de 58 ans ou à l'occasion du décès de la personne dont il est l'ayant droit », pour les engagements de pension instaurés par une convention collective de travail, un règlement de pension ou une convention de pension conclu pendant les six mois qui suivent la date de publication dans le *Moniteur belge* de la loi du 28 avril 2003 relative aux pensions complémentaires et au régime fiscal de celles-ci et de certains avantages complémentaires en matière de sécurité sociale. »

Art. 181. L'article 526 du même Code, inséré par la loi-programme du 27 décembre 2004, est remplacé comme suit :

« Art. 526. § 1^{er}. Le présent paragraphe est applicable aux emprunts contractés en vue d'acquérir ou de conserver l'habitation propre, qui sont conclus :

a) avant le 1^{er} janvier 2005;

b) à partir du 1^{er} janvier 2005 mais qui concernent :

— soit un refinancement d'un emprunt visé au point a);

— soit un emprunt conclu alors que pour la même habitation, il existe un autre emprunt visé au a) ou au tiret précédent qui entre en ligne de compte pour la déduction d'intérêts.

Dans ces cas, les articles 7, 12, 14, 16, 93bis, 178, 235, 256, 277 et 290, tels qu'ils existaient avant d'être modifiés ou abrogés par les articles 386 à 389, 393, § 2, 403, 404 et 406 à 408 de la loi-programme du 27 décembre 2004, restent applicables au revenu cadastral de l'habitation visée à l'alinéa 1^{er}.

Om het aftrekbare deel van de premies te bepalen komen uitsluitend de in § 1, tweede lid, omschreven bezoldigingen in aanmerking. »

Art. 178. In artikel 223 van hetzelfde Wetboek, vervangen bij het koninklijk besluit van 20 december 1996 en gewijzigd bij de wetten van 10 maart 1999, 4 mei 1999 en 28 april 2003, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° het 2° wordt vervangen als volgt :

« 2° de bijdragen en premies bedoeld in artikel 52, 3°, b, en 195, § 2, in zover zij niet voldoen, ofwel aan de grens bedoeld in artikel 53, 22°, ofwel aan de voorwaarden van en de grens bedoeld in artikel 59 en, wat de in artikel 195, § 2, bedoelde premies betreft, aan de voorwaarden van regelmatigheid bedoeld in artikel 195, § 1, tweede lid, de pensioenen, renten en andere als zodanig geldende toelagen bedoeld in artikel 52, 5°, in zover zij niet voldoen aan de voorwaarden van en de grens bedoeld in artikel 59 en de in artikel 53, 23°, bedoelde kapitalen; »;

2° het artikel wordt aangevuld met het volgende lid :

« De in artikel 32 bedoelde bedrijfsleiders worden voor de toepassing van het eerste lid met werknemers gelijkgesteld. »

Art. 179. In artikel 234 van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij de wetten van 10 maart 1999 en 28 april 2003, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° het 3° wordt vervangen als volgt :

« 3° op de bijdragen en premies bedoeld in artikel 52, 3°, b, en 195, § 2, in zover zij niet voldoen ofwel aan de grens bedoeld in artikel 53, 22°, ofwel aan de voorwaarden van en de grens bedoeld in artikel 59 en, wat de in artikel 195, § 2, bedoelde premies betreft, aan de voorwaarden van regelmatigheid bedoeld in artikel 195, § 1, tweede lid, op de pensioenen, renten en andere als zodanig geldende toelagen bedoeld in artikel 52, 5°, in zover zij niet voldoen aan de voorwaarden van en de grens bedoeld in artikel 59 en op de in artikel 53, 23°, bedoelde kapitalen; »;

2° het artikel wordt aangevuld met het volgende lid :

« De in artikel 32 bedoelde bedrijfsleiders worden voor de toepassing van het eerste lid met werknemers gelijkgesteld. »

Art. 180. In artikel 515^{quater} van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij wet van 28 april 2003, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in § 1, eerste lid, a en b, worden de woorden « als vermeld in 3° » en « als bedoeld in 3° » respectievelijk vervangen door de woorden « als vermeld in c » en « als bedoeld in c »;

2° § 2 wordt vervangen als volgt :

« § 2. In afwijking van § 1 worden voor de pensioentoezeggingen ingesteld door een collectieve arbeidsovereenkomst, een pensioenreglement of een pensioenovereenkomst gesloten gedurende zes maanden vanaf de datum van de bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad* van de wet van 28 april 2003 betreffende de aanvullende pensioenen en het belastingstelsel van die pensioenen en van sommige aanvullende voordelen inzake sociale zekerheid, in artikel 171, 4°, f, de woorden « naar aanleiding van zijn pensionering of vanaf de leeftijd van 60 jaar of naar aanleiding van het overlijden van de persoon van wie hij de rechtverkrijgende is » tot en met 31 december 2009 vervangen door de woorden « naar aanleiding van zijn pensionering of vanaf de leeftijd van 58 jaar of naar aanleiding van het overlijden van de persoon van wie hij de rechtverkrijgende is. »

Art. 181. Artikel 526 van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij de programmawet van 27 december 2004, wordt vervangen als volgt :

« Art. 526. § 1. Deze paragraaf is van toepassing wanneer leningen die zijn gesloten om de eigen woning te verwerven of te behouden, zijn aangegaan :

a) voor 1 januari 2005;

b) vanaf 1 januari 2005, maar :

— ofwel, een herfinanciering betreffen van een in a) bedoelde lening;

— ofwel, een lening betreffen die is afgesloten terwijl voor dezelfde woning nog een lening die is bedoeld in a) of in het vorige streepje in aanmerking komt voor de aftrek van interesten.

In die gevallen blijven de artikelen 7, 12, 14, 16, 93bis, 178, 235, 256, 277 en 290, zoals die bestonden alvorens te zijn gewijzigd of opgeheven door de artikelen 386 tot 389, 393, § 2, 403, 404 en 406 tot 408 van de programmawet van 27 december 2004, van toepassing op het kadastraal inkomen van de in het eerste lid bedoelde woning.

§ 2. Le présent paragraphe est applicable :

1° lorsque des emprunts hypothécaires sont contractés en vue d'acquérir ou de conserver l'habitation unique, qui sont conclus :

a) avant le 1^{er} janvier 2005;

b) à partir du 1^{er} janvier 2005 mais qui concernent :

— soit un refinancement d'un emprunt visé au point a);

— soit un emprunt hypothécaire conclu alors que pour la même habitation, il existe un autre emprunt hypothécaire visé au a) ou au tiret précédent qui entre en ligne de compte pour la déduction d'intérêts d'emprunts hypothécaires ou pour l'épargne-logement;

2° lorsqu'il s'agit de contrats d'assurance-vie qui servent exclusivement à la reconstitution ou à la garantie d'un emprunt hypothécaire visé au 1°.

Dans ces cas, les articles 104, 105, 115, 116, 145¹, 145⁶, 145¹⁷ à 145²⁰, et 243, tels qu'ils existaient avant d'être modifiés ou abrogés par les articles 394 à 397, 399, 400 et 405 de la loi-programme du 27 décembre 2004, restent applicables aux intérêts et sommes affectés à l'amortissement et à la reconstitution d'un emprunt hypothécaire visé à l'alinéa 1^{er}, 1°, ou à des cotisations payées en exécution d'un contrat d'assurance visé à l'alinéa 1^{er}, 2°.

Lorsque le contribuable, outre les intérêts, sommes et cotisations visés dans ce paragraphe, a payé d'autres cotisations ou sommes qui entrent en ligne de compte pour la réduction visée à l'article 145¹, 2° et 3°, les règles de l'article 145⁶ visées à l'alinéa précédent sont également applicables aux autres cotisations et sommes.

§ 3. Les règles prévues dans les paragraphes précédents ne sont pas appliquées aux emprunts et contrats y visés lorsque le contribuable mentionne dans sa déclaration concernant la période imposable durant laquelle a été contracté un emprunt visé au § 1^{er}, alinéa 1^{er}, b), deuxième tiret, et au § 2, alinéa 1^{er}, 1°, b), deuxième tiret, ou un contrat d'assurance qui sert exclusivement à la reconstitution ou à la garantie d'un emprunt hypothécaire visé au § 2, alinéa 1^{er}, 1°, b), deuxième tiret, qu'il opte pour l'application de la déduction visée à l'article 104, 9°, en ce qui concerne ces emprunts ou contrats conclus après le 1^{er} janvier 2005.

Ce choix est définitif, irrévocable et lie le contribuable.

Lorsqu'une imposition commune est établie, les deux contribuables doivent faire le même choix.

§ 4. Les montants exprimés en euros visés dans les articles mentionnés dans les §§ 1^{er} et 2 sont adaptés, selon le cas, annuellement et simultanément à l'indice des prix à la consommation du Royaume conformément aux articles 178 ou 518. »

CHAPITRE III. — *Modification de la loi du 17 mai 2004 transposant en droit belge la directive 2003/48/CE du 3 juin 2003 du Conseil de l'Union européenne en matière de fiscalité des revenus de l'épargne sous forme de paiements d'intérêts et modifiant le Code des impôts sur les revenus 1992 en matière de précompte mobilier*

Art. 182. L'article 4, § 4, de la loi du 17 mai 2004 transposant en droit belge la directive 2003/48/CE du 3 juin 2003 du Conseil de l'Union européenne en matière de fiscalité des revenus de l'épargne sous forme de paiements d'intérêts et modifiant le Code des impôts sur les revenus 1992 en matière de précompte mobilier, est complété comme suit :

« Lorsqu'un montant a été mentionné dans une déclaration en matière de prélèvement pour l'Etat de résidence qui, sur la base d'un certificat produit après l'introduction de la déclaration, a été retenu à tort, il est permis de reprendre dans une des trois déclarations suivantes une correction en moins pour compenser l'excédent de prélèvement pour l'Etat de résidence retenu, pour autant qu'aucun recours administratif n'ait été introduit pour le même excédent.

Par dérogation aux articles 366 et suivants du Code des impôts sur les revenus 1992, un recours administratif qui aurait pour but de rectifier une déclaration en matière de prélèvement pour l'Etat de résidence en ce qui concerne l'excédent de prélèvement pour l'Etat de résidence qui a été compensé de la façon visée à l'alinéa précédent, n'est plus possible. »

CHAPITRE IV. — *Modification de la loi-programme du 27 décembre 2004*

Art. 183. A l'article 413 de la loi-programme du 27 décembre 2004 sont apportées les modifications suivantes :

1° à l'alinéa 2, les mots « 398, 403, » sont remplacés par les mots « 397 à 400, 403, »;

§ 2. Deze paragraaf is van toepassing wanneer :

1° hypothecaire leningen zijn gesloten om de enige woning te verwerven of te behouden, die zijn aangegaan :

a) voor 1 januari 2005;

b) vanaf 1 januari 2005, maar :

— ofwel, een herfinanciering betreffen van een in a) bedoelde lening;

— ofwel, een hypothecaire lening betreffen die is afgesloten terwijl voor dezelfde woning nog een hypothecaire lening die is bedoeld in a) of in het vorige streepje in aanmerking komt voor de aftrek van interesten van hypothecaire leningen of voor het bouwsparen;

2° het levensverzekeringscontracten betreffen die uitsluitend dienen voor het wedersamenstellen of het waarborgen van een in 1° vermelde hypothecaire lening.

In die gevallen blijven de artikelen 104, 105, 115, 116, 145¹, 145⁶, 145¹⁷ tot 145²⁰, en 243, zoals die bestonden alvorens te zijn gewijzigd of opgeheven door de artikelen 394 tot 397, 399, 400 en 405 van de programmawet van 27 december 2004, van toepassing op de interesten en betalingen voor de aflossing of wedersamenstelling van een in het eerste lid, 1°, bedoelde hypothecaire lening of bijdragen betaald ter uitvoering van een in het eerste lid, 2°, bedoeld verzekeringscontract.

Wanneer de belastingplichtige naast de in deze paragraaf vermelde interesten, betalingen en bijdragen, andere bijdragen of betalingen heeft betaald of gedaan die in aanmerking komen voor de in artikel 145¹, 2° en 3°, bedoelde vermindering, gelden de regels van het in het vorige lid bedoelde artikel 145⁶ eveneens voor die andere bijdragen en betalingen.

§ 3. De in de vorige paragrafen vermelde regels worden niet toegepast op de aldaar bedoelde leningen en contracten wanneer de belastingplichtige in zijn aangifte betreffende het belastbare tijdperk waarin een in § 1, eerste lid, b), tweede streepje, en § 2, eerste lid, 1°, b), tweede streepje, bedoelde lening of een levensverzekeringscontract dat uitsluitend dient voor het wedersamenstellen of het waarborgen van een in § 2, eerste lid, 1°, b), tweede streepje, bedoelde hypothecaire lening, is gesloten, vermeldt dat hij voor die na 1 januari 2005 gesloten leningen of contracten opteert voor de toepassing van de in artikel 104, 9°, bedoelde aftrek.

Die keuze is definitief, onherroepelijk en bindend voor de belastingplichtige.

Wanneer een gemeenschappelijke aanslag wordt gevestigd, moeten beide belastingplichtigen dezelfde keuze maken.

§ 4. De in euro uitgedrukte bedragen bedoeld in de artikelen die in de §§ 1 en 2 zijn opgenomen, worden, naargelang het geval, jaarlijks en gelijktijdig aan het indexcijfer van de consumptieprijzen van het Rijk aangepast overeenkomstig de artikelen 178 of 518. »

HOOFDSTUK III. — *Wijziging van de wet van 17 mei 2004 tot omzetting in het Belgisch recht van de richtlijn 2003/48/EG van 3 juni 2003 van de Raad van de Europese Unie betreffende belastingheffing op inkomsten uit spaargelden in de vorm van rentebetaling en tot wijziging van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992 inzake de roerende voorheffing*

Art. 182. Artikel 4, § 4, van de wet van 17 mei 2004 tot omzetting in het Belgisch recht van de richtlijn 2003/48/EG van 3 juni 2003 van de Raad van de Europese Unie betreffende belastingheffing op inkomsten uit spaargelden in de vorm van rentebetaling en tot wijziging van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992 inzake de roerende voorheffing, wordt aangevuld als volgt :

« Wanneer in een aangifte inzake de woonstaatheffing een bedrag is vermeld dat op grond van een na het indienen van die aangifte voorgelegd attest ten onrechte is ingehouden, mag in een van de drie daaropvolgende aangiften een verbetering in min worden opgenomen om het teveel aan ingehouden woonstaatheffing te compenseren voor zover geen administratief beroep is ingediend met betrekking tot hetzelfde teveel aan ingehouden woonstaatheffing.

In afwijking van de artikelen 366 en volgende van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992, is er geen administratief beroep meer mogelijk dat tot doel heeft een aangifte inzake de woonstaatheffing te verbeteren wat het teveel aan ingehouden woonstaatheffing betreft dat werd gecompenseerd op de in het vorige lid vermelde wijze. »

HOOFDSTUK IV. — *Wijziging van de programmawet van 27 december 2004*

Art. 183. In artikel 413 van de programmawet van 27 december 2004 worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het tweede lid worden de woorden « 398, 403, » vervangen door de woorden « 397 tot 400, 403, »;

2° à l'alinéa 3, les mots « 394 à 397, 399 à 402 » sont remplacés par les mots « 394 à 396, 401, 402 ».

CHAPITRE V. — *Modification de la loi du 30 mars 1994 portant des dispositions sociales*

Art. 184. A. A l'article 107 de la loi du 30 mars 1994 portant des dispositions sociales, modifié par la loi du 22 février 1998, les mots « en Allemagne, en France et aux Pays-Bas » et les mots « les articles 15, § 3, 1°, et 21, 11, § 2, c, et 18, et 15, § 3, 1°, et 22 » sont respectivement remplacés par les mots « en Allemagne et en France » et les mots « les articles 15, § 3, 1°, et 21 et 11, § 2, c, et 18 ».

B. Au même article sont apportées les modifications suivantes :

1° le 1° est remplacé comme suit :

« 1° « Ménage » : la personne ou les personnes à charge de laquelle ou desquelles une imposition ou une imposition commune est établie en matière d'impôts sur les revenus, conformément aux articles 126 et 243 à 244bis du Code des impôts sur les revenus 1992; »;

2° au 2° sont apportées les modifications suivantes :

a) les mots « l'ensemble des revenus nets imposables déterminés » sont remplacés par les mots « le total de l'ensemble des revenus nets imposables de chaque personne qui fait partie du ménage conformément au 1°, déterminé »;

b) les mots « en Allemagne et en France auxquelles s'appliquent respectivement les articles 15, § 3, 1°, et 21 et 11, § 2, c, et 18 des conventions préventives de la double imposition conclues avec ces pays et qui sont soumises dans ces pays à une législation sociale analogue à celle visée à l'article 106, § 1^{er} » sont remplacés par les mots « en France auxquelles s'appliquent les articles 11, § 2, c, et 18 de la convention préventive de la double imposition conclue avec la France le 10 mars 1964 et qui sont soumises en France à une législation sociale analogue à celle visée à l'article 106, § 1^{er}. »

CHAPITRE VI. — *Dispositions fiscales*

Art. 185. Il est imputé un crédit d'impôt sur l'impôt des personnes physiques ou, pour les contribuables visés à l'article 227, 1°, du Code des impôts sur les revenus 1992, sur l'impôt des non-résidents, pour les dépenses effectivement payées pendant l'année 2006 en vue de l'achat d'un paquet agréé « Internet pour tous » visé à l'article 191.

Art. 186. Le montant du crédit d'impôt visé à l'article précédent est égal à 21 p.c. du prix d'achat, hors T.V.A., avec un maximum par contribuable de 147,50 EUR dans le cas d'un ordinateur de bureau et de 172 EUR dans le cas d'un ordinateur portable.

Ce montant est imputé intégralement sur l'impôt des personnes physiques ou, pour les contribuables visés à l'article 227, 1°, du Code des impôts sur les revenus 1992, sur l'impôt des non-résidents.

L'excédent éventuel est imputé sur les taxes additionnelles et le surplus est restitué pour autant qu'il atteigne 2,50 EUR.

Art. 187. La mesure n'est toutefois pas applicable, pour la même année et pour le même matériel :

— aux dépenses qui sont prises en considération, en tout ou en partie, à titre de frais professionnels réels;

— lorsque le contribuable bénéficie de l'exonération visée à l'article 38, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 17°, du Code des impôts sur les revenus 1992.

Art. 188. Le contribuable qui sollicite l'imputation du crédit d'impôt doit tenir à la disposition du Service public fédéral Finances :

— la facture ou la preuve d'achat reprenant, outre le prix d'achat, le numéro de série unique du paquet acheté;

— l'attestation stipulant que ledit paquet est conforme aux critères visés à l'article 191;

— la preuve du paiement de la somme figurant sur la facture ou la preuve d'achat.

CHAPITRE VII. — *Dispositions transitoires*

Art. 189. Jusqu'au 31 décembre de la troisième année qui suit l'année de la publication de la présente loi, les cotisations et les primes payées en exécution de contrats qui ne répondent pas à la nouvelle clause bénéficiaire visée aux articles 145⁴ et 145⁹ du Code des impôts sur les revenus 1992, tels qu'ils ont été modifiés par les articles 173 et 174, sont quand même prises en considération pour la réduction d'impôt y visée.

2° in het derde lid worden de woorden « 394 tot 397, 399 tot 402 » vervangen door de woorden « 394 tot 396, 401, 402 ».

HOOFDSTUK V. — *Wijziging van de wet van 30 maart 1994 houdende sociale bepalingen*

Art. 184. A. In artikel 107 van de wet van 30 maart 1994 houdende sociale bepalingen, gewijzigd bij de wet van 22 februari 1998, worden de woorden « in Duitsland, Frankrijk en Nederland » en de woorden « de artikelen 15, § 3, 1°, en 21, 11, § 2, c, en 18, en 15, § 3, 1°, en 22, » respectievelijk vervangen door de woorden « in Duitsland en Frankrijk » en de woorden « de artikelen 15, § 3, 1°, en 21, en 11, § 2, c, en 18, ».

B. In hetzelfde artikel worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° het 1° wordt vervangen als volgt :

« 1° « Gezin » : de persoon of de personen ten laste van wie een aanslag of een gemeenschappelijke aanslag in de inkomstenbelastingen wordt gevestigd, overeenkomstig de artikelen 126 en 243 tot 244bis van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992; »;

2° in het 2° worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) de woorden « het totale belastbare netto-inkomen vastgesteld » worden vervangen door de woorden « de som van het totale netto-inkomen van elke persoon die bij toepassing van het 1° deel uitmaakt van het gezin, vastgesteld »;

b) de woorden « in Duitsland en Frankrijk waarop respectievelijk de artikelen 15, § 3, 1°, en 21, en 11, § 2, c, en 18, van de met die landen gesloten overeenkomsten ter voorkoming van dubbele belasting van toepassing zijn en die in die landen aan een sociale wetgeving gelijkaardig aan die vermeld in artikel 106, § 1, zijn onderworpen. » worden vervangen door de woorden « in Frankrijk waarop de artikelen 11, § 2, c, en 18, van de op 10 maart 1964 met Frankrijk gesloten overeenkomst ter voorkoming van dubbele belasting van toepassing is en die in Frankrijk aan een sociale wetgeving gelijkaardig aan die bedoelde in artikel 106, § 1, zijn onderworpen. »

HOOFDSTUK VI. — *Fiscale bepalingen*

Art. 185. Met de personenbelasting of, voor de in artikel 227, 1°, van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992 bedoelde belastingplichtigen, met de belasting van niet-inwoners, wordt een belastingkrediet verrekend voor de uitgaven die werkelijk zijn betaald gedurende het jaar 2006 met het oog op de aankoop van een erkend pakket « Internet voor iedereen » zoals omschreven in artikel 191.

Art. 186. Het bedrag van het in het vorige artikel bedoelde belastingkrediet is gelijk aan 21 pct. van de aankoopwaarde exclusief BTW, met een maximum per belastingplichtige van 147,50 EUR in het geval van een desktop-PC en 172 EUR in het geval van een laptop-pc.

Dit bedrag wordt volledig verrekend met de personenbelasting of, voor de in artikel 227, 1°, van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992 bedoelde belastingplichtigen, met de belasting van niet-inwoners.

Het eventuele overschot wordt verrekend met de aanvullende belastingen en het saldo wordt teruggegeven indien het ten minste 2,50 EUR bedraagt.

Art. 187. De maatregel is evenwel niet van toepassing voor hetzelfde jaar en voor hetzelfde materiaal :

— voor uitgaven die geheel of gedeeltelijk in aanmerking worden genomen als werkelijke beroepskosten;

— wanneer de belastingplichtige geniet van de vrijstelling bedoeld in artikel 38, § 1, eerste lid, 17°, van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992.

Art. 188. De belastingplichtige die de verrekening van het belastingkrediet vraagt moet de volgende documenten ter beschikking houden van de Federale Overheidsdienst Financiën :

— de factuur of het aankoopbewijs dat naast de aankoopprijs eveneens het serienummer van het aangekochte pakket bevat;

— het attest dat bepaalt dat het voormelde pakket voldoet aan de criteria vermeld in artikel 191;

— het betalingsbewijs van de som die op de factuur of het aankoopbewijs voorkomt.

HOOFDSTUK VII. — *Overgangsbepalingen*

Art. 189. Tot 31 december van het derde jaar volgend op het jaar waarin deze wet is bekendgemaakt, worden bijdragen en premies die zijn betaald in uitvoering van contracten die niet voldoen aan de nieuwe begunstigingsclausule bedoeld in de artikelen 145⁴ en 145⁹ van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992 zoals ze zijn gewijzigd bij de artikelen 173 en 174, toch in aanmerking genomen voor de aldaar bedoelde belastingvermindering.

Si durant cette période de trois ans, des paiements sont effectués aux bénéficiaires, les nouvelles règles sont prises en considération pour déterminer la personne qui est redevable de l'impôt nonobstant le fait que le contrat n'est pas adapté formellement.

CHAPITRE VIII. — *Entrée en vigueur*

Art. 190. L'article 160 produit ses effets à partir du 9 mars 2005.

Les chapitres II et VII entrent en vigueur à partir de l'exercice d'imposition 2006 à l'exclusion des articles suivants :

1° les articles 162, 165 et 176, qui sont applicables aux rentes viagères et pensions, pensions complémentaires, rentes, capitaux, épargnes et valeurs de rachat alloués à partir du 1^{er} janvier 2006;

2° les articles 164 et 177 à 179, qui sont applicables aux primes et cotisations payées à partir du 1^{er} janvier 2006;

3° les articles 169, 2°, 171 et 172, qui sont applicables à partir du 1^{er} janvier 2005;

4° l'article 180 qui produit ses effets à partir du 1^{er} janvier 2004.

L'article 182 entre en vigueur à partir du 1^{er} janvier 2006.

L'article 183 produit ses effets à partir de la même date que l'article 413 de la loi-programme du 27 décembre 2004.

L'article 184, A, produit ses effets à partir de l'exercice d'imposition 2004.

L'article 184, B, produit ses effets à partir de l'exercice d'imposition 2005.

TITRE XVI. — *E-gov*

Art. 191. § 1^{er}. Un paquet utilisant l'appellation « Internet pour tous » ne sera agréé qu'aux fins reprises à l'article 185 du titre XV pour autant que le vendeur prouve que le paquet se compose des éléments mentionnés au § 2 et répond aux conditions, normes et exigences conformément au § 3.

§ 2. Chaque paquet se compose au moins des éléments suivants :

— un ordinateur avec lecteur de carte permettant d'utiliser la carte d'identité électronique;

— un software de base, comprenant notamment au minimum un système d'exploitation, un navigateur Internet, une suite bureautique et un logiciel de sécurisation conformément aux dispositions de l'article 114, alinéa 2, de la loi du 13 juin 2005 relative aux communications électroniques;

— une connexion à un réseau à large bande, y compris un abonnement de 12 mois;

— une formation de base relative à l'utilisation de l'ordinateur et d'Internet.

§ 3. Le Roi détermine par arrêté avec annexes délibéré en Conseil des Ministres :

1° les conditions d'agrément détaillées ainsi que les normes techniques et exigences de qualité détaillées pour chacune des composantes visées au § 2;

2° la procédure à suivre pour l'obtention et le maintien de l'agrément visée au § 1^{er}, y compris les dispositions de contrôle;

3° les conséquences de l'agrément.

Art. 192. En vue de l'application du crédit d'impôt défini à l'article 186 du titre XV et par dérogation aux autres dispositions légales, le vendeur d'un paquet « Internet pour tous » agréé est autorisé à

Indien gedurende die periode van drie jaar uitbetalingen aan begunstigten worden verricht, moeten de nieuwe regels worden in aanmerking genomen voor het bepalen van de persoon die de belasting verschuldigd is, onverminderd het feit dat het contract niet formeel is aangepast.

HOOFDSTUK VIII. — *Inwerkingtreding*

Art. 190. Artikel 160 heeft uitwerking met ingang van 9 maart 2005.

De hoofdstukken II en VII treden in werking vanaf aanslagjaar 2006 met uitzondering van de volgende artikelen :

1° de artikelen 162, 165 en 176 die van toepassing zijn op lijfrenten en pensioenen, aanvullende pensioenen, renten, kapitalen, spaartegoeden en afkoopwaarden uitgekeerd vanaf 1 januari 2006;

2° de artikelen 164 en 177 tot 179 die van toepassing zijn op de premies en bijdragen die vanaf 1 januari 2006 worden betaald;

3° de artikelen 169, 2°, 171 en 172 die van toepassing zijn vanaf 1 januari 2005;

4° artikel 180 dat uitwerking heeft vanaf 1 januari 2004.

Artikel 182 treedt in werking vanaf 1 januari 2006.

Artikel 183 heeft uitwerking vanaf dezelfde datum als artikel 413 van de programmawet van 27 december 2004.

Artikel 184, A, heeft uitwerking vanaf aanslagjaar 2004.

Artikel 184, B, heeft uitwerking vanaf aanslagjaar 2005.

TITEL XVI. — *E-gov*

Art. 191. § 1. Een pakket onder de benaming « Internet voor iedereen » wordt slechts voor de in artikel 185 van titel XV omschreven doeleinden erkend voor zover door de verkoper wordt aangetoond dat het is samengesteld uit de in § 2 opgesomde elementen en voldoet aan de voorwaarden, normen en vereisten overeenkomstig § 3.

§ 2. Elk pakket bestaat uit minstens de volgende onderdelen :

— een computer met kaartlezer waarmee de elektronische identiteitskaart kan worden gebruikt;

— basissoftware, waaronder minimaal wordt begrepen een besturingssysteem, een internet browser, een kantoor suite en beveiligingssoftware overeenkomstig hetgeen is bepaald in artikel 114, tweede lid, van de wet van 13 juni 2005 betreffende de elektronische communicatie;

— een aansluiting op een breedbandnetwerk, met inbegrip van een abonnement voor 12 maanden;

— een basisopleiding tot het gebruik van computer en internet.

§ 3. De Koning bepaalt bij een besluit met bijlagen, vastgesteld na overleg in de Ministerraad :

1° de nadere erkenningvoorwaarden, de nadere technische normen en kwalitatieve vereisten voor elk van de in § 2 bedoelde onderdelen;

2° de procedure die gevolgd moet worden voor het verkrijgen en het behouden van de erkenning bedoeld in § 1, met inbegrip van de controlebepalingen;

3° de gevolgen van de erkenning.

Art. 192. Met het oog op de toepassing van het in artikel 186 van titel XV omschreven belastingkrediet en in afwijking van andere wettelijke bepalingen, is het een verkoper van een erkend pakket

commercialiser, vendre et proposer un paquet se composant des éléments repris à l'article 2, § 2.

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'Etat et publiée par le *Moniteur belge*.

Donné à Châteauneuf-de-Grasse, le 27 décembre 2005.

ALBERT

Par le Roi :

Pour le Premier Ministre, absent :

La Vice-Première Ministre et Ministre de la Justice,
Mme L. ONKELINX

La Ministre de la Justice,
Mme L. ONKELINX

Le Ministre des Finances,
D. REYNDERS

La Ministre du Budget et de la Protection de la consommation,
Mme F. VAN DEN BOSSCHE

Pour le Ministre de l'Economie et de l'Energie, absent :

La Ministre des Classes moyennes,
Mme S. LARUELLE

Le Ministre des Affaires sociales et de la Santé publique,
R. DEMOTTE

La Ministre des Classes moyennes et de l'Agriculture,
Mme S. LARUELLE

Le Ministre de l'Intégration sociale,
C. DUPONT

Le Ministre de la Mobilité,
R. LANDUYT

Le Ministre de l'Environnement et Ministre des Pensions,
B. TOBBACK

Le Ministre de l'Emploi,
P. VANVELTHOVEN

Le secrétaire d'Etat à la Modernisation
des Finances et à la Lutte contre la Fraude fiscale,
H. JAMAR

Pour le secrétaire d'Etat à la Simplification administrative, absent :

La Vice-Première Ministre et Ministre de la Justice,
Mme L. ONKELINX

La secrétaire d'Etat au Développement durable,
Mme E. VAN WEERT

Le secrétaire d'Etat aux Entreprises publiques,
B. TUYBENS

Scellé du sceau de l'Etat :

La Ministre de la Justice,
Mme L. ONKELINX

—
Note

(1) *Session 2005-2006.*

Chambre des représentants :

Documents parlementaires. — Projet de loi, n° 51-2098/1. — Amendements, n°s 51-2098/2 à 17. — Rapport, n° 51-2098/18. — Avis du Conseil d'Etat, n° 51-2098/19. — Amendements, n°s 51-2098/20 et 21. — Rapports, n°s 51-2098/22 à 25. — Texte adopté par les commissions, n° 51-2098/26. — Rapports, n°s 51-2098/27 et 28. — Amendements, n° 51-2098/29. — Texte adopté en séance plénière et transmis au Sénat, n° 51-2098/30.

Compte rendu intégral : 21 décembre 2005.

Sénat :

Documents parlementaires. — Projet évoqué par le Sénat, n° 3-1493/1. — Amendements, n° 3-1493/2. — Rapports, n°s 3-1493/3 à 6. — Décision de ne pas amender, n° 3-1493/7.

Annales du Sénat : 23 décembre 2005.

« Internet voor iedereen » toegelaten een pakket in de handel te brengen, te verkopen en aan te bieden, bestaande uit de in artikel 2, § 2, omschreven onderdelen.

Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met 's Lands zegel zal worden bekleed en door het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Châteauneuf-de-Grasse, 27 december 2005.

ALBERT

Van Koningswege :

Voor de Eerste Minister, afwezig :

De Vice-Eerste Minister en Minister van Justitie,
Mevr. L. ONKELINX

De Minister van Justitie,
Mevr. L. ONKELINX

De Minister van Financiën,
D. REYNDERS

De Minister van Begroting en Consumentenzaken,
Mevr. F. VAN DEN BOSSCHE

Voor de Minister van Economie en Energie, afwezig :

De Minister van Middenstand en Landbouw,
Mevr. S. LARUELLE

De Minister van Sociale Zaken en Volksgezondheid,
R. DEMOTTE

De Minister van Middenstand en Landbouw,
Mevr. S. LARUELLE

De Minister van Maatschappelijke Integratie,
C. DUPONT

De Minister van Mobiliteit,
R. LANDUYT

De Minister van Leefmilieu en de Minister van Pensioenen,
B. TOBBACK

De Minister van Werk,
P. VANVELTHOVEN

De Staatssecretaris voor Modernisering
van de Financiën en de Strijd tegen de Fiscale Fraude,
H. JAMAR

Voor de Staatssecretaris
voor Administratieve Vereenvoudiging, afwezig :

De Vice-Eerste Minister en Minister van Justitie,
Mevr. L. ONKELINX

De Staatssecretaris voor Duurzame Ontwikkeling,
Mevr. E. VAN WEERT

De Staatssecretaris voor Overheidsbedrijven,
B. TUYBENS

Met 's Lands zegel gezegeld :

De Minister van Justitie,
Mevr. L. ONKELINX

—
Nota

(1) *Zitting 2005-2006.*

Kamer van Volksvertegenwoordigers :

Parlementaire stukken. — Wetsontwerp, n° 51-2098/1. — Amendementen, nrs. 51-2098/2 tot 17. — Verslag, nr. 51-2098/18. — Advies van de Raad van State, nr. 51-2098/19. — Amendementen, nrs. 51-2098/20 en 21. — Verslagen, nrs. 51-2098/22 tot 25. — Tekst aangenomen door de commissies, nrs. 51-2098/26. — Verslagen, nrs. 51-2098/27 en 28. — Amendementen, nr. 51-2098/29. — Tekst aangenomen in plenaire vergadering en overgezonden aan de Senaat, nr. 51-2098/30.

Integraal verslag : 21 december 2005.

Senaat :

Parlementaire stukken. — Ontwerp geëvoceerd door de Senaat, nr. 3-1493/1. — Amendementen, nr. 3-1493/2. — Verslagen, nrs. 3-1493/3 tot 6. — Beslissing om niet te amenderen, nr. 3-1493/7.

Handelingen van de Senaat : 23 december 2005.